

Quelle société dans 20 ans, au regard des aspirations des jeunes ?

« Par décision de son Assemblée plénière en date du 22 mars 2023, dans le cadre de son engagement résolu à œuvrer en faveur d'une société égalitaire entre les femmes et les hommes, le CESER Nouvelle-Aquitaine a adopté la Charte du Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes visant à promouvoir une écriture égalitaire et non discriminante. L'intégralité des productions internes comme externes du CESER, dont le présent document, s'engage ainsi à respecter les cinq principes d'écriture égalitaire suivants : ne pas utiliser des expressions sexistes ; accorder les noms de métiers, titres, grades et fonctions avec le sexe des personnes qui les occupent ; utiliser les mots et/ou les adjectifs au féminin et au masculin à l'aide de la double flexion et des mots épicènes ; utiliser l'ordre alphabétique lors d'une énumération et introduire ses travaux par une déclaration d'intention, affirmant l'engagement de l'Assemblée pour une écriture égalitaire. »

Sommaire

Editorial.....	4
Introduction	5
I. Ce que nous disent les jeunes aujourd'hui	8
1. Pourquoi ce sujet	8
2. Principales caractéristiques des jeunes de Nouvelle-Aquitaine	9
3. Méthodologie : des auditions aux entretiens	10
4. « État de l'art » et éléments d'analyse des grands enjeux au regard des auditions et entretiens.....	12
1) Politique et démocratie	13
2) L'engagement des jeunes et ses modalités	17
3) Les jeunes et les autres	27
4) Jeunes et parcours de vie.....	29
II. Quelle société en 2045 au regard des aspirations, interrogations, préoccupations des jeunes ?	33
1. Méthodologie prospective.....	33
1) Délimiter la problématique et l'horizon temporel des scénarios	33
2) Diagnostic des tendances actuelles (tendances lourdes, signaux faibles).....	33
3) Identifier et classer les facteurs de changements	35
4) Dessiner les contours des scénarios à travers les facteurs de changement.....	38
5) Approfondir les scénarios	42
2. Les scénarios pour 2045	43
Scénario 1 : La Planification prescriptive	43
Scénario 2 : Individualisme et émergence d'une réalité parallèle.....	46
Scénario 3 : Incertitude assumée et « chaos optimiste »	51
III. Points d'alerte au regard des évolutions imaginées.....	55
Les territoires	55
État, services publics et gouvernance	57
La démocratie.....	58
L'éducation.....	59
Parcours de vie, travail et engagements.....	60
La consommation et la production	62
Rapport au monde et aux autres	62
Le numérique	63
Conclusion.....	65
Annexes	66
Interventions Conseillers.....	74
Personnes auditionnées	85
Composition Section	88
Médiagraphie	90

ÉDITORIAL

Ce troisième rapport réalisé par la Section Veille et Prospective sous cette mandature du CESER n'est pas le fruit, comme les deux précédents, d'une saisine du Comité d'Orientation et de Suivi de l'Observatoire des Mutations Economiques en Nouvelle-Aquitaine (COSOMÉNA), mais de la volonté de s'auto-saisir d'un sujet majeur de société.

Mais entre le moment où cette thématique avait été choisie (il y a 5 ans) et celui où les membres de la Section ont commencé à y travailler, la crise que nous avons connue a transformé l'approche qui pouvait en être faite et contribué à valider, s'il en était besoin, le choix qui avait été décidé.

Car s'il est une tranche d'âge qui a profondément été marquée par la crise Covid, s'ajoutant à d'autres crises et mutations en cours, c'est bien celle de la jeunesse. Sans doute des tendances profondes étaient-elles déjà sous-jacentes au sein de cette génération, mais la crise les a amplifiées et accélérées, les révélant ainsi au grand public.

« Une jeunesse sacrifiée ? », « Une jeunesse crispée ? », « La fracture : comment la jeunesse d'aujourd'hui fait sécession ? » ... Ce ne sont là que quelques titres des ouvrages parus récemment en ce sens (dont on trouvera la liste complète à la fin du rapport), qui alertent clairement sur les transformations en cours et qui montrent à quel point il est important de les analyser et de les comprendre.

Notre travail s'est donc complexifié, au fil de nos auditions et entretiens, car nous pressentons que ces mutations profondes vont sans doute modifier durablement ce que sera la société dans l'avenir, quand une nouvelle génération en aura pris les commandes.

Alors que notre objectif au départ était simplement de tenter une approche « impressionniste » des jeunes d'aujourd'hui et de leurs aspirations, il nous est apparu nécessaire de lui donner une plus grande ambition et de tenter en particulier d'imaginer ce que pourrait être cette société au travers de plusieurs scénarios.

La diversité de ces scénarios proposés répond à la diversité des jeunes. Si le terme jeunesse peut rester au singulier quand il désigne la tranche d'âge, il doit être pluriel quand il s'agit de comprendre les aspirations des jeunes et de décrire leur vision du monde.

Faut-il pour autant prendre les scénarios proposés comme des fictions vraisemblables, même s'ils prennent en compte cette diversité ? Certes non ! Qui peut réellement prédire ce que sera notre monde dans 20 ans ? L'objectif de cette vision prospective n'est donc pas tant de proposer une description de ce(s) monde(s) futur(s), que de susciter des questionnements sur le sens des transformations en cours. Et sans doute la radicalité des scénarios proposés ne manquera-t-elle pas d'interroger le lecteur ou l'auditeur ; mais c'est bien là l'objectif : permettre une réflexion sur l'avenir de notre société, et contribuer (modestement) à ce que la décision publique prenne en compte les signaux d'alerte envoyés par toute une génération.

Que soient remerciés tous les membres de la Section Veille et Prospective qui ont donné beaucoup de leur temps et de leur énergie à nos travaux.

Que soit plus particulièrement remercié notre chargé de mission, Julien BAUDOT, pour la qualité de son écoute et la précision de son travail extrêmement documenté. Je n'oublierai pas d'associer l'ensemble de l'équipe salariée du CESER à ces remerciements, et spécifiquement Véronique FAUCHÉ, qui nous a assistés à chaque moment de nos travaux, et Béatrice GAMIN, pour son travail de veille documentaire.

Jany ROUGER

INTRODUCTION

*La jeunesse n'est qu'un mot*¹.

Le travail d'auto-saisine offre par nature la liberté de choisir la thématique que l'on souhaite traiter. Mais cette liberté s'accompagne de l'exigence de cerner le sujet juste, de lui offrir une cohérence et un intérêt, et d'envisager à qui il pourra s'adresser puisqu'il ne répond par définition pas à une saisine.

Décliné dans sa forme plurielle, « Jeunesses » se présente comme le mot clé de ce rapport. Parler de la société en faisant parler les jeunes. Parler des jeunes en interrogeant la société. Voilà ce qui constitue à la fois l'ambition et l'axe de réflexion prospective que la Section Veille et Prospective a souhaité aborder dans son auto-saisine. Ainsi, la Section a dû tâtonner, prendre une direction puis une autre, avant de parvenir à clarifier son sujet : « *Quelle société dans 20 ans au regard des aspirations des jeunes ?* »

L'ambition prospective nous a amenés à positionner la réflexion à « dans 20 ans », ce qui correspond à une génération. Il est important de bien comprendre en préalable que le présent rapport ne cherche pas à proposer des projections ou à prédire l'avenir (les spécificités méthodologiques de la prospective comparativement à la projection, et son intérêt dans le cadre de nos travaux, sont évoqués plus en détail dans les différentes parties du document ainsi que dans les annexes). Aussi, lorsque l'on évoque « quelle société dans 20 ans » ? ou « en 2045 » (comme ce sera le cas dans les différents scénarios exposés plus tard), il pourrait en réalité tout aussi bien s'agir de « dans 15 ans, ou 25 ans, en 2040 ou 2050 », le travail réalisé n'étant ni divinatoire ni prémonitoire. Dès lors, en ayant placé les jeunes au cœur du rapport, il a fallu se questionner sur différentes logiques de formulation de notre sujet :

- Qui seront les jeunes dans 20 ans ?
- Quelle société pour ceux qui seront jeunes dans 20 ans ?
- **Quelle société dans 20 ans au regard de ce que les jeunes d'aujourd'hui représentent et ont à nous dire ?**

C'est cette dernière problématique qui a été retenue car de l'avis des membres de la Section, c'est celle qui permet le mieux d'étudier en profondeur les jeunes actuelles, et de mettre en valeur leurs aspirations.

Ainsi, la première partie de ce rapport cherche à répondre aux questionnements suivants : que savons-nous des jeunes de Nouvelle-Aquitaine en 2023 ? Dans quelle mesure sont-ils singuliers dans leur rapport à l'engagement, à la politique, au travail, aux identités ? Dans quelle situation évoluent-ils en termes d'accès à l'éducation ou d'évolution des inégalités ? Cela a amené la Section à réaliser un « état de l'art » des travaux récents sur les jeunes de Nouvelle-Aquitaine (à travers de nombreuses auditions, notamment sociologiques mais pas exclusivement). Il apparaît à ce titre que les jeunes de Nouvelle-Aquitaine, riches de leur diversité, ne présentent pas de spécificités particulières comparativement aux jeunes d'autres régions de France. S'il faut retenir une singularité, c'est qu'elles évoluent dans l'une des régions les plus vieillissantes, phénomène qui va

¹ Pierre Bourdieu, entretien avec Anne-Marie Métaillé, paru dans *Les jeunes et le premier emploi*, Paris, Association des Ages, 1978.

s'accentuer à l'horizon 2050, et qui sera donc pris en compte et interrogé dans nos différents scénarios sous l'angle du rapport pouvant se développer entre les différentes générations.

Comprendre qui sont les jeunes de Nouvelle-Aquitaine ne peut pourtant pas se résumer à une analyse de « dires d'experts ». Pour cela, il est apparu essentiel d'écouter ce qu'ils ont à nous dire, quelles sont leurs aspirations, comment ils se situent dans leur rapport au monde, aux autres, quels sont leurs combats, leurs idéaux, leurs valeurs, leurs craintes, leurs joies et peines. C'est donc autour de ces deux axes (mêlant l'expertise « scientifique » à l'expertise « d'usage ») que nous avons décidé de construire la première partie de ce rapport : « Ce que nous disent les jeunes aujourd'hui ».

La deuxième partie permet de poser les bases de la création de scénarios. Identifier les signaux émergents ou les tendances lourdes, analyser ce qui peut s'avérer être facteur d'influence sur l'évolution de notre société, autant d'exercices méthodologiques qui ont poussé les membres de la Section à dépasser l'analyse pour travailler plus en profondeur sur les jeunesses. Pour construire les trois scénarios présents dans ce rapport, la Section s'est appliquée à garder une distance nécessaire avec le matériau présenté en première partie. Plus particulièrement avec les mots des jeunes qui ont été placés au centre des réflexions et qu'il a fallu « mettre en récit » avec fidélité, sans les interpréter.

Cette partie s'attache donc fondamentalement à nous éclairer sur les jeunesses de Nouvelle-Aquitaine, sur ce qu'elles nous disent aujourd'hui d'elles et de notre société, en partant du principe qu'on les comprend mieux si on met en avant leurs aspirations pour écrire les futurs. Ainsi, les scénarios proposés en ce qu'ils nous parlent plus des jeunesses actuelles que de la société en 2045 ne ressemblent pas à un exercice de science-fiction. La Section n'a pas cherché à projeter avec précision le contexte d'un monde à +2,3,4 degrés, d'un monde où les technologies qui existeront alors nous sont au moment où nous écrivons ces lignes, totalement inconnues. Inimaginables même probablement. L'exercice ne cherche pas non plus à imaginer les rapports de force entre États, ou le contexte politique. À la question « *quelle société en 2045 ?* », il n'a été répondu qu'en travaillant sur les aspirations, interrogations, préoccupations des jeunesses actuelles. Il ne doit donc n'y avoir aucune ambiguïté : il s'agit bien d'un rapport sur les jeunesses plus que sur la société.

L'intérêt de l'exercice prospectif est de pouvoir, sur la base de scénarios probables et crédibles, identifier des risques ou opportunités futurs, et de proposer des pistes de réflexion et d'action pour tendre vers une direction ou une autre. Il devient donc possible d'adresser ce rapport aux décideurs (politiques, associatifs ou autres) en posant les jalons d'un débat. C'est l'objectif d'une dernière partie intitulée « Points d'alerte au regard des évolutions imaginées ». À la lumière de ce que nous disent les jeunes aujourd'hui et des sociétés possibles qui pourraient advenir, quelles conséquences peut-on imaginer pour la démocratie, les territoires, la consommation, l'éducation ? Quels germes apparaissent déjà et devraient nous inquiéter ou au contraire susciter une attention positive ? Le rapport ne prétend pas proposer des recommandations adressées spécifiquement à telle ou telle institution. Il s'agit bien de préconisations et d'éléments à même de créer le débat.

Enfin, il serait injuste et incomplet de ne pas mentionner ici certains éléments fondamentaux du travail mené par la Section et qui ne figurent pourtant pas dans le tome principal

de ce rapport. Il s'agit de l'intégralité des entretiens menés auprès des jeunes dans le cadre de la préparation du rapport qui seront disponibles sur le site du CESER de Nouvelle-Aquitaine.

Il s'agit également de récits fictions, réalisés sur la base des scénarios proposés ici. Ces récits fictions ont été pour partie réalisés par des membres de la Section, pour partie par des étudiant.es en 1^{ère} ou 2^{ème} année de Masters « Recherche en études littéraires » (REEL) et « Ingénierie de Projets culturels et interculturels » (IPCI) de l'Université Bordeaux Montaigne, dans le cadre d'un partenariat avec le CESER de Nouvelle-Aquitaine. Ces récits fictions, par leur nature, apportent une note futuriste créative et illustrative à nos scénarios et sont l'occasion pour les lecteur.trices de s'immerger dans une série d'imaginaires de notre société en 2045.

I. Ce que nous disent les jeunes aujourd'hui

1. Pourquoi ce sujet

Le présent rapport répond donc au souhait des membres de la Section Veille et Prospective de s'auto-saisir, en identifiant une thématique d'étude dont la pertinence semblait évidente en 2018, tout en ayant une portée atemporelle.

En effet, les analyses et discours portés sur les différentes crises qui marquent ou caractérisent notre époque (sanitaire, environnementale, économique, sociale, politique, civique, identitaire...) mettent en exergue la situation singulière des jeunes. S'il existe aujourd'hui un discours banalisé qui considère que nous avons une *jeunesse sacrifiée*, en décalage avec les autres générations, une des ambitions de la Section a été de dépasser ces préjugés et d'approfondir l'analyse pour mettre en lumière une réalité bien plus complexe.

Les inégalités entre la « génération jeune » et les autres générations apparaissent aujourd'hui évidentes. Ces inégalités se sont accrues, comparativement à celles préexistantes des décennies durant entre les générations jeunes d'alors et les plus âgées². Ce sont notamment les plus jeunes qui font face aux plus grandes difficultés sur le marché de l'emploi. Les inégalités entre générations, souvent appréhendées sous le seul prisme socio-économique, ne disent pourtant rien de la césure qui se creuse, par le fait d'une concentration des pouvoirs décisionnels (politique, économique...) aux mains des générations plus âgées. Si bien qu'il semble possible d'évoquer une « gérontocratie » où la parole de la jeunesse peinerait à percer, si ce n'est par le biais de quelques structures identifiées et dont la représentativité reste limitée.

À ces inégalités déjà analysées de longue date, s'ajoutent celles qui augmentent au sein même de cette génération. L'ascenseur social affiche ses limites et les inégalités se reproduisent et s'accroissent, en fonction de son capital hérité, du territoire. Les politiques publiques peinent à enrayer le phénomène, quand elles ne l'aggravent pas³.

Pourtant, être jeune ne se réduit pas à des caractéristiques socio-économiques. C'est également une vision du monde qui évolue et qui, là aussi, tend à s'éclater. La jeunesse semble souvent se caractériser par un désintérêt massif pour la politique telle qu'elle est institutionnalisée et qu'elle prétend parfois subir, tout autant que par l'appropriation de nouvelles formes d'engagement. Mais la jeunesse devient vite plurielle lorsque l'on sonde ses aspirations et les réponses qu'elle souhaite mettre en avant. Il apparaît ainsi évident que parler de « la jeunesse » n'a pas de sens : il s'agit bien « des jeunes ». Du désir d'horizontalité à la tentation du chef et de l'autorité, il semble intéressant d'imaginer quelle société les jeunes d'aujourd'hui mettront en place dans 20 ans, lorsque leur génération sera aux portes du pouvoir. Vingt ans, c'est le temps d'une génération, le moment où les nouveau-nés d'aujourd'hui deviendront les jeunes de demain, le moment où les jeunes d'aujourd'hui deviendront les responsables de demain.

² Camille Peugny, « *Jeunes et classes sociales. Apports et angles morts de la lecture générationnelle des inégalités* », PUF, 2021.

³ Tom Chevalier et Patricia Loncle, « *Une jeunesse sacrifiée ?* » PUF, 2021.

Ainsi, la Section a décidé de réfléchir aux modèles de société susceptibles d’advenir à l’horizon des vingt prochaines années, au regard de ce que les jeunes actuelles expriment, y compris dans leurs éventuelles contradictions. Écouter et comprendre les aspirations, les non-aspirations, les rêves, les angoisses, les projets des jeunes en 2023, c’est se donner les moyens d’interroger la société de demain. L’objectif principal des travaux est d’inviter au débat sur des futurs potentiels qui se dessinent. C’est la possibilité de mettre en lumière des chemins à suivre, ou au contraire des points d’attention voire d’alerte.

2. Principales caractéristiques des jeunes de Nouvelle-Aquitaine

Dans le cadre de ce rapport, la Section s’est appuyée sur des éléments de caractérisation proposés par l’INSEE⁴, qui rappelle qu’il n’existe pas de définition unique de la jeunesse. Il s’agit d’une classe d’âge dont les limites ne sont pas rigides (les jeunes ne sont ni enfants, ni adultes) et la Section a retenu la tranche proposée par l’INSEE de 15-29 ans.

Dans son panorama de la jeunesse de Nouvelle-Aquitaine⁵, l’INSEE rappelle qu’au-delà des barrières d’âge, le passage de l’âge jeune à l’âge adulte se traduit par un certain nombre d’étapes symboliques telles que :

- Engagement civique
- Engagement dans la parentalité
- Entrée dans la vie active
- Autonomie résidentielle
- Autonomie financière.

Engagement citoyen :

1/5 des jeunes s’abstient régulièrement aux élections mais 1/3 est engagé dans des activités associatives

Études et insertion professionnelle :

9 jeunes sur 10 en études parmi les 15-19 ans,
4/10 parmi les 20-24 ans,
0,5/10 parmi les 25-29 ans

Années avant la fondation d’une famille :

Âge moyen au 1er mariage : F 31,2 ans / H 32,6 ans (27,4 et 29,5 ans il y a 20 ans)

Âge moyen au 1er enfant : F 28,5 ans (24,2 ans il y a 50 ans)

Les modes de vie :

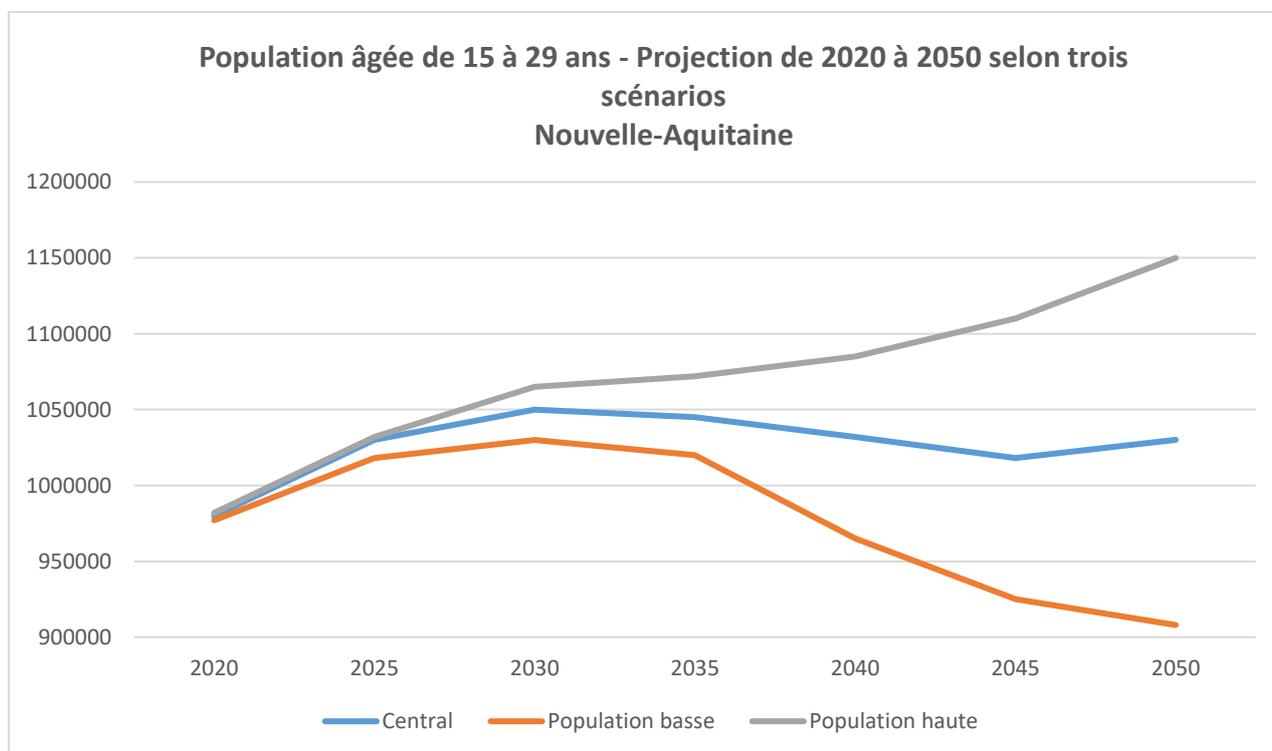
93 % des jeunes utilisent internet sur leur mobile (contre 57 % pour l’ensemble de la population)

Sur la base du recensement de la population 2019, l’INSEE dénombre à cette date 952 988 jeunes, soit 15,9% de la population régionale. Il s’agit d’un pourcentage en baisse constante depuis trente ans (16,9% en 2008, 16,2% en 2013). La Nouvelle-Aquitaine est la région la plus âgée de France et elle va continuer à vieillir : ainsi en 2050, les projections de l’INSEE tablent sur une augmentation

⁴ Voir éléments complémentaires en Annexes.

⁵ Panorama de la jeunesse en Nouvelle-Aquitaine – Malika ZAKRI, INSEE Nouvelle-Aquitaine.

de 1,5M de la population régionale, dont 0,9M de personnes âgées. Les personnes de moins de 30 ans qui représentent en 2018 32,3% de la population régionale (contre 35,6% en France métropolitaine) ne pèseront plus qu'à hauteur de 29,6% en 2050 (contre 32,5% à l'échelle nationale).



Source : Insee, Omphale 2017

3. Méthodologie : des auditions aux entretiens

La proposition de trois scénarios originaux, qui servent à nous éclairer sur les évolutions potentielles de la société à l'horizon de 2045 (à l'horizon d'une génération donc), est l'originalité principale de ce rapport et un des résultats concrets des réflexions menées par les membres de la Section Veille et Prospective du CESER Nouvelle-Aquitaine.

De plus, la matière accumulée, analysée, confrontée, est particulièrement digne d'intérêt. Pour comprendre ce qui pourrait advenir demain, la Section a cherché dans un premier temps à déchiffrer les grands enjeux déjà observables ou émergents qui caractérisent ou concernent les jeunes aujourd'hui. Ainsi, ses membres ont procédé à une dizaine d'auditions de cadrage, puis dans un second temps à des auditions complémentaires visant l'approfondissement des premiers éléments d'analyse recueillis.

Ce travail « d'état de l'art », sous forme de recueil de paroles de spécialistes et de praticien.nes, vise à comprendre au mieux les aspirations des jeunes, dans une perspective dynamique, c'est-à-dire en ne s'attachant pas à la situation en 2021 et 2022 comme une simple photographie mais en essayant d'analyser la complexité de phénomènes à l'œuvre. Cette approche dynamique a

permis de saisir au mieux ce qui pouvait être du ressort des tendances de fond ou des signaux faibles et/ou d'évènements de rupture.

Si la diversité des profils des personnalités auditionnées, qui ont elles-mêmes bien souvent enquêté auprès de centaines de jeunes, a permis à la Section de se prévaloir d'une approche solide et documentée « à dire d'expertes et d'experts », il faut en revanche souligner le fait que le panel de jeunes avec qui nous avons directement réalisé les entretiens, compte tenu de son nombre limité, n'a jamais eu vocation à être représentatif. Les entretiens réalisés avec ces jeunes sont venus en complément des auditions, pour apporter un éclairage plus personnalisé ou différencié, et donner de la chair à des constats parfois désincarnés.

Des auditions aux entretiens

Dès le début de ses travaux, la Section a exprimé le souhait de pouvoir réaliser un certain nombre d'entretiens avec des jeunes issus.es de différents territoires de Nouvelle-Aquitaine. La démarche n'a jamais été de proposer une étude scientifique appuyée par un panel représentatif de jeunes mais bien de considérer leurs discours comme autant d'expressions singulières, qui n'appartiennent qu'à eux et portent donc une part de vérité. Comme précisé dans l'encadré, les entretiens ne cherchent pas à permettre de tirer des enseignements généralisables.

À la suite d'un premier temps consacré aux auditions de cadrage, la Section a cherché à croiser les approches et les champs disciplinaires pour faire émerger un certain nombre d'enseignements, sur lesquels ce rapport reviendra plus en détail dans une prochaine partie. Ces enseignements ont permis aux membres de la Section d'identifier des thématiques-clés, sur lesquelles ils et elles se sont ensuite appuyé.es pour la réalisation d'un guide de passation des entretiens avec les jeunes identifié.es.

Ce guide a été construit avec le souhait de ne pas trop orienter la parole, encore moins l'enfermer, mais favoriser l'expression la plus libre possible. Afin de pouvoir croiser au mieux les restitutions des entretiens semi-directifs, il a semblé nécessaire de produire un guide unique, que chacun et chacune des membres de la Section ou de nos partenaires⁶ a pu utiliser.

La méthodologie utilisée pour la réalisation des entretiens est détaillée en annexe de ce rapport.

Ainsi, sur la base des premiers enseignements qui ont été tirés des auditions de cadrage, la Section a pu réaliser un guide d'entretien avec le souci de réinterroger un certain nombre de postulats, voire de les déconstruire. Cette précaution est apparue d'autant plus importante qu'un des éléments centraux qui ressortait des différentes auditions menées était le sentiment qu'ont les jeunes de ne pas être écoutés avec sérieux et attention, y compris lorsqu'il est leur est demandé de s'exprimer.

⁶ Nous ont aidés en administrant directement des entretiens ou en organisant des rencontres avec des jeunes : Ligue de l'enseignement Nouvelle-Aquitaine, CRAJEP Nouvelle-Aquitaine, CBE du Seignanx.

Finalement, 19 jeunes (7 filles et 12 garçons) ont pu participer aux entretiens menés, et permettre ainsi une illustration du propos.

Les limites liées à la capacité des membres de la Section de s'engager totalement dans le processus étaient connues, assumées, et ont amené à considérer la meilleure manière d'utiliser le résultat de ces entretiens. L'exercice a permis, à sa mesure, de mettre en lumière une expression qui soit la plus libre possible de jeunes de Nouvelle-Aquitaine en allant à leur rencontre, et de reporter sans filtre des voix oubliées ou peu audibles ; la valeur ajoutée de la Section réside dans cette écoute spécifique. Leurs paroles se retrouvent à travers des encadrés qui jalonnent ce rapport, ainsi que dans un rapport complémentaire.

Dès lors, il a semblé pertinent d'utiliser cette matière jugée d'une grande richesse comme des éléments d'appréciation et/ou d'illustration pouvant être confrontés aux dires des experts, en apportant une touche de couleur, un surplus d'humanité à nos travaux. En effet, la Section a pu s'appuyer sur un grand nombre de travaux (dans le cadre des auditions ou du travail avec le centre de documentation) eux-mêmes plus rigoureux scientifiquement et représentatifs. Les scénarios présentés ultérieurement sont la résultante finale d'un long processus d'assimilation et de réflexion sur ces différents matériaux et ont été profondément inspirés par les mots des jeunes qui se sont prêtés au jeu de l'entretien.

4. « État de l'art » et éléments d'analyse des grands enjeux au regard des auditions et entretiens

Pour réfléchir aux axes prospectifs à explorer dans le cadre de la production de scénarios, la Section a pu s'appuyer sur une quinzaine d'auditions de personnes identifiées pour leur expertise de ces sujets ou leur implication dans le champ de la jeunesse et près de vingt entretiens avec des jeunes issu.es du territoire.

Le choix des personnes auditionnées⁷ a été guidé par une volonté de pluridisciplinarité dans les approches proposées. C'est pour cela que la Section a entendu :

- des sociologues,
- des politologues et spécialistes de l'opinion,
- des statisticiens, statisticiennes et analystes,
- des responsables politiques,
- des membres de la société civile organisée (à travers des représentant.es du CESE de la République et du CESER lui-même),
- des responsables de structures impliquées dans la représentation ou l'accompagnement de jeunes.

Ainsi, la présente partie propose un « état de l'art » des travaux récents sur les jeunes, restitué sous forme d'analyse synthétique du matériau protéiforme et pluridisciplinaire qui a été recueilli. Pour cette analyse, la Section a illustré la parole des « expert.es » par les témoignages des jeunes

⁷ cf. liste des personnes auditionnées en annexe.

interrogé.es qui sont à leur manière des expert.es d'usage. Les propos des deux typologies d'acteurs nous apparaissent donc comme parfaitement complémentaires.

Les enseignements ont été synthétisés en quatre larges thématiques :

- Politique et démocratie,
- L'engagement des jeunes et ses modalités,
- Les jeunes et les autres,
- Jeunesses et parcours de vie.

C'est à travers le prisme de ces thématiques que la Section a pu mieux cerner les enjeux qu'elle souhaite questionner de manière prospective dans les scénarios proposés.

1) Politique et démocratie

Parmi les enseignements forts que la Section a tirés aussi bien des auditions que des entretiens, il y a la désagrégation du lien entre les jeunes et la représentation politique au sens large, c'est-à-dire aussi bien le fait politique que la représentation politique, son acceptation, sa légitimité, et plus particulièrement l'organisation du système démocratique tel qu'il existe aujourd'hui, ou qu'il est perçu. La politique semble de plus en plus ressentie par les jeunes comme quelque chose de désuet, d'archaïque, qui ne correspondrait plus à la génération actuelle. Les jeunes s'intéressent à la politique mais se méfient de la manière dont, à leurs yeux, elle semble fonctionner. Cette analyse doit toutefois être nuancée, en raison de l'amalgame qui est parfois fait entre « politique » et « organisation de la politique »⁸.

« ... On se sent un peu impuissant dans ce choix soi-disant « démocratique. »
Arnaud

« ...Le système actuel et la démocratie telle qu'on la pratique actuellement ne fonctionne pas, c'est une évidence. » *Amandine*

Un élément sur lequel il semble y avoir une réelle unanimité au sein des jeunes est le désintérêt pour le vote. Deux ressorts principaux (inefficacité et absence de représentativité) viennent expliquer cette abstention massive, répétée, parfois même revendiquée, et préciser en quoi elle se singularise au regard d'une abstention qui touche également toutes les autres classes d'âges de la société.

Le « système politique » n'est pas jugé efficace

⁸ La Section utilise ici un usage différencié de la notion de politique :

- LA politique désigne largement la manière de faire de la politique, qu'il s'agisse des agissements et discours quotidiens des femmes et hommes politiques ou de l'organisation du système démocratique tel qu'elle est définie par notre République et qui encadre l'action politique et des politiques.
- LE politique désigne ce qui a attrait à la civilité, au *Politikos*, et qui a rapport aux affaires publiques, au gouvernement d'un état et à l'exercice du pouvoir dans une société organisée.

En tant que système global, la pratique démocratique actuelle, ses institutions, son corps politique, n'apparaissent pas opérants pour répondre à la multitude d'enjeux qu'elle devrait affronter. Aussi bien aux yeux des jeunes que nous avons interviewé.es que dans les analyses de certains sociologues et politistes⁹ un constat prédomine qui veut que le système politique ne soit pas efficace et se révèle donc ne pas être à la hauteur. La crise de défiance du politique s'insère dans une logique de crise de résultat : il ne sert plus à rien de voter étant donné l'effet considéré comme inexistant de l'action politique.

Ainsi, ce n'est pas que les jeunes ne croient plus en la politique, c'est qu'ils considèrent que les politiques ne peuvent rien faire à leurs yeux pour changer les choses. Les experts auditionnés confirment les témoignages recueillis directement auprès des jeunes interviewé.es : seule une très faible minorité considère encore que les hommes et femmes politiques peuvent être efficaces, par exemple pour préserver l'environnement et lutter contre le réchauffement climatique. Cette inefficacité est mise sur le compte :

- soit de l'idéologie (les politiques ne se soucient pas de ces questions, car leur logiciel de pensées et de faire, ne les a toujours pas intégrées),
- soit de freins « systémiques » (la recherche de consensus, l'action délibérative, le temps de la réforme et de l'action politique sont autant de freins à une action efficace et rapide).

« Je pense que les Politiques parlent beaucoup, mais qu'ils ne font pas grand-chose. Souvent, c'est nous qui souffrons le plus. » *Moussa*

« (...) La politique m'intéresse mais ça dépend de la définition qu'on lui donne. Ce qui me déplaît un peu c'est le système politique et le fait qu'il y a beaucoup d'affaires personnelles dans la politique. Il y a des failles dans le système politique, au niveau de la démocratie, de l'élection... On l'a constaté. Le fait que les votes blancs ne soient pas comptabilisés, qu'il n'y ait que deux tours... On peut se questionner sur une réelle représentation de la société. (...) je pense qu'il y a des choses qu'on peut essayer de remettre en question. Mais ça pourrait changer de système et je ne suis pas certaine que les gens y soient prêts. La démocratie représentative manque un peu de représentativité parfois. » *Lola*

Le « système politique » n'est pas jugé représentatif

Il existe une réelle lame de fond au sein des jeunes qui considèrent que le système démocratique en tant que mode d'organisation des pouvoirs, n'est pas représentatif. Est-ce parce qu'ils ou elles grandissent dans une société qui valorise l'individualisme, la personnalisation (des parcours, des expériences...), certains diront l'idéologie libérale ? Une conséquence de cette

⁹ Nous pouvons citer ici plus particulièrement les travaux de Frédéric Dabi et Stewart Chau, coauteurs de « *La fracture* » ou de Sylvie Octobre et Vincenzo Cicchelli coauteur.es de « *Une jeunesse crispée : Le vivre ensemble face aux crises globales* »

individualisation est que les jeunes acceptent de moins en moins qu'une autre personne, même élue, parle en leur nom¹⁰.

« Je trouve que voter c'est bien. C'est la seule fois où l'on décide de quelque chose. Mais on ne nous écoute pas... On vote juste pour quelqu'un et ensuite, il fait ce qu'il a envie de faire. On ne demande pas beaucoup l'avis aux gens. Si cela se faisait plus, ils iraient plus voter. Beaucoup de gens se dégoûtent un petit peu de la politique. » *Chloé*

« C'est très compliqué d'avoir un système politique qui fonctionne sur le long terme et la démocratie est le moins pire qu'on ait trouvé... Mais en tout cas, l'engrenage est un peu abimé. » *Amandine*

Le « système » est alors considéré comme un outil de captation du pouvoir par certaines élites et le vote n'est qu'une illusion qui doit permettre de légitimer la captation sans cesse renouvelée du pouvoir entre les mêmes mains. Cette appréciation est renforcée par le sentiment que le « système » dans son ensemble favorise ce qui est qualifié de « gérontocratie », et donc exclut de facto les jeunes de tout type de pouvoir de décision. Si la crise de la représentativité politique semble aujourd'hui toucher toute la société, elle reste particulièrement exacerbée auprès des jeunes.

À cela, il convient d'ajouter qu'il existe une déconnexion peut-être plus profonde encore liée au fait qu'un certain nombre de jeunes consulté.es déclarent tout simplement *ne rien comprendre lorsque les politiques parlent*.

« C'est bien beau de dire que voter est un devoir citoyen. Mais quand on ne sait rien, quand ce n'est pas vraiment accessible dans les discours des politiques et que la plupart des gens ne comprennent rien, (et je pense que c'est un petit peu le but), c'est assez paradoxal. C'est ça que je trouve dommage. » *Louise*

Les enjeux de la lutte contre les inégalités et de la prise en charge du changement climatique sont deux des principaux sujets d'intérêt exprimés de manière relativement unanime, aussi bien par les jeunes interrogé.es par la Section que celles et ceux interrogé.es par des experts¹¹.

Il ressort clairement des auditions et des entretiens que les « propositions » formulées par les jeunes pour répondre à ces enjeux sont de nature très diverse. Ainsi, la radicalité est considérée assez positivement par une partie de la jeunesse. Parmi les jeunes interviewés par Frédéric Dabi et

¹⁰ Frédéric Dabi et Stewart Chau « *La fracture* » Les arènes, 2021.

¹¹ Nous pouvons citer ici Valérie Becquet et Paolo Stuppia, coauteur.es de « *Géopolitique de la jeunesse. Engagement et (dé)mobilisation* » ou encore Zoé Vandenberg et Boris Teruel « *En gage de jeunesse : Pratiques d'engagement des jeunes en dehors des cadres institués* ».

Stewart Chau pour la réalisation de leur livre-enquête, de nombreux jeunes mettent en avant l'idée de chef fort, autoritaire, enjambant le Parlement (47% des jeunes considère comme un bon modèle le système qui consacre à la tête du pays un chef qui n'a pas à se préoccuper du Parlement et des élections et 34% considère comme un bon modèle que l'armée dirige le pays)

L'enquête précise en outre qu'il existe une perméabilité de plus en plus grande à l'idée de violence. L'action individuelle est valorisée, y compris si elle est violente, d'autant plus que la société ne met plus en avant la lutte collective et le conflit social. Ainsi selon les auteurs, 52% des jeunes considèrent que : *seule une certaine forme de violence peut permettre de faire bouger les choses aujourd'hui*. Il est intéressant de noter que cette idée fédère les jeunes de classes sociales très différentes. Parmi ceux qui se considèrent appartenir aux plus privilégiés, 66% donnent raison à cette vision de la violence comme arme de changement, et 61% parmi ceux qui se considèrent comme les plus défavorisés.

« (...) Je suis quelqu'un qui ne veut pas résoudre les choses par la violence. Ce que je ne cautionne pas c'est que dans un cadre pacifique et non violent, on nous tape dessus sans que nous ripostions. S'il y a de la violence envers nous, il faut se défendre. » *Arnaud*

La violence individuelle peut donc, aux yeux de certains parmi ces jeunes, être considérée comme légitime pour pallier ce qu'ils et elles estiment caractériser une forme d'inefficacité du système politique et du collectif. À tel point que l'on peut se demander si une génération « politique » fondée sur la colère n'est pas en train de naître.

« (...) Je ne justifie absolument pas la violence envers les élus ou la violence de manière générale, je n'y suis absolument pas favorable. Malheureusement c'est ce vers quoi nous allons. On se rend compte que le débat entre les citoyens et les élus est rompu. Ils vivent dans des citadelles et dans un monde qui est complètement coupé des réalités. » *Jordan & Tony*

Les auditions et les entretiens dépeignent par ailleurs des jeunesses tiraillées entre quête d'égalité et individualisme, avec des jeunes qui disent *aimer la politique* mais qui préfèrent développer des *actions politiques individuelles*.

Cette volonté largement répandue de « faire éclater le système » ne se traduit pas que par la tentation du chef ou de la cheffe et la légitimation de la violence. Elle s'exprime aussi auprès de quelques jeunes par une aspiration à renverser « cette démocratie » (c'est-à-dire le modèle de la démocratie représentative fondée sur la légitimité des urnes) pour mettre en place une démocratie plus horizontale et participative.

Dans cette optique, la violence n'est pas considérée comme un moyen d'action valable (même si elle reste très rarement condamnée pour autant). C'est la politique des « petits pas » qui est privilégiée avec l'espoir que l'addition des multitudes petits engagements individuels finira par changer les choses. Cette logique de pensée va jusqu'à intégrer la consommation comme un « acte politique » vecteur de changement.

2) L'engagement des jeunes et ses modalités

Les jeunes ne s'engagent plus : c'est une des idées reçues fortes qui a été balayée par les entretiens mais aussi certaines auditions, dont celle de Boris Teruel¹².

« (...) Pour moi, l'engagement c'est quelque chose de fort, ça signifie vraiment quelque chose d'hyper important. » *Anta*

« ... Je ne pense pas que si changement il y a, ça passera par les urnes, il n'y aura pas de changement avec un engagement passif. » *Jordan & Tony*

Ce préjugé est souvent entretenu par amalgame avec le désintérêt des jeunes de la politique telle qu'ils et elles la perçoivent (le vote n'est qu'une forme d'expression presque marginale de l'engagement, qui ne permet pas d'appréhender le degré de participation des jeunes). En réalité, l'engagement a historiquement été « teinté » d'une connotation (syndicale, politique, associative...) et ce que les jeunes expriment c'est qu'ils et elles ne souhaitent pas se retrouver « enfermés dans des cases ». Leur engagement est aujourd'hui beaucoup plus protéiforme, revêt des formes plus mouvantes, en dehors des cadres institués, tout en cherchant à peser sur les politiques publiques pour les faire évoluer. Il ne correspond plus au « modèle traditionnel », s'inscrivant plutôt sur du temps long.

« J'ai pris une année de pause où je voulais déjà un peu m'engager. Je voulais faire du volontariat à l'étranger, du bénévolat dans les associations. Cette année-là m'a permis de prendre le temps de voir ce que je souhaitais faire. »
Arthur

Pour la rédaction de leur ouvrage, Zoé Vandenberg et Boris Teruel ont rencontré un panel de 434 jeunes.

Ils ont mis en lumière le fait que les attitudes civiques et celles liées à la consommation étaient des pratiques relativement nouvelles d'engagement des jeunes vite devenues majoritaires. Pour les jeunes, l'art et les pratiques culturelles sont aussi perçus comme des pratiques d'engagement.

¹² Zoé Vandenberg et Boris Teruel « *En gage de jeunes : Pratiques d'engagement des jeunes en dehors des cadres institués* », 2021.

Enfin, si les pratiques dites traditionnelles de l'engagement demeurent, elles sont aujourd'hui souvent au service d'idées alternatives. Les pratiques institutionnelles de l'engagement sont en revanche chez les jeunes plus en retrait.

Par ailleurs, les engagements sont aujourd'hui réversibles : il y a une vraie mobilité des avis qui peuvent changer au gré des situations.

Selon Frédéric Dabi et Stewart Chau, l'analyse des modalités d'engagement des jeunes permet de tirer quatre conclusions¹³ :

- Pour s'engager, un.e jeune doit se sentir convaincu.e qu'il ou elle peut maîtriser son engagement, notamment dans son cercle proche. C'est pour cela que le vote, qui ne permet pas de maîtriser le changement, est considéré comme une action inutile.
- Le besoin de résultat est primordial : mise en avant de l'efficacité plutôt que l'idéalisme. La jeunesse se désidéologise, ou a minima refuse de placer ses espérances dans une idéologie.
- Les jeunes ont une capacité à réintégrer le cœur de l'action politique et du fonctionnement des sociétés contemporaines, via l'écologie.
- Les jeunes ont besoin de « se raconter » dans leur engagement. Cette utilisation du « story telling » leur permet de déplacer à leur avantage les lieux d'actions, les moyens de communiquer et les modes d'action.

a. Les modalités de l'engagement

On constate que les jeunes ne s'engagent pas de la même manière suivant le niveau d'études, la condition sociale, l'âge, le sexe... Le degré de la socialisation familiale peut également jouer : l'engagement dépend de ce que les parents transmettent. La réussite scolaire peut également être un facteur influent, dans un pays où l'injonction à la réussite scolaire est extrêmement élevée.

L'engagement des jeunes est souvent très stratifié, avec peu de mixité sociale. Pour les jeunes les mieux intégrés à la société, l'engagement devient même une compétence parmi d'autres.

« Je considère mon engagement bénévole comme du travail. Parce que comme j'aime bien le dire, je suis bénévole à temps plein. Même si je ne suis pas payé, même si je ne touche pas de salaire, ça reste quand même du travail parce que j'y consacre du temps. Il y a des projets qui naissent de mon engagement, ça peut entraîner des conséquences, et c'est quelque chose que j'aime faire, sinon je ne le ferai pas. » *Oswald*

Ce n'est pas que je me méfie de l'engagement, mais je suis très méfiant envers les personnes qui disent qu'elles sont engagées et qui en profitent pour dériver. Il y a parfois une dichotomie entre les mots et les actes. » *Jordan & Tony*

Parmi l'éventail des modalités d'engagement dont se saisissent les jeunes, il y a l'action par les « petits gestes » du quotidien y compris dans les comportements de consommation, (ex. : les

¹³ Frédéric Dabi et Stewart Chau « *La fracture* » Les arènes, 2021.

comportements alimentaires) pour répondre à de grandes « causes ». L'idée sous-jacente à leurs yeux est par exemple que si tout le monde agit de la même manière, les conséquences finiront par être visibles. Il s'agit surtout d'un engagement à faible coût notamment rapporté aux « bénéfiques » potentiels. C'est également une modalité qui s'accommode parfaitement au numérique, canal aussi adapté aux micro-engagements qu'aux grandes causes.

Cet essaimage de l'engagement sur une large variété de thématiques trouve également une justification dans le fait que la société est de plus en plus vue comme un espace où les expertises traditionnelles sont concurrencées et où beaucoup se jugent légitimes pour avoir un avis éclairé dans tous les domaines. Certain.es jeunes se sentent donc spontanément compétent.es et légitimes.

« Je pense qu'à l'échelle individuelle, on est moins dans les choses radicales, (...). Mais si jamais on est dans une manifestation, on est là justement pour choquer, se faire entendre. Donc là, on utilise des moyens plus radicaux, pour se faire voir. » Célestine

À certains égards, nous observons également que la cause défendue peut parfois se retrouver reléguée comme moteur secondaire : c'est le contexte de l'action qui devient le déclencheur de l'engagement. Cela se conjugue avec le fait que beaucoup d'actions sont spontanées et limitées dans le temps : on agit là, ponctuellement, car l'occasion se présente et elle est saisie.

Dans leur rapport intitulé « *En gage de jeunesse : Pratiques d'engagement des jeunes en dehors des cadres institués* » (juin 2021), Boris Teruel et Zoé Vandenberg proposent une classification des jeunes dans leurs pratiques d'engagement en 8 catégories qui permettent de mettre en évidence, des niveaux de participation hétérogènes en termes de fréquence et intensité.

- **Les « individualistes »** : s'inscrivent dans des pratiques centrées sur le soi et conçoivent l'engagement à partir de leurs actions quotidiennes.
- **Les « opportunistes »** : s'inscrivent dans des pratiques que le quotidien permet de saisir. Ils peuvent participer à des mouvements d'action ou de contestation qui constituent autant de rendez-vous sans être reliés à une identité de « jeune engagé » mais plutôt de « jeune capable de s'engager ».
- **Les « réactionnels »** : réagissent plus qu'ils n'élaborent une stratégie d'engagement. Ils réagissent le plus souvent à un évènement perçu comme « insupportable » et qui nécessite de marquer une forme de réprobation collective.
- **Les « constructeurs de sens »** : construisent au fil des expériences d'engagement des identités en valeurs qui permettent une mise en cohérence de l'ensemble de leurs initiatives. Ils illustrent également la traduction d'une émotion en action en lien avec son expérience personnelle (engagement devient constituant de soi).
- **Les « stratèges »** intègrent la dimension conviction comme un levier d'optimisation de leur trajectoire personnelle. Plus en capacité d'intégrer les dimensions institutionnelles, ils savent en activer les leviers. Les stratèges intègrent donc une dimension stratégique dans un engagement qui doit « servir à quelque chose » souvent relayés par les politiques institutionnelles.
- **Les « relégués »** : s'inscrivent dans des logiques de reconnaissance et adoptent des comportements constitutifs d'une réaction face au sentiment d'être méprisés socialement.
- **Les « pacifistes engagés »** : s'inscrivent dans des démarches non violentes et plus structurées visant à modifier les comportements par le biais d'actions concrètes et positives. Ils s'inscrivent dans la pure lignée des actions de désobéissance civile.
- **Les « radicaux »** : s'inscrivent dans un engagement alternatif mais structuré, violent physiquement ou symboliquement dans une logique de renversement de la société sans projet alternatif partagé.

La durabilité de l'engagement est donc relative voire aléatoire, mais elle est compensée par un effet cumulatif qui assure à ces engagements une continuité dans le temps : les jeunes vont s'engager dans une grande diversité de sujets, même de manière limitée et très ponctuelle. Bien que n'ayant pas de données chiffrées à ce sujet, il nous semble en outre important de considérer l'implication de ces jeunes dans des associations sportives, des troupes de théâtre, des groupes de musique ou autres ; comme une réelle marque de leur engagement au sein de collectifs.

Finalement, les différentes enquêtes de terrain menées par des sociologues, analystes ou autres, et confrontées aux paroles recueillies par la Section dans le cadre des entretiens menés convergent vers la même conclusion : la part des jeunes qui ne s'engage absolument pas et marque un désintérêt pour toute cause est minime. Près d'une jeune personne sur cinq, reste engagée à très engagée alors que les 3/4 sont des *engagées ponctuels*¹⁴.

Engagement formel

Les partis politiques, syndicats, associations, composent l'espace de l'engagement formel, déclaré. Les données sur la participation de jeunes dans cet espace affichent un constant recul. Ces espaces classiques sont englobés par les jeunes dans le « système politique » et à ce titre ils sont perçus comme impuissants, inefficaces. C'est pour cela que l'engagement plus personnalisé et à travers des espaces informels est semble-t-il préféré.

L'espace de l'action publique est au cœur des stratégies politiques visant à « encadrer » l'engagement par définition formel des jeunes. Il est défini par les pouvoirs publics, avec des dispositifs organisés par les collectivités tels que la démocratie lycéenne ou les conférences territoriales de la jeunesse. L'objectif est de proposer des dispositifs pour favoriser la citoyenneté active (selon un concept mis en avant par la Commission Européenne). Depuis 1965 l'Organisation des Nations Unies (ONU) a posé la question de l'engagement et la participation des jeunes, et la nécessité de les soutenir. Aujourd'hui, il s'agit d'un discours totalement généralisé qui prône la participation des jeunes selon deux grands types de dispositifs :

- Les dispositifs pour associer les jeunes, le plus souvent à travers des actions consultatives. Cela s'est développé en même temps que la démocratie participative mais le sentiment chez les jeunes est principalement qu'on leur fait miroiter une écoute et une participation mais qu'à la fin les élu.es n'en tiennent pas compte, se retranchant derrière leur légitimité d'élu.es.
- Les programmes pour « être utile » qui sont conçus pour les jeunes, sans les jeunes à qui on les « impose », tels que les *Défis jeunes*, *Envie d'agir* et aujourd'hui le *Service civique*. Une des caractéristiques de l'engagement des jeunes à travers ces programmes, est que cela influe sur leur propre parcours de vie, leur évolution professionnelle. Cela les gratifie aux yeux de la société d'un certificat, d'une reconnaissance officielle qu'il n'est pas toujours possible d'obtenir ailleurs. Ainsi ces modalités d'engagement peuvent tout aussi bien être mobilisées dans une sincère quête de sens de la part des jeunes, que dans un engagement utilitariste qui n'est plus réellement altruiste. Il devient ancré dans les mentalités, et dans les dispositifs, que l'engagement a une valeur presque « certifiante ». À titre d'illustration, le volontariat peut s'effectuer aujourd'hui dans une démarche profondément remplie de

¹⁴ Zoé Vandenberg et Boris Teruel « *En gage de jeunesse : Pratiques d'engagement des jeunes en dehors des cadres institués* », 2021.

sens mais aussi comme élément de stratégie avec sa possible valorisation dans Parcoursup, l'une des démarches n'étant d'ailleurs pas excluante de l'autre.

Engagement informel

S'il est difficile pour les chercheurs de recueillir des données sur les espaces informels (collectifs informels, bénévolat informel), ils disent cependant qu'il s'agit d'espaces où l'on s'engage ponctuellement, sans adhérer pleinement, où les jeunes se sentent plus libres de s'y investir ou pas¹⁵.

b. Les « valeurs »

« Les valeurs de partage déjà, de respect, de tolérance, je pense que c'est quand même les fondamentaux. » *Célestine*

« Ce qui me préoccupe le plus, c'est que l'on se bat pour des biens, on se prend la tête pour des futilités et on n'essaie pas d'avancer ensemble pour stopper les choses, pour les faire progresser. » *Arnaud*

« Même si je n'ai pas d'argent, je suis riche en moi parce que dès que je suis heureux, je suis riche. » *Moussa*

« Déjà il faut aimer ce que l'on fait. Aller travailler pour gagner de l'argent si on n'aime pas son métier, à la longue on ne tient pas. Dans mon futur métier... j'aimerais aider les gens. » *Leilou*

Les modalités du *vivre ensemble* ont évolué, et se sont complexifiées. Dans leur ouvrage¹⁶, Sylvie Octobre et Vincenzo Cicchelli expliquent que là où il existait auparavant principalement l'esprit républicain, on peut aujourd'hui proposer une analyse sur quatre « esprits du vivre ensemble » qui sont détaillés ci-après.

Le fait qu'il y ait une multiplication des *esprits du vivre ensemble* est, selon les auteurs, le signe qu'il existe aujourd'hui une plus grande variété de manières de se représenter le monde. Cela traduit positivement une plus grande ouverture d'esprit et des clés de compréhension du monde plus nombreuses, mais a pour conséquence négative de proposer plus que jamais de fortes lignes de tension.

¹⁵ Valérie Becquet et Paolo Stuppia « *Géopolitique de la jeunesse. Engagement et (dé)mobilisation* » Editions Le Cavalier Bleu, 2021.

¹⁶Sylvie Octobre et Vincenzo Cicchelli « Une jeunesse crispée : Le vivre ensemble face aux crises globales » (2021).

- Esprit nationaliste

Il se traduit par un type de discours et de représentation très identitaires, qui caractérisent certains slogans extrémistes (« la France aux Français ») et des théories du « grand remplacement ». Les jeunes de cet esprit peuvent être suprématistes, prônent la lutte contre l'islam et les migrations et font une promotion de la laïcité identitaire et excluante.

- Esprit républicain

Il séduit encore mais semble être à certains égards un combat d'arrière-garde. Cet esprit prend des pincettes dans ses positions (« la France ne peut pas accueillir toute la misère du monde »), avec l'objectif de n'apparaître ni comme des nationalistes dangereux et encore moins comme des idéalistes doux rêveurs.

- Esprit multi culturaliste

Les jeunes considèrent qu'une nation ne peut exister que si elle est plurielle et que la France ne sera grande que si elle accueille les différentes communautés dans leur altérité. Il est important de reconnaître chaque religion, chaque communauté. Il y a besoin de plus d'inclusion, d'égalité et de reconnaissance des droits culturels.

- Esprit cosmopolite

Il faut respecter les communautés, mais elles nous étouffent. Il faut donc devenir « citoyen.ne du monde », seule possibilité pour vraiment atteindre l'égalité.

Par ailleurs, au regard des entretiens réalisés avec les jeunes, les valeurs d'égalité, de liberté et de solidarité apparaissent particulièrement prégnantes chez eux. Elles font écho aux valeurs proclamées dans le triptyque républicain *Liberté - Égalité - Fraternité* mais selon la Section, la vision des jeunes sur ces trois concepts centraux a évolué.

Il est intéressant de constater qu'à travers les discours que nous avons recueillis, le mot *Fraternité* n'est pas parlant pour les jeunes, bien qu'ils et elles se montrent particulièrement attachés.es aux valeurs que ce concept renferme.

« (...) C'est aussi à l'être humain d'être capable de se rendre compte qu'il y a des choses qui ne se font pas et qu'il y a beaucoup d'êtres vivants aussi qui souffrent. » *Chloé*

« Je pars du principe que ce sont les générations d'avant qui nous apprennent plein de choses. On apprend avec les personnes plus âgées, que ce soit sur le travail ou sur la vie en général. C'est hyper important qu'on soit solidaire entre générations. » *Chloé*

Ainsi les jeunes préfèrent parler de partage, de respect, de tolérance, interrogent la question de la sororité, et utilisent le terme de solidarité en lieu et place de fraternité.

La notion de *Liberté* est en revanche très présente dans leurs discours, à travers la liberté de ne pas se sentir assignés.es à un genre ou une identité, tout comme la liberté dans le rapport au travail et au parcours de vie (le CDI est souvent vécu comme un contrat trop enchaînant, 48% des jeunes en emploi considèrent que le temps idéal à passer dans une entreprise est entre 2 et 5 ans et

cherchent leur épanouissement personnel à travers leur expérience professionnelle plutôt que dans le succès collectif¹⁷).

« Je crois que la liberté de chacun est de faire ce qu'il veut, dans le respect de la liberté des autres. Je trouve qu'il n'y a pas assez de tolérance. » *Leilou*

Par ailleurs, certains aspects de l'emprise culturelle du libéralisme touchent plus spécifiquement les jeunes, comme l'explique les réponses apportées par le panel de jeunes interrogé.es dans le cadre de la rédaction de l'enquête *La fracture*¹⁸ qui montre que de tous les mots en « isme » les deux plus populaires auprès des jeunes sont « féminisme » et de suite après « libéralisme ». Il existe cependant une confusion qui transforme l'aspiration à la liberté en individualisme (ma liberté avant tout), bien que n'étant pas spécifique à une classe d'âge. Elle nous pousse à nous demander « comment peut-on encore faire société ? » si cette tendance se renforce à l'avenir.

Pour autant, un sondage réalisé dans *La fracture* révèle que ce sont les personnes de 65 ans et + qui mettent majoritairement en avant le terme de *Liberté* alors que les jeunes mettent plutôt en avant la notion d'*Égalité*.

En effet, la question de l'*Égalité* apparaît comme un sujet particulièrement sensible. En la matière, la situation n'apparaît satisfaisante pour les jeunes sur aucune situation, qu'elle soit raciale, sociale ou liée au genre. La lutte contre les inégalités est ainsi au cœur de la matrice sociétale de la jeunesse. Une partie d'entre elle perçoit la France comme étant assez inégalitaire. Au final, ils et elles se sentent très concerné.es par cette problématique, et pas uniquement dans le cas de situations qui les regardent directement, mais aussi pour les inégalités dont ils ou elles peuvent être les témoins. À tel point que l'on peut parler d'hypersensibilité face aux inégalités.

« Ce qui me rendrait heureux c'est qu'on puisse aider les personnes pauvres. Nous ne sommes pas riches, mais il y a des gens qui sont encore vraiment moins riches que nous. Si on pouvait tous faire quelque chose, leur apporter de l'aide, moi ça me ferait plaisir. C'est comme si on employait le mot *égalité*. » *Moussa*

Faisant le constat que l'État providence n'est plus capable d'assurer l'égalité, un schisme profond s'opère au sein des jeunes. Finalement deux visions de l'égalité s'affrontent aujourd'hui chez les jeunes : d'un côté celles et ceux qui exhortent l'Etat à en faire plus, de l'autre celles et ceux qui souhaitent « casser l'Etat » dans une démarche révolutionnaire libertaire. Il y a en réalité un tiraillement entre quête d'égalité et individualisme, divergences d'opinions compréhensibles puisqu'il existe autant de « Jeunes » que de jeunes.

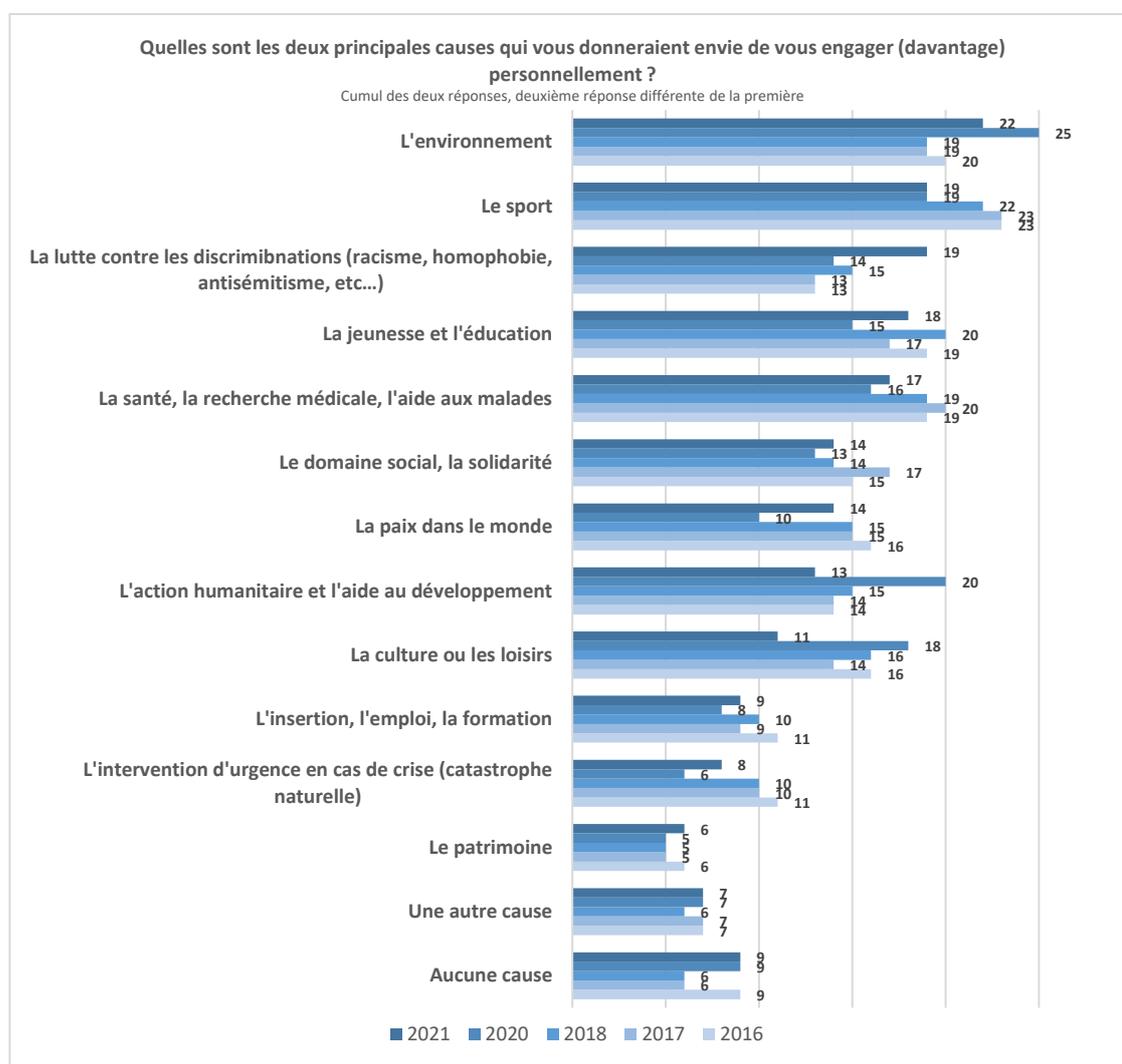
¹⁷ Frédéric Dabi et Stewart Chau « *La fracture* » Les arènes, 2021.

¹⁸ Frédéric Dabi et Stewart Chau « *La fracture* » Les arènes, 2021.

c. Les causes défendues

L'écologie est le sujet majeur qui mobilise d'une manière ou d'une autre la jeunesse ¹⁹. Une partie de la jeunesse (1 sur 5) déclare être prête à risquer sa vie pour le climat, bien qu'elle considère qu'elle hérite d'une situation qu'elle n'a pas choisie. L'environnement est le sujet par excellence où est mise en avant l'action individuelle par les jeunes. L'enjeu de justice sociale est également très fort.

Dans *Géopolitique de la jeunesse*, les auteurs Valérie Becquet et Paolo Stupia présentent les causes défendues par les jeunes à travers quatre blocs principaux et non exclusifs les uns des autres. Il s'agit des causes liées aux questions de la démocratie, des institutions et de la gouvernance ; des luttes écologiques centrées en particulier sur le changement climatique et les projets d'aménagement du territoire ; des combats autour des droits des minorités discriminées ou encore du genre ; enfin des mobilisations propres à la classe d'âge.



Source : INJEP-CREDOC, Baromètres DJEPVA sur la jeunesse, 2021, 2020, 2018, 2017, et 2016
 Champ : Ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans

¹⁹ <https://presse.ademe.fr/2019/12/etude-environnement-les-jeunes-ont-de-fortes-inquietudes-mais-leurs-comportements-restent-consumeristes.html>

<https://infos.ademe.fr/magazine-septembre-2022/faits-et-chiffres/les-jeuniers-face-aux-enjeux-environnementaux/>

Par ailleurs, le Baromètre DJEPVA sur la jeunesse 2021 confirme que l'environnement est le premier moteur d'engagement des jeunes, même s'il perd du terrain au profit de la lutte contre les discriminations²⁰.

Pour autant, il ne faudrait pas considérer que les jeunes sont réparti.es en plusieurs blocs homogènes, chacun étant plus sensible à une cause qu'à une autre, et générant des tiraillements au sein d'une génération divisée. Il existe en effet chez les jeunes (comme partout ailleurs) de réels tiraillements intérieurs, propres à chaque individualité. Les questions environnementales en sont d'ailleurs un vrai révélateur où les tiraillements intérieurs mènent parfois à un sentiment de culpabilité (sentiment de ne pas en faire assez face à l'ampleur des enjeux) chez certain.es jeunes.

Les causes démocratiques

Ici les jeunes interrogent le fonctionnement de notre société, la nature « démocratique » du régime. Cela peut passer par l'altermondialisme, la participation à des contre-sommets,...

On retrouve dans cette catégorie plutôt des jeunes scolarisé.es avec un certain niveau d'éducation. Il s'agit d'alter-activistes sensibles aux protestations transnationales, connecté.es avec le reste du monde, qui promeut parfois les logiques d'autogestion, de « zones à défendre » (ZAD).

Les causes environnementales

Elles montent en puissance depuis les années 1970 mais sont maintenant sur le devant de la scène chez les jeunes, de manière encore plus éclatante depuis l'apparition de la figure emblématique et médiatique Greta Thunberg.

Mais, d'après Valérie Becquet et Paulo Stupia, le politique semble ne pas recevoir la parole des jeunes telle qu'elle est exprimée, mais au mieux comme cela l'arrange de l'entendre. Si bien que des formes de « désobéissance civile » peuvent devenir des modes d'action attractifs auprès des certain.es jeunes.

« L'environnement ne doit pas être sali. Moi je peux me battre pour ça. »

Moussa

« C'est bien déjà de nous laisser la parole, de nous écouter et de nous accompagner aussi dans nos envies de faire changer les choses. On a souvent des générations au-dessus qui nous laissent un peu dans notre « merde » en disant : « le réchauffement climatique, on sait que c'est notre faute, mais de toute façon on sera plus là quand ça sera la catastrophe, donc débrouillez-vous. C'est à vous les jeunes de faire. » Certes c'est à nous les jeunes de faire, mais c'est à vous de commencer. » *Arnaud*

²⁰ INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse 2021.

Les causes civiques

Il s'agit ici de la défense des minorités visibles (racisées, sexuelles...). Les problématiques liées au corps, au « Gender-free²¹ » sont surinvesties par les jeunes, même s'il ne s'agit pas de tous les jeunes, ce qui peut occasionner des tensions au sein même de cette classe d'âge.

L'action et l'image coup de poing sont les modes opératoires principaux pour ces causes et sont particulièrement adaptées à une société de l'image et de l'instantanéité.

Les causes propres à la classe d'âge

Elles se nourrissent de toutes les réformes, de celles concernant le Baccalauréat, aux réformes concernant de l'Université, liées à l'emploi ou à la formation... Les jeunes ont le sentiment de payer plus que les autres les conséquences des crises : leur futur est assombri par des dettes financières qui apparaissent irremboursables et des dettes climatiques et environnementales aux conséquences majeures, alors que leur présent voit se conjuguer la précarité avec des périodes inédites de restrictions de liberté voire de confinements.

d. Les « ères » de l'engagement

Si les modalités d'engagement des jeunes sont devenues particulièrement protéiformes, nous avons vu qu'il en est de même des espaces investis pour l'engagement. Ces nouveaux espaces correspondent à l'apparition de ce qui est considéré comme la *quatrième ère de l'engagement contemporain* par le CESE dans son travail de saisine *Engagement et participation démocratique des jeunes* ²². Si les membres de la Section apportent une certaine retenue sur cette classification qui a suscité des débats en interne (apparaissant intéressante mais quelque peu schématique aux yeux de certains car proposant une analyse jugée trop « macro »), il leur a cependant semblé pertinent de la présenter ici au risque d'être un peu lapidaire.

- La période post-1945 a été marquée par la figure « sacrificielle » du ou de la militant.e (communiste ou catholique principalement) pour lequel.les l'engagement occupe toute la sphère du quotidien. Le collectif prime et l'individu est dans un sacrifice idéologique pour « la cause ».
- La période post-1968 voit un certain déclin de l'engagement collectif avec l'affirmation croissante des revendications individuelles, libertaires. Cela s'accompagne d'une ouverture plus large sur le monde ; le cercle des relations s'élargit mais les liens sociaux plus nombreux sont aussi moins forts.
- La période post-effondrement du Mur de Berlin et du Bloc de l'Est marque, dans la désillusion, la fin (ponctuelle) de l'engagement collectif. On passe à un « engagement post-it ».
- Aujourd'hui, l'aspiration au changement est réelle et implique un retour du collectif. Mais il y a un sentiment d'urgence qui accompagne le besoin de changement à cause du

²¹ Libéré.e de toute appartenance contraignante à un « genre ».

²² « Engagement et participation démocratique des jeunes » Avis du CESE Adopté le 09 mars 2022. Rapporteur.es : Manon PISANI et Kenza OCCANSEY : 2022-03_participation_democratique_jeunes.pdf (lecese.fr)

changement climatique. Ainsi les jeunes préfèrent s'engager principalement hors des institutions et des espaces traditionnels car « il n'y a plus le temps » pour convaincre et débattre : il faut être efficace et agir vite, ce qui peut passer par une forme de radicalité et une multiplication des actions individuelles. Nous assistons donc à une nouvelle ère qui conjugue les caractéristiques de l'engagement individuel avec des causes collectives.

3) Les jeunes et les autres

A travers les auditions des représentant.es d'organisations et d'expert.es et les quelques entretiens individuels réalisés par ses membres, la Section a cherché à comprendre comment les jeunes se positionnent dans leur rapport aux autres, au monde, à l'altérité au sens large.

Une génération en proie à des inégalités à tous les niveaux

Parmi les principaux enseignements tirés des auditions, la Section note que les jeunes forment une génération en proie à de fortes divergences et lignes de tensions, mais qu'elle est par ailleurs particulièrement inégalitaire. On observe aujourd'hui une rupture du progrès générationnel avec un déclassement des générations d'après baby-boom. La reproduction des inégalités économiques et sociales est notamment due aux inégalités de capital social, culturel et économique dont les jeunes héritent.

Par ailleurs, si le chômage des jeunes est malheureusement un phénomène systémique existant depuis plusieurs décennies et n'étant pas propre à la France, notons tout de même que les jeunes restent les plus touchés par le chômage aujourd'hui. En effet, le taux de chômage des 15–24 ans en Nouvelle-Aquitaine s'élève à 26,7% en 2022, contre 12,7% pour l'ensemble de la population selon l'INSEE²³. Les jeunes de Nouvelle-Aquitaine sont également les plus touchés par la pauvreté (toujours selon l'INSEE, le taux de pauvreté des 18-29 ans s'élève à 22,6% en 2020 contre 13,3% pour l'ensemble de la population²⁴). Ce phénomène est doublé d'un « état de gérontocratie », de monopolisation des postes de pouvoir par les cohortes les plus âgées : l'essentiel des emplois stables, des emplois d'encadrement et des emplois correctement rémunérés serait concentré par une même génération, à savoir précisément celle née dans les années 1960²⁵. Par ailleurs, il peut exister une distorsion entre l'intensité « objective » de cet « état de gérontocratie » et la manière dont il est perçu par les jeunes qui en sont victimes.

Ainsi, la jeunesse en tant que génération a le sentiment d'être la mauvaise génération à la mauvaise époque (des années 1960 jusqu'à 2000, environ 90% des jeunes considéraient qu'ils avaient de la chance de vivre à leur époque. Ils ne sont plus 47% à penser la même chose en 2021 : *on vit à une époque malchanceuse*. En 1957, 19% des jeunes se sentaient appartenir à une génération singulière. En 2021, ils sont 88%²⁶). Prédomine l'impression que l'ascenseur social ne fonctionne plus. Les jeunes ont également le sentiment de vivre à une époque où les choses vont

²³ Insee, RP2008, RP2013 et RP2019, exploitations principales, géographie au 01/01/2022.

²⁴ Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-Ccmsa, Fichier localisé social et fiscal (FiLoSoFi) en géographie au 01/01/2022.

²⁵ Tom Chevalier et Patricia Loncle « *Une jeunesse sacrifiée* », 2021.

²⁶ Frédéric Dabi et Stewart Chau « *La fracture* » Les arènes, 2021.

trop vite, ce qui crée une aspiration à reprendre le contrôle du temps ; une volonté de mieux appréhender le temps qui passe, accentuée par le sentiment d'urgence des crises qui se succèdent.

De manière générale, les jeunes disent subir une dégradation de l'intensité du bonheur. Mais cette dégradation n'est pourtant pas la même selon les jeunes : il existe là une vraie fracture intragénérationnelle. Fracture qui s'ajoute à de nombreuses inégalités intragénérationnelles, qui peuvent être liées au territoire, au genre, à l'origine, aux études...

Une triple fracture apparaît donc :

- fracture entre la génération « jeunes » actuelle et les autres générations actuelles,
- fracture entre la génération « jeunes » actuelle et celles des époques passées,
- fracture intragénérationnelle.

Le regard porté sur les jeunesses est souvent paradoxal : on en parle beaucoup mais sans réellement leur parler. Par exemple, leur faible poids électoral (lié à leur démographie et au taux d'abstention particulièrement élevé chez les jeunes) fait que l'attention qu'on leur porte lors des élections est minime, tout en s'alarmant de leur désintérêt apparent pour la politique.

Cela tend à les marginaliser alors que dans le même temps on leur reconnaît un rôle fondamental « d'influenceurs » : ils et elles influent sur leurs parents ou encore sur les nouvelles idées politiques. Finalement lorsqu'on s'adresse à ces jeunes, c'est souvent dans une logique d'instrumentalisation, pour atteindre tout ce qu'ils ou elles sont capables d'influencer plus que pour eux et elles-mêmes.

Une génération dans la mondialisation avec ses propres paradoxes

Avec la globalisation viennent le rapprochement de mondes différents et la confrontation à l'altérité. Les jeunesses actuelles vivent à une époque globalisée comme jamais et se retrouvent confrontées à une multitude de références, bien plus que les générations passées pour qui le monde était « plus simple ». Les jeunes aujourd'hui apparaissent plus « ouverts » de fait que leurs aînés. La consommation culturelle de la jeunesse est particulièrement ouverte sur le monde et le cosmopolitisme culturel les séduit, à tel point qu'ils peuvent se passionner pour des séries venant de pays comme le Corée du Sud dont ils ne connaissent peu ou rien. Une infime minorité de jeunes considère qu'il ne faut consommer culturellement que français et en ça, ils se démarquent fortement des autres générations qui affichent un patriotisme culturel plus marqué.

Mais lorsqu'on regarde en profondeur, on constate que le cosmopolitisme affiché des jeunes reste à géométrie variable et qu'ils sont avant tout ouverts lorsqu'il s'agit de consommation. Lorsqu'on demande à une jeune personne ce qu'elle pense de la globalisation, elle se crispe. Leur rapport aux migrants par exemple peut-être très mitigé et révélateur d'une large diversité d'appréhension de l'altérité, même si cela n'est évidemment pas spécifique à leur classe d'âge.

« Les difficultés traversées avant par les jeunes, n'étaient pas plus écoutées et ils rencontraient aussi des difficultés avant la crise sanitaire. » Louise

« Je sais qu'on ne peut pas accueillir toute la misère ou toute la richesse du monde. Mais on peut aider des gens qui sont vraiment dans le besoin. » Oswald

Cette crispation qu'analysent Sylvie Octobre et Vincenzo Cicchelli dans leur ouvrage²⁷ est notamment due au fait que l'époque contemporaine connaît une succession de crises aux formes nouvelles et de grande ampleur, dont la période de crise Covid est sans conteste un fait majeur et facteur de nombreuses remises en question et fragilisations. Si bien que l'on en vient à se demander s'il est encore correct de parler de « crises », tant l'état de crise est devenu permanent.

Dans l'esprit d'une partie de la jeunesse, ces crises sociales, financières, civiques, sécuritaires, environnementales, migratoires, ou encore sanitaires sont directement liées aux effets de la mondialisation.

4) Jeunesses et parcours de vie

Le concept de « jeunesse » au regard des politiques publiques est par essence une période intermédiaire, un âge de transition qui se complexifie, s'allonge. Les politiques publiques ont en effet « créé » trois âges de la vie : enfance, âge adulte, vieillesse. Au niveau institutionnel, les périodes de l'enfance (marquées par la dépendance) et de l'âge adulte (âge de l'indépendance) laissent donc peu de place à la « jeunesse » (de l'adolescence à l'entrée dans la vie active) dont on peut se demander s'il s'agit d'un âge de dépendance ou d'indépendance.

Dans leur ouvrage *Une jeunesse sacrifiée ?*²⁸ les auteurs nous éclairent sur la façon dont l'État accompagne et structure l'entrée des jeunes dans l'âge adulte, et dans quelle mesure cela revêt des formes très différentes selon les pays. Il existe donc des citoyennetés inclusives, économiques, sélectives, des jeunes qui sont considérés comme des adultes ou bien comme des enfants sous responsabilité de leurs parents. En France, le modèle « infantilise » les jeunes. En effet, les aides dont ils et elles peuvent bénéficier le sont suivant la situation de leurs parents, et ne sont donc pas individualisées, liées à leur propre personne.

Un des piliers de la politique jeunesse reste l'éducation, tournée vers un objectif de « massification » de l'accès à l'éducation et plus particulièrement à l'enseignement supérieur. En effet, jamais les jeunes français n'ont été autant scolarisés. Dans *Le prix à payer pour la massification scolaire*²⁹, Nicolas Charles rappelle qu'en 1987, ils et elles étaient 70% à obtenir un Baccalauréat. En 2020, ils et elles sont plus de 80%. 46% sont diplômés de l'enseignement supérieur. Il y a dix ans, la proportion des jeunes qui entamaient un cursus d'études supérieures n'était pas majoritaire. Aujourd'hui elle dépasse les 60%. Mais si les jeunes sont massivement engagés dans des études supérieures, les inégalités continuent cependant de se creuser. L'origine

²⁷ Sylvie Octobre et Vincenzo Cicchelli « *Une jeunesse crispée : Le vivre ensemble face aux crises globales* », 2021.

²⁸ Tom Chevalier et Patricia Loncle « *une jeunesse sacrifiée ?* », PUF, 2021.

²⁹ Nicolas Charles « *Le prix à payer pour la massification scolaire* », PUF, 2021.

sociale des parents, le niveau de patrimoine (financier, culturel...), la maîtrise des codes sociaux attendus et jugés « légitimes » déterminent le niveau d'éducation et de considération des enfants, ce qui a un effet par ailleurs de reproduction des inégalités d'une génération à une autre.

Car la mobilité sociale souffre d'une réelle inertie en France : les inégalités ont tendance à perdurer dans le temps, voire à se perpétuer au fil des générations.

Par ailleurs, l'emploi précaire est trois fois plus élevé chez les jeunes que dans les autres catégories d'âge. C'est que chaque année, 100 000 jeunes sortent du système éducatif sans qualification malgré la massification, alors que le niveau de compétence requis sur le marché de l'emploi est de plus en plus élevé. Cela est vrai dans toute l'Europe, mais encore plus en France où le diplôme fait l'objet d'un véritable culte. Par ailleurs, si aucun consensus n'émerge sur la position de la France en comparaison internationale, faute de données suffisamment précises, il apparaît que l'inertie est plus élevée en France que dans les pays scandinaves, considérés comme une référence, en partie du fait du plus faible niveau d'inégalité de revenus au sein de ces derniers. Dans une étude publiée par France Stratégie et intitulée : *La mobilité sociale en France : que sait-on vraiment ?*³⁰, il est expliqué que : *La question de l'écart entre la France, les États-Unis et les grands pays européens, en termes d'inertie et de mobilité positionnelle, reste ouverte. En France, au sein d'une génération, les inégalités de salaires ont plutôt baissé alors qu'elles augmentaient ailleurs. Mais la part de ces inégalités qui est liée aux revenus des parents, autrement dit l'inertie, ne semble pas baisser. La France ne fait pas partie du groupe des bons élèves de la mobilité sociale, formé par les pays scandinaves. Il est difficile d'en faire pour autant un mauvais élève.*

L'échec de la massification de l'enseignement ?

En théorie, l'allongement de la durée d'études amène à une meilleure situation sociale et financière, via l'emploi. Les conditions d'insertion professionnelle des jeunes générations se sont pourtant dégradées depuis plusieurs années. La réponse des pouvoirs publics est centrée sur le principe de l'adéquation entre formation et emploi (réorienter les parcours pour les besoins de l'emploi).

Or, la réalité est bien que la majorité des français.es ne travaillent pas dans le domaine ou le secteur pour lequel ils ou elles ont été formé.es. Finalement, la politique publique française en matière d'orientation, d'éducation et d'insertion professionnelles peut paraître assez peu « efficace ».

Dans le même temps, les dépenses publiques pour l'éducation diminuent régulièrement en part de PIB. Elles sont passées de 7% du PIB en 2000 à 6% en 2020 alors que le nombre d'élèves dans l'enseignement supérieur est de plus en plus élevé. La dépense par étudiant a baissé de 3,7% entre 2000 et 2018³¹. En outre, les frais de scolarité ont augmenté et l'enseignement supérieur a été de plus en plus privatisé (la part de l'enseignement supérieur privé est passé de 13% à 19% ces 20 dernières années). La « massification scolaire » ne se traduit donc pas mécaniquement par un accès plus égalitaire au diplôme et au savoir, loin de là. Selon Nicolas Charles³², la réalité est que le système d'enseignement ne fait que repousser le moment où les inégalités éclatent.

³⁰ La mobilité sociale en France : que sait-on vraiment ? – Publié le 1^{er} septembre 2020 par Clément Dherbécourt, département Société et Politiques sociales - France Stratégie.

³¹ Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports « *Repères et références statistiques* » 2020.

³² Nicolas Charles « *Le prix à payer pour la massification scolaire* », PUF, 2021.

« Il y a aussi un problème au niveau de l'Éducation nationale. Ça fait 40 ans qu'elle est utilisée comme la « 5^{ème} roue du carrosse », et affaiblie par des politiques qui n'ont eu aucun effet, si ce n'est de mal former les profs, de les jeter trop vite dans des conditions extrêmement difficiles et d'abandonner certains élèves qui rencontrent des difficultés. Je pense qu'on a été un peu simpliste et pour moi ce sont des éléments qui font partie de cette généralisation de l'ignorance. » *Jordan & Tony*

« (...) Dans le système français de l'éducation, on nous vante qu'il y a une égalité des chances et en fait, ce n'est pas toujours le cas. » *Arnaud*

Post-bac, il existe une très grande diversité d'études, et selon celles que l'on suit, les inégalités s'accroissent. Le diplôme initial détermine sur le long terme la position sociale et économique de l'individu. Il est devenu à ce point déterminant dans le modèle français que l'on assiste à une intensification de la compétition scolaire. Auparavant les inégalités étaient liées au fait d'avoir un Bac +5 au lieu d'un Bac +3. Aujourd'hui, la massification est telle que la discrimination s'effectue par rapport au nom de l'institution qui délivre le diplôme. Souvent une grande école, privée comme publique (les écarts de dotation à l'intérieur même du système public sont considérables), est mieux cotée qu'un cursus universitaire.

Et la formation tout au long de la vie est trop peu développée. Peu d'adultes reprennent des études longues ; depuis trente ans les formations proposées sont de plus en plus courtes et reproduisent les inégalités selon le niveau d'étude et la catégorie socioprofessionnelle. En moyenne, un.e non-diplômé.e fait 9 heures de formation par an quand un.e diplômé.e du supérieur long en fait 26 ; de même, un.e employé.e suit 14 heures de formation quand un.e cadre en suit en moyenne 28³³.

Finalement la massification scolaire telle qu'elle est organisée aujourd'hui n'a pas tenu toutes ses promesses notamment sur la réduction des inégalités sociales sans que les raisons de ces insuffisances ne soient réellement questionnées.

Les études, le travail, et après ?

Le système éducatif français pousse à s'engager très tôt dans des études supérieures, de façon linéaire et ne valorise pas les parcours atypiques (années de césure, reprises d'études...). La perspective donnée aux jeunes de bénéficier de formations qualifiantes tout au long de la vie n'est pas mise en avant. Tom Chevalier et Patricia Loncle expriment dans *Une jeunesse sacrifiée ?* l'idée selon laquelle la France n'est pas un pays de la seconde chance (si l'on ne commence pas ses études supérieures dans la foulée du Baccalauréat, c'est très complexe d'en faire plus tard). Il est donc essentiel de mieux valoriser les parcours de vie et les études plus tardives, notamment pour alléger le stress qui pèse sur les épaules de certains jeunes.

Auditions comme entretiens ont mis en avant la forte aspiration des jeunes à briser cette linéarité des parcours, pour pouvoir prendre du temps, respirer, (re)donner du sens. Des modalités d'enseignement plus flexibles pourraient être encouragées en France (année de césure...) tout

³³ Marion Lambert, Isabelle Marion-Vernoux, Jean-Claude Sigot, « *Quand la formation continue. Repères sur les pratiques de formation des employeurs et des salariés* » Céreq 2014.

comme la possibilité d'étudier à n'importe quel âge, comme cela est pratiqué dans d'autres pays européens notamment. Au-delà du blocage et des freins psychologiques qui semblent exister en France quant à la respiration dans les parcours d'étude et de vie, se pose également la question des moyens accordés par étudiant.e. En France, il existe une très grande inégalité de moyens alloués entre les différents établissements. Ces inégalités sont renforcées par le fait que le Ministère n'a pas ou peu de prise sur les écoles privées. Par ailleurs les bourses d'études sont octroyées jusqu'à 28 ans, ce qui exclut de fait la reprise d'étude. Et elles sont dépendantes des revenus des parents, donc discriminantes et non liées à la personne. En Suède, chaque citoyen.ne a droit à 12 semestres utilisables quand il ou elle le souhaite jusqu'à 60 ans.

Ces blocages culturels et institutionnels viennent pourtant en contradiction avec une nouvelle réalité observée : les jeunes jouent globalement un rôle majeur dans l'évolution du rapport de la société au travail, ce qui a amené Frédéric Dabi et Stewart Chau à les qualifier d'*influenceurs* et *diffusionnistes*³⁴. Celles et ceux qui ont un emploi sont heureux d'y être. La logique qui prime est celle d'une réconciliation entre la vie personnelle et la vie professionnelle : les deux espaces sont des prolongements l'un de l'autre. La réconciliation des temps de vie bouleverse la vision que la société a du travail. Les jeunes ont abandonné la vision carriériste du travail et privilégient une vision de l'expérience vécue. Ainsi ils et elles n'ont pas le même attachement à leur entreprise. Un jeune sur deux en emploi considère par exemple que le temps idéal à passer dans une entreprise est entre 2 et 5 ans. Ils et elles travaillent pour leur propre expérience bien plus que pour leur employeur et viennent conforter l'idée qu'il faut reprendre le contrôle du temps et remettre le sens au cœur des motivations d'agir.

.....

Grâce à ce travail d'analyse des auditions et de la parole des jeunes interviewé.es, les membres de la Section ont donc pu mettre en lumière les grandes lignes des tensions qui semblent s'exprimer au sein de cette génération. Les jeunesses, dans leur pluralité, semblent tiraillées entre diverses aspirations qui peuvent parfois paraître contradictoires mais qui s'unissent pour souligner un besoin de changement profond, dont les motivations, les modalités et la direction restent incertaines.

Notre société évoluera au cours des prochaines décennies et il est hypothétique de prédire quelles forces seront motrices de ce changement. En revanche, sur la base des éléments présentés dans cette première partie, il est possible de se demander ce que le rapport des jeunes en 2023 à la démocratie, par exemple, peut nous dire des mutations à venir de la société. Dans une seconde partie, la Section a donc interrogé toute la matière et les réflexions accumulées jusque-là, pour réfléchir à ce que cela peut nous dire des territoires, de l'État, de la gouvernance, de la consommation et encore d'autres thématiques abordées dans la seconde partie. Comment ce que l'on sait d'aujourd'hui nous renseigne sur demain en dessinant les contours de ce qui pourraient être les facteurs d'influence propres aux jeunesses actuelles et qui façonneront la société d'ici 2045 ?

C'est cette logique qui prédomine dans la partie suivante.

³⁴ Frédéric Dabi et Stewart Chau « *La fracture* » Les arènes, 2021.

II. Quelle société en 2045 au regard des aspirations, interrogations, préoccupations des jeunes ?

1. Méthodologie prospective

Pour passer des auditions et entretiens à la rédaction de scénarios prospectifs, la Section Veille et Prospective a été confrontée à deux grands défis. Le premier était de définir quel type d'approche prospective elle souhaitait mobiliser. Le deuxième était de réussir à exploiter l'ensemble des éléments recueillis grâce à un fil conducteur cohérent et dans le respect de la méthodologie choisie.

Pour produire le cadre de référence de ses scénarios, la Section Veille et Prospective a respecté une méthodologie séquencée en plusieurs étapes décrites ci-après.

1) Délimiter la problématique et l'horizon temporel des scénarios

La problématique générale retenue, dès la formalisation du cahier des charges était : *Quelle société dans 20 ans, au regard des aspirations des jeunes ?* Les membres de la Section Veille et Prospective du CESER ont donc cherché à imaginer des scénarios qui peuvent décrire différentes sociétés possibles en 2045.

Dans un second temps (après avoir réalisé les matrices présentées ci-après), la Section a considéré que le sujet ainsi posé était trop large, trop général, pour exploiter de manière pertinente le plus grand nombre des éléments recueillis lors des entretiens et des différentes auditions. Il a donc été décidé d'identifier une porte d'entrée permettant de resserrer le sujet en n'excluant aucun élément, mais au contraire en exploitant au maximum la matière ainsi disponible. La question a donc été posée comme suit : *Comment l'organisation sociale réagit à la multiplication des inquiétudes ou angoisses des jeunes ?* car cette entrée ressortait largement des auditions et entretiens, et semblait à même d'offrir une large variété d'interrogations à explorer.

Autrement dit, en mobilisant la diversité des éléments issus des auditions et entretiens réalisés, il a semblé possible de proposer pour cette même question plusieurs chemins très divers qui sont autant de scénarios crédibles et cohérents.

2) Diagnostic des tendances actuelles (tendances lourdes, signaux faibles)

Les auditions et différents supports médiagraphiques détaillés en annexe, ainsi que les entretiens de quelques jeunes néo-aquitain.es, ont fourni à la Section une matière particulièrement riche, dont ne sont restitués ici que les éléments parmi les plus saillants retenus dans les matrices. La finalité de ces éléments était bien de venir nourrir les réflexions de la Section dans le cadre de la production de scénarios.

Les différents matériaux recueillis via les auditions ont été croisés afin de faire émerger dans deux matrices les « tendances lourdes » et « signaux émergents ou de rupture ». Le choix a en outre été retenu de distinguer les éléments retirés des auditions et des entretiens à l'aide d'un code couleur (noir pour les auditions, rouge pour les entretiens). Il convient cependant de nuancer cette

classification car un certain nombre d'éléments ont été mis en avant aussi bien par les experts que par les jeunes interrogés, et le choix de la couleur n'est pas exclusif.

La classification entre « Tendances lourdes » et « Signaux émergents ou de rupture » réalisée par les conseillers est le résultat d'un consensus à travers le débat mené lors des réunions.

Note : Dans les deux matrices ci-après, les éléments mentionnés en rouge sont principalement issus des entretiens, ceux en noir principalement issus des auditions.

Matrice des tendances lourdes

	Tendances lourdes
Ce qui rend heureux	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Avoir la confiance des autres ➤ Les choses simples
Ce qui rend malheureux	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Injustice, égoïsme/individualisme ➤ Anxiété, stress
Travail - Etudes	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Une jeunesse massivement engagée dans des études supérieures : des inégalités qui se creusent ➤ Si on n'obtient pas son bac jeune, on est mis en échec aux yeux du reste de la société ➤ Linéarité des parcours, sans prendre le temps de respirer, de prendre du recul ➤ Le travail doit servir à son épanouissement personnel ➤ Besoin de sens, de se sentir utile.
Modalités d'engagement	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Augmentation nette et constante de l'engagement associatif/bénévole ➤ Dans une société de l'abondance et du spectacle il faut oser choquer ➤ Légitimité à s'engager face à l'inefficacité des politiques.
Rapport au territoire	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Jeunes très attachés à leur territoire.
Valeurs	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Tolérance et Solidarité avec une polarisation comme jamais ➤ Passion pour l'égalité ➤ Montée en puissance du sentiment individualiste ➤ Attrait prononcé pour le libéralisme et l'efficacité ➤ Liberté devient l'attrait pour le libertaire et le libéralisme.
Combats	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Engagement pour l'égalité
Relation aux autres / à la société	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Espace public pensé pour les garçons seulement ! ➤ Inégalités de genre sont bien présentes ➤ Il faut déconstruire les moules imposés par la société
Relations au monde	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Consommation peut-être un marqueur d'ouverture sur le monde ➤ Jeunesse globalisée et ouverte sur le monde. ➤ Mais jeunesse ouverte ne veut pas dire jeunesse acceptant l'altérité
Politique	<ul style="list-style-type: none"> ➤ On ne comprend rien quand les politiques parlent ➤ Le vote n'intéresse pas ➤ Méfiance vis-à-vis du politique et des politiques ➤ Une génération politique fondée sur la colère en train de naître ? ➤ La tentation de la radicalité, de la violence
Religion	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Laïcité est essentielle, elle protège, elle garantit la liberté ➤ La laïcité se travaille tout au long de la vie ➤ Religion c'est bien mais dans l'espace privé, pour garantir respect mutuel
Avenir	<ul style="list-style-type: none"> ➤ La France n'est pas un pays de la seconde chance ➤ Ascenseur social ne marche presque plus : en tout cas jeunesse n'y croit plus ➤ Jeunes ont le sentiment qu'il y a une accélération du temps ➤ Les crises se succèdent et deviennent donc l'état de normalité
Génération	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Une génération plus que jamais inégalitaire en son sein ➤ Une génération en proie à de fortes divergences et lignes de tension. ➤ Jeunes ne veulent pas se comparer, s'apitoyer, ce n'est pas constructif ➤ Génération qui a plus conscience des enjeux

Matrice des signaux émergents ou signaux de rupture

	Signaux émergents ou signaux de ruptures
Ce qui rend heureux	➤ Transmettre
Ce qui rend malheureux	➤ Sentiment d'impuissance ➤ Anxiété, stress
Travail - Etudes	➤ Jeunes veulent plus de temps pour eux. Reprendre le contrôle du temps ➤ Volonté d'apprendre tout au long de la vie ➤ Pas intéressé par la stabilité : c'est une injonction de la société ➤ Réussir sa vie, plus que sa carrière
Modalités d'engagement	➤ Engagement informel apprécié ➤ Consommation peut-être un marqueur de militantisme (éthique) ➤ Planter des graines, politiques des petits-pas, à sa mesure ➤ Peur des manifs car elles paraissent dangereuses
Rapport au territoire	➤ Ne voient pas la ville comme un idéal mais comme un lieu opprimant ➤ Jeunes urbains ont peur de ne pas pouvoir vivre en ville à cause des loyers et de la disponibilité ➤ Jeunes diffusent, influencent, de leur cercle familial aux politiques
Valeurs	➤ Recherche identitaire et genre ➤ Hypersensibilité face à l'inégalité. ➤ Emergence d'un engagement plus individuel - Recherche de liberté d'action dans l'engagement
Combats	➤ Engagement pour l'écologie ultra-présent ➤ Engagement pour plus de démocratie directe
Relation aux autres / à la société	➤ Solitude choisie est appréciée, contrairement à la solitude subie ➤ Remise en cause des inégalités de genre ➤ Il faut se protéger face à la société, de l'extérieur ➤ Comment réussir à faire société demain ?
Politique	➤ La tentation du chef fort, de l'autoritarisme. Régime militaire ? ➤ La politique n'est pas efficace. L'action individuelle est préférable ➤ La démocratie ne marche pas : il faut la renverser ➤ Génération portée par l'anxiété
Univers virtuel	➤ Virtuel et Réseaux sociaux peuvent renforcer certains stéréotypes ➤ Virtuel et Réseaux sociaux peuvent être source d'isolement et de désinformation ➤ Virtuel et Réseaux sociaux peuvent être source d'information et d'ouverture sur le monde ➤ Virtuel permet plus de liberté, de spontanéité ➤ Virtuel c'est aussi le flicage, la délation ➤ Il y a besoin d'une justice dans l'univers virtuel ➤ Génération du virtuel est superficielle et ne vit plus dans le vrai
Religion	➤ La laïcité, un outil discriminant au service d'un « racisme d'Etat » ?
Avenir	➤ Pas pessimistes, mais lucides ➤ Combatifs ➤ Troque l'espoir contre le besoin de « gérer » la situation
Génération	➤ Jeunesse assume qu'elle n'aura pas une meilleure vie que ses parents. Sentiment de vivre à la mauvaise époque.

3) Identifier et classifier les facteurs de changements

Sur la base des deux matrices produites, la Section a cherché à identifier les facteurs de changement, et à les classifier. Ainsi, chaque élément des matrices a été analysé à l'aune des questions suivantes :

- ✓ Qu'est-ce qui va, de manière plus ou moins certaine, avoir une influence caractérisée sur l'évolution de la société dans les 20 prochaines années ?
- ✓ À quel point ce facteur est-il important ?

- ✓ Savons-nous déjà de manière plus ou moins certaine dans quelle direction ce facteur évoluera durant l'horizon temporel défini ou cette évolution est-elle tout à fait ouverte ?

Après avoir traduit tous les éléments présents dans les matrices en facteurs de changement, la Section a ensuite cherché à les classer.

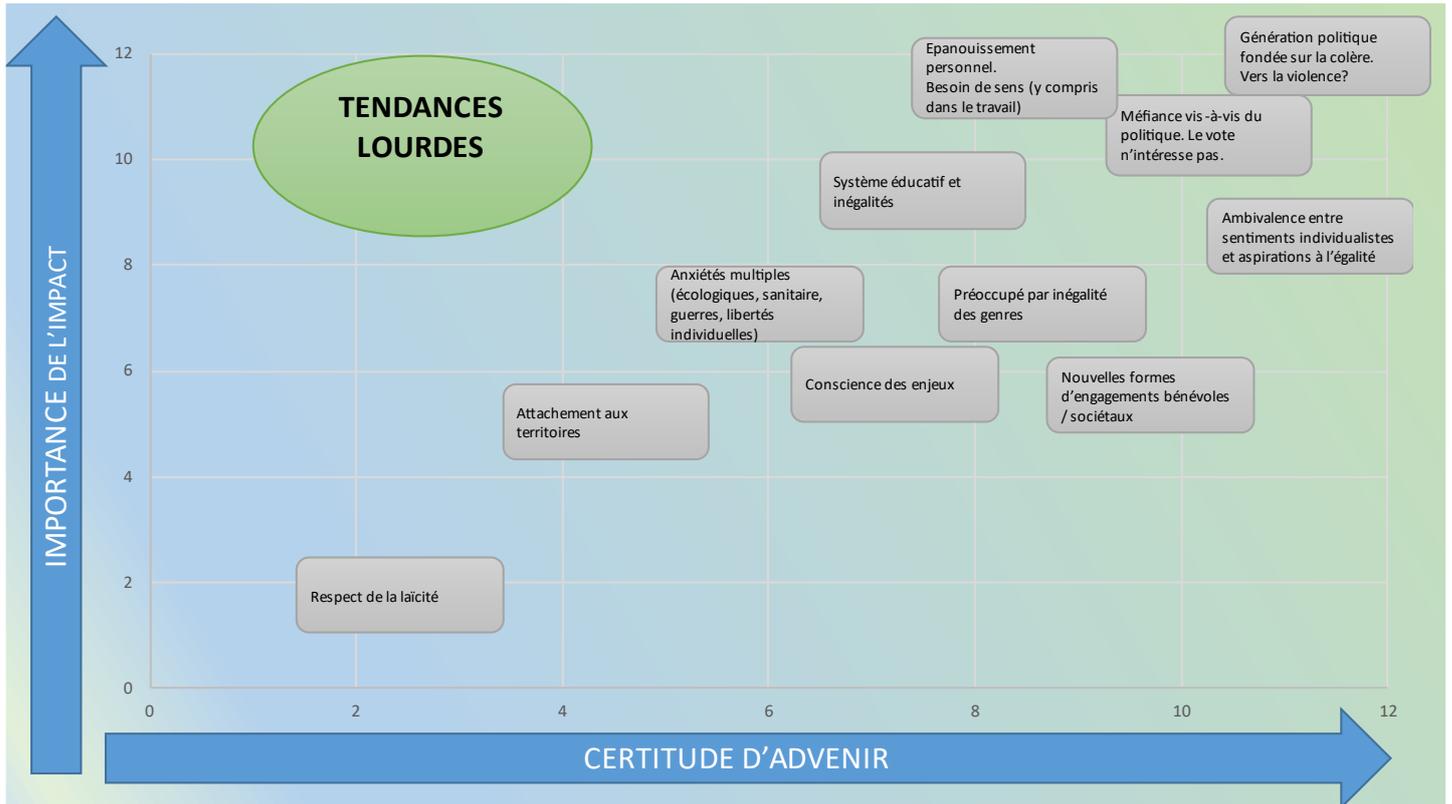
Finalement, deux graphiques ont été réalisés, un pour les « Tendances lourdes » et l'autre pour les « Signaux émergents ou de rupture ». Ils permettent de représenter les facteurs de changements retenus pour la réalisation de scénarios, et d'indiquer avec quelle certitude il est possible qu'ils adviennent, et dans cette hypothèse, quelle sera l'intensité de leur impact ?

« Ce qui me rend malheureuse dans la situation actuelle c'est de ne pas avoir de vision sur notre avenir et j'ai l'impression qu'on n'a pas non plus notre mot à dire sur nos choix. C'est un sentiment d'impuissance. » *Anta*

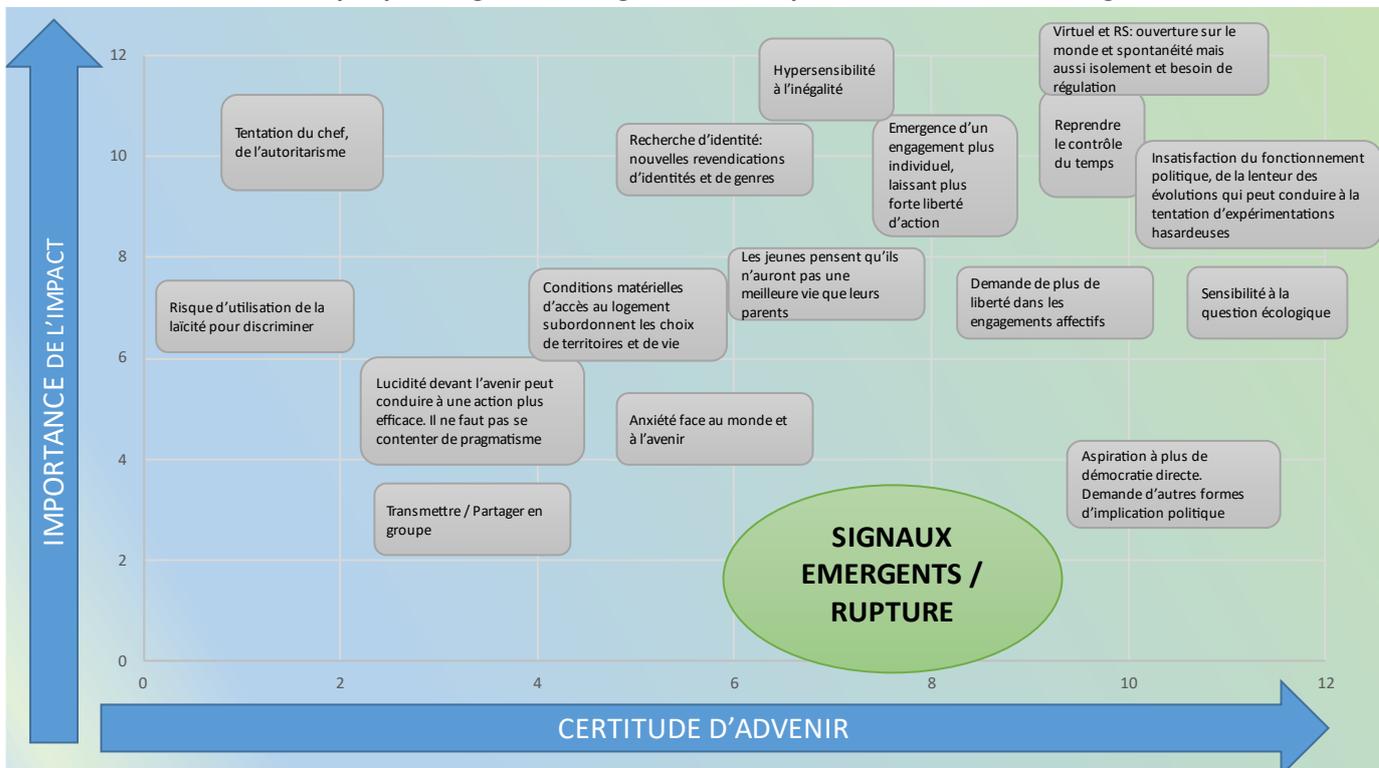
« On n'a pas forcément toujours confiance en tout, mais je me dis qu'il faut voir l'avenir positivement. » *Arthur*

« J'espère avoir une famille et je souhaite avoir le temps de m'occuper de mes enfants pour les éduquer. C'est eux qui vont faire l'avenir. » *Moussa*

Graphique « Tendances lourdes et Facteurs de changement »



Graphique « Signaux émergents ou de rupture et Facteurs de changement »



Les graphiques ci-avant sont donc une synthèse de l'ensemble des facteurs de changement identifiés, indépendamment de ce qui allait ensuite devenir des scénarios différenciés.

4) Dessiner les contours des scénarios à travers les facteurs de changement

À l'issue de cette étape, en se référant aux facteurs de changement présentés dans les deux tableaux, la Section a cherché à répondre à la question suivante : « *Comment l'organisation sociale réagit à la multiplication des inquiétudes ou angoisses ?* »

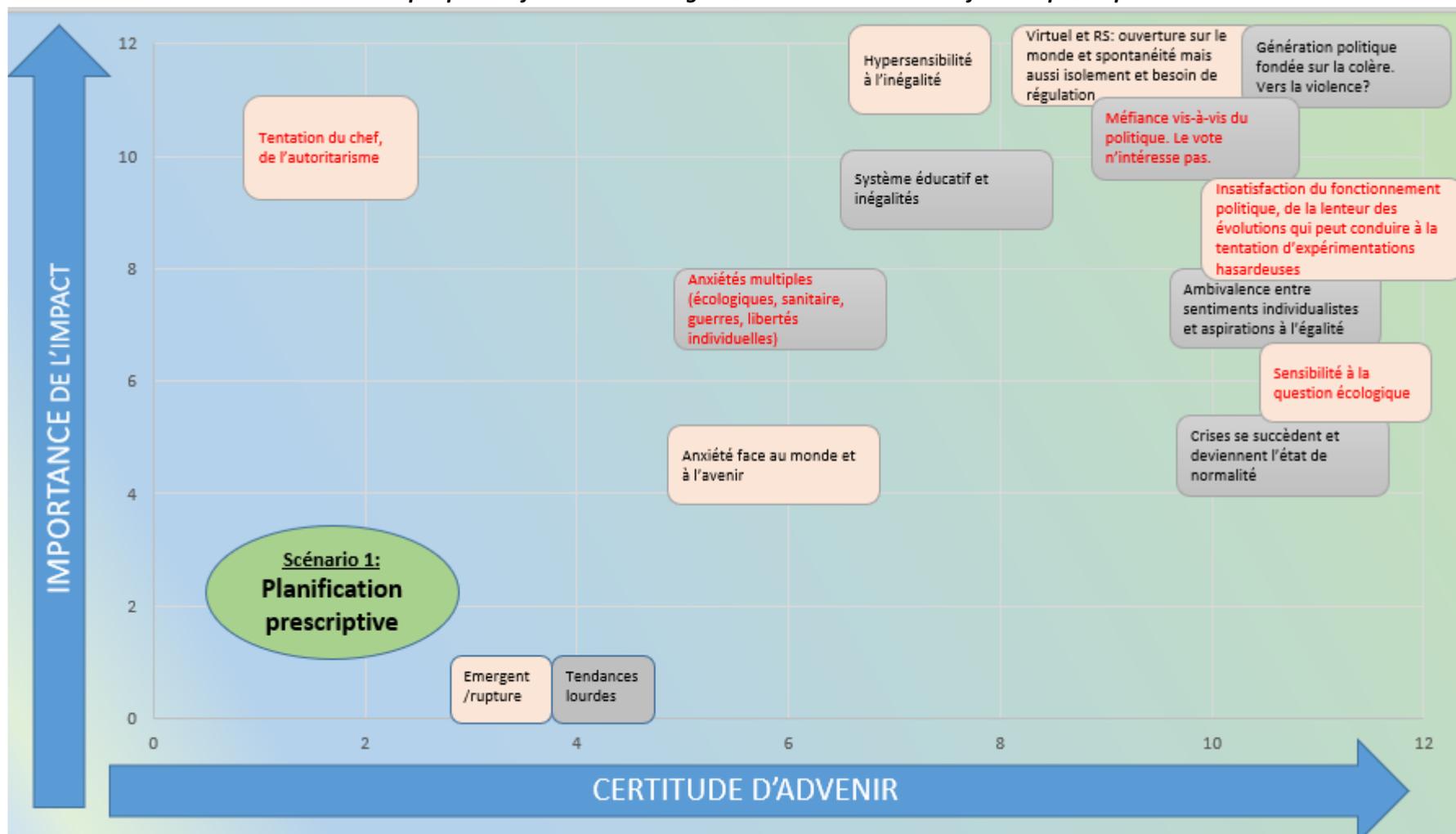
Ainsi, trois pistes de scénarios ont émergé.

- Scénario 1 : Planification prescriptive
- Scénario 2 : Individualisme et émergence d'une réalité parallèle
- Scénario 3 : Incertitude assumée et « chaos optimiste »

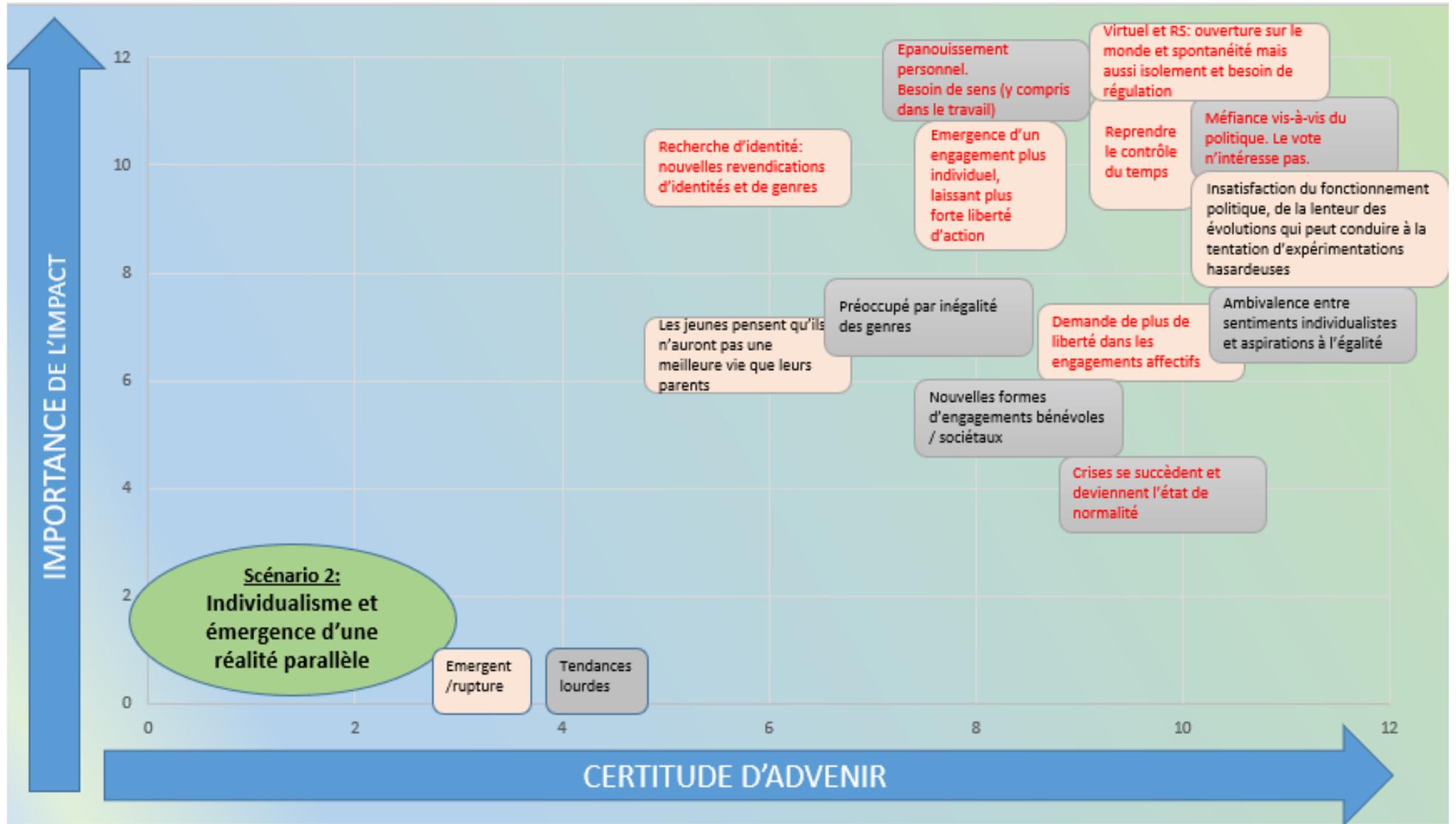
Pour chacun des scénarios, nous avons cherché à construire un tableau de facteurs de changement en se demandant, parmi les facteurs identifiés, quels sont ceux qui exerceront une influence particulière dans le cadre du scénario, mais aussi quels enjeux ils soulèvent (sur quoi ils vont agir) ? Voici ci-dessous les trois tableaux correspondants chacun à un scénario, et permettant de visualiser les grandes forces qui les animent.

Chacun des graphiques montre en **noir** les facteurs de changements plutôt issus des auditions et en **rouge** plutôt issus des entretiens. Les pastilles grises représentent les « Tendances lourdes » et les beiges les « Signaux émergents ou de rupture ».

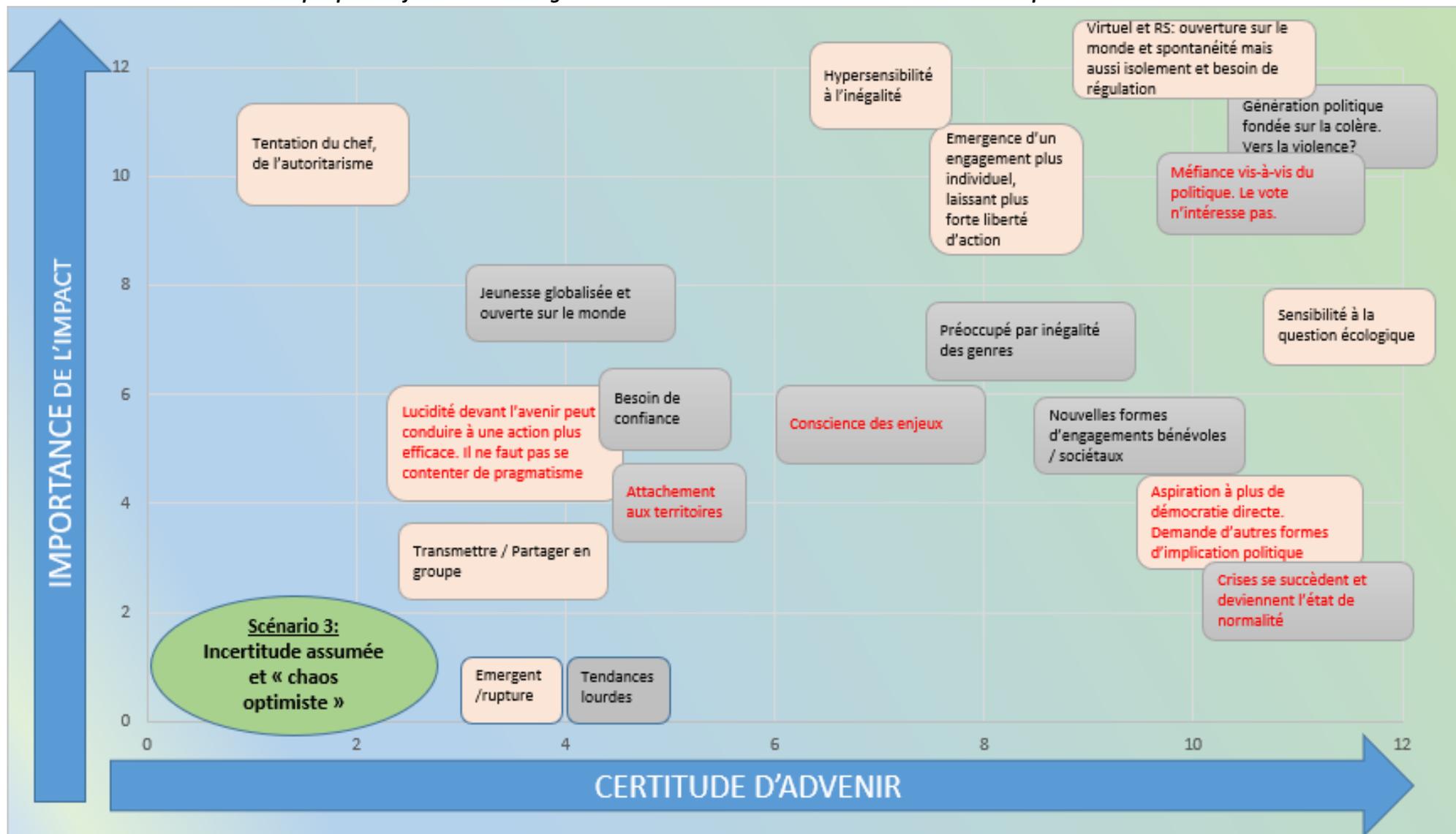
Graphique des facteurs de changement du Scénario 1 : Planification prescriptive



Graphique des facteurs de changement du Scénario 2 : Individualisme et émergence d'une réalité parallèle



Graphique des facteurs de changement du Scénario 3 : Incertitude assumée et chaos optimiste



5) Approfondir les scénarios

La Section a ainsi esquissé trois scénarios en s'appuyant sur les graphiques de classification des facteurs de changement et sur les matrices. Afin d'approfondir les grands axes qui commençaient à se dégager pour chaque scénario, elle a questionné l'éventail des évolutions envisageables pour chaque élément clé (évolution probable, redoutable, souhaitable). Ainsi, pour chacun des scénarios, ces évolutions envisageables ont été confrontées au regard des onze éléments structurants suivants :

✓ Rapport au territoire, à l'habitat	✓ Rapport à la consommation
✓ Rapport à l'Etat, aux services publics	✓ Rapport à l'égalité
✓ Rapport à la démocratie	✓ Rapport au monde
✓ Rapport à l'éducation	✓ Rapport aux technologies
✓ Rapport au travail	✓ Rapport à l'engagement
✓ Rapport aux autres générations	

Cet exercice nous a permis de finaliser les cadres de référence des trois scénarios. C'est sur la base de ces cadres de références que les différents récits-fictions joints à ce rapport ont été produits. C'est également sur cette base que la Section a pu réaliser l'identification des alertes et des opportunités révélées par chaque scénario et formaliser un certain nombre de « recommandations » cherchant avant tout à favoriser la réflexion et susciter le débat.

2. Les scénarios pour 2045

Pour rappel, l'exercice de fiction prospective n'a pas pour finalité de prédire ce qui va advenir mais d'esquisser des « futurs possibles », dont la probabilité qu'ils se réalisent selon des formes « pures » n'est pas assurée mais qui constituent pour autant des tendances à prendre en compte en extrapolant et parfois en tirant le trait.

Les trois scénarios proposés ci-après réinterrogent chacun à leur manière les éléments du triptyque républicain à partir duquel se décline la devise française « Liberté, Égalité, Fraternité ». Il est à ce titre particulièrement intéressant de constater à quel point l'équilibre ou le déséquilibre entre chacun de ces trois éléments influe sur la « destinée » de chacun des scénarios.

Scénario 1

La Planification prescriptive

Le scénario 1, de la « *Planification prescriptive* » se nourrit à la fois des inquiétudes multiples exprimées par les jeunes et du désir affiché d'efficacité à tout prix (en particulier en ce qui concerne les questions environnementales), ce qui va fondamentalement faire évoluer la pratique politique, la notion même de démocratie, et le rapport à l'égalité.

Voici la description de notre société en 2045.

La « République des Experts »

Dans ce scénario, l'État impose un contrôle et un mode d'action présentés comme rationnels et basés sur l'expertise (c'est la République des Experts). L'État planificateur et autoritaire légitime son action au nom de l'intérêt général, de l'efficacité et de l'efficacité opérationnelle.

Les deux ressorts principaux dont l'État joue pour asseoir son action sont l'urgence climatique et environnementale, et les questions d'égalité (des sexes, des salaires, face à la retraite ...). Ici, tout devient géré de manière « mathématique » et présenté de manière rationnelle par l'État.

Cette planification autoritaire n'induit pas obligatoirement un régime autoritaire. C'est pourtant la voie la plus probable, alimentée par la très forte défiance politique, et la « tentation du chef » dans l'espoir d'obtenir des résultats. Ce scénario pourrait nous conduire vers ce qu'un certain discours politique ou médiatique a pris l'habitude de qualifier de « dictature écologique » et de « dictature égalitariste ». Aussi dans ce scénario, la Section décrit une société où la planification prescriptive et autoritaire glisse inévitablement vers un autoritarisme plus global où l'égalité, l'environnement et la rationalisation des ressources se placent au cœur de sa légitimité et de son action.

Pourtant, ce glissement ne réside pas dans le concept-même de planification : cette planification peut être en apparence consensuelle, établie collectivement dans un cadre démocratique clair et horizontal. Dans cette logique-là, la planification serait accompagnée, sublimée par le politique qui prend tout son sens. D'un point de vue prospectif, il est donc important de démontrer que les chemins qui existent peuvent emprunter une racine commune et dériver vers plusieurs voies

finalement très divergentes au fur et à mesure que d'autres éléments viennent s'agréger. Le scénario présenté ici décrit une forme de planification qui laisse le politique disparaître progressivement derrière la technique, l'expertise (auto-proclamée ou pas). Et lorsque la quête absolue de résultats prend le pas sur le sens, alors la planification devient prescriptive, entraînant dans son sillon autoritaire l'institution démocratique.

Le système qui régent ce scénario est donc celui des indicateurs, sur le modèle des « scoring » censés être gages de performance. L'expertise finit par tirer sa légitimation de sa capacité à fournir des indicateurs et entretient dans le même temps l'illusion de l'égalité obtenue « par la norme ».

La question centrale qui est ainsi posée pour analyser les modalités de changements politiques censés être permis par ce système est : qu'est-ce que l'efficacité, comment est-elle mesurée et par qui ? L'expertise (et les expert.es) qui se substitue au politique pour définir des critères censés être objectifs se place au cœur du fonctionnement de la société. On pourrait imaginer qu'en 2045 cet appareil technocratique s'appuie sur des systèmes d'intelligence artificielle qui travaillent à la définition des critères, et in fine des droits et des devoirs. Les réseaux technologiques deviennent, dans ce scénario, un instrument de contrôle, de mesure. Les technologies sont centrales, tout comme les chiffres, les indicateurs. On les retrouve pour élaborer les « politiques » et « stratégies » mais aussi pour contrôler les modes de consommation, les rapports sociaux, les déplacements...

Par ailleurs, l'évaluation nécessite, en outre des indicateurs de performance, d'établir l'état initial. L'ensemble du système avance donc ici de manière totalement descendante puisque critères, indicateurs et autres « artifices technocratiques » sont construits « d'en-haut » par celles et ceux à qui on a progressivement fini par accorder une confiance aveugle. Dans cette notion de confiance remise par les citoyen.nes et l'ensemble de la société entre les mains des dirigeants se trouvent les germes de ce qui par le passé a été qualifié de « servitude volontaire³⁵ ».

D'autant que de la quête d'égalité qui régent ce scénario découle le devoir d'exemplarité du citoyen, nécessaire pour la réussite du « vivre ensemble ». Là encore, la manière dont sont décidés les critères d'évaluation de l'exemplarité ainsi que les comportements sur lesquels elle est exigée sont décidés par « l'expertise ». Apparaît alors le risque que les individus s'observent entre eux, se « fliquent ». Au bout du compte en 2045, la « sousveillance » serait normalisée et très largement acceptée. Ce qui se conjuguerait avec la mise en place d'un système pour « sonder » tout ce qui peut être de nature à « rassurer » les citoyens. La remontée d'information serait ainsi alimentée par la « sousveillance » mais aussi par des campagnes massives de sondages orientés sur les réseaux sociaux.

À la fin, de démocratie il ne reste que des réflexes, des artefacts. Les élections existent toujours, et par conséquent le droit de vote, mais « Le politique » ayant été grandement vidé de sa substance au profit de l'expertise, cela relève plus d'une forme de « show », de spectacle populaire pour maintenir l'illusion de la démocratie.

Enfin, un État fort n'est pas synonyme de services publics forts et présents pour tous et toutes et uniformément répartis. Dans ce scénario, les administrations deviennent des centres d'expertise, d'évaluation et de contrôle, réparties de manière « rationalisée » selon les « besoins et les potentialités des territoires » définis par les expert.es.

³⁵ D'Étienne de la Boétie dans son essai « *Discours de la servitude volontaire* » (1574) à Georges Orwell qui écrit dans « *1984* » (publié en 1949) que « La liberté, c'est l'esclavage ».

Citoyens, relations sociales et territoires

En 2045, les territoires sont dans ce scénario fictionnel considérés au regard des richesses et spécificités qu'on leur prête. Ainsi, une carte rationalisée selon des paramètres d'optimisation des ressources, assigne à chaque territoire une fonction spécifique. Toutes les ressources (disponibilités en eau, air, terres arables, « terres et métaux rares »...) font l'objet d'une gestion rationnelle. Les expert.es se chargent de proposer des algorithmes de bonne gestion et d'utilisation de ces ressources.

L'« adéquationnisme » est donc au centre des modes de vie et des parcours de vie. En ce qui concerne l'éducation, secteur privé et public se mélangent : le secteur privé créant les contenus et les algorithmes au bénéfice du public qui gère l'enseignement, activité jugée non rentable. Un des enjeux de l'école est de convaincre les écoliers du bienfait de « la norme ». La philosophie ou l'Histoire perdent en importance au bénéfice d'enseignements jugés plus « utiles » aux enjeux de planification rationnelle. L'orientation des jeunes élèves est déterminée assez tôt en fonction des besoins collectifs et des « performances » des individus. Le rapport au travail suit la même logique d'adéquationnisme avec un pilotage en lien avec l'éducation.

L'individu en tant que citoyen devient lui-même « rationalisé » en étant transformé en consommateur à qui l'on délivre une « carte de consommation ». Ici, la sobriété est donc totalement subie pour répondre de manière supposée efficiente et sur la base d'indicateurs à la raréfaction des ressources et aux enjeux du changement climatique. Des quotas de consommation sont imposés pour toutes choses (CO2, viande, voyages, ... à travers le pilotage présenté comme rationnel des indicateurs. L'opérationnalisation ordonnée par la « République des Experts » revient au secteur privé. Il se développe donc un « droit à consommer » avec une taxation au-delà d'un certain seuil de consommation. Les plus riches achètent des quotas aux plus pauvres et on assiste à un renforcement du sentiment d'égalité basé sur la frugalité partagée. Aux côtés de la rénovation massive des habitats, on voit se développer des quotas pour se loger, et d'occupation de l'espace.

Par ailleurs, la société s'est considérablement isolée, repliée du reste du monde pour réussir à mettre en place son modèle. Les réseaux dits « sociaux », quoique contrôlés, permettent un relatif décloisonnement. En interne, l'engagement sous ses formes individuelles ou collectives a quant à lui quasiment disparu. Il se limite à quelques forces réfractaires qui se développent face à une gestion jugée liberticide. Une manière de s'engager qui tend à émerger consiste à détourner les règles, en particulier les quotas de consommation, en organisant des réseaux de marché noir. En miroir, et pour protéger un système considéré comme efficient à l'aune de ses résultats environnementaux et climatiques, des groupes de citoyens s'organisent également pour lutter contre les poches de rebellions qui se forment « au nom de la liberté ». Les avancées réelles ou prétendues permettent d'instrumentaliser dans le temps la lutte contre les anxiétés. Malgré tout, l'équilibre du système ne tient qu'à sa capacité à obtenir des résultats tangibles, quoiqu'aidé dans cette entreprise par « l'expertise » qui définit ses propres indicateurs et méthodes de mesure du succès. La gestion des frustrations des citoyens par le résultat est au cœur de la stratégie de captation du pouvoir pour une durée indéfinie.

Finalement, dans cette société, il n'est donc pas question de lutter contre l'injustice, mais plutôt d'assurer un certain égalitarisme au nom de l'égalité.

Scénario 2

Individualisme et émergence d'une réalité parallèle

Le scénario 2 se nourrit d'une montée en puissance de l'individualisme au nom de la liberté, conjuguée à un rejet protéiforme de l'autorité et du politique et à la place exponentielle que prennent les outils numériques et les univers virtuels.

Voici la description de notre société en 2045.

La République sans république (et sans politique)

Dans ce scénario, l'individualisme et les excès de l'ultralibéralisme ont fini par conduire à un délitement de la société. C'est la fin du politique et de l'agora. Les citoyen.nes (qui n'en sont plus vraiment) consomment la cité et ne cherchent plus à la construire. L'Etat et les services publics laissent la place à la loi du marché, transformée en loi de la jungle, dans une logique de sous-traitance permanente.

L'État étant vidé de sa substance, ceux et celles qui peuvent se payer des services privés en bénéficient, les autres non. On observe une explosion de la corruption (chez les plus précaires qui n'ont plus d'alternatives pour espérer s'en sortir, chez les mieux nantis pour continuer à s'enrichir et accroître leur pouvoir). Il y a une généralisation du « bakchich » et de l'économie dite « informelle ». Chacun essaie de tirer son épingle du jeu de manière individuelle à travers le développement des stratégies de survie. Dans le même temps les impôts ont disparu et sont remplacés par des « contributions » qui permettent de déléguer les services à des sociétés privées.

À travers un morcellement extrême de la société, l'existence même de l'organisation démocratique se pose : on se retrouve dans une juxtaposition de formes de pouvoirs et il n'y a pas d'horizon commun. C'est le scénario des influenceurs numériques qui font et défont les tendances suivant leur nombre de « likes ». On consomme la politique, on « slide » à droite, à gauche, en se laissant guider par la popularité numérique. Ainsi, les acteurs politiques « traditionnels » n'inspirent plus de respect ni d'intérêt et sont éclipsés par ceux qui parviennent à mettre en avant leurs propres succès comme autant de rêves à vendre au peuple. On élimine le politique et le discours politique pour créer des héros érigés en modèle. Dans ce contexte, la méfiance l'emporte le plus souvent et elle s'étend également au vote. Des référendums numériques sont organisés sur tous les sujets pour maintenir l'illusion de la démocratie. Finalement, le modèle d'incarnation du pouvoir politique importe assez peu tant il est vidé de sa substance.

Le « Grand morcellement »

Dans ce scénario, la liberté prime sur l'égalité et cela induit des instruments de domination qui opèrent dans une logique de morcellement. La société dans toutes ses composantes se retrouve morcelée, jusqu'à atteindre un état de « tribalisation » (société qui se divise en de multiples tribus). Ce morcellement s'accompagne d'une augmentation assumée des inégalités jusqu'à un point de non-retour, tant leur influence systémique empêche toute inversion. Les seules inégalités qui préoccupent éventuellement les gens sont celles qui peuvent être liées à une entrave dans leur liberté individuelle, par exemple celles liées aux orientations de genres ou sexuelles. On observe

alors un agglomérat de communautés qui peuvent se côtoyer, s'affronter, se mettre en tension ou se mélanger, qu'elles soient des communautés « traditionnelles » caractérisées principalement par des formes de repli et d'autres au contraire sont plus ouvertes et « progressistes ».

Ici, l'espace et le territoire sont également morcelés. On assiste au retour du territoire « citadelle » avec des quartiers riches bunkerisés et un accroissement de la violence, notamment lié aux pénuries (qu'elles soient alimentaires, de services divers, d'emplois). Ces pénuries chroniques participent au dépeuplement de certains territoires, ou même de certains espaces publics. Un autre facteur y participe conjointement : le surinvestissement du métaverse³⁶. Des zones se développent en effet où une population physique existe bel et bien mais reste enfermée dans des univers parallèles et n'investit donc plus l'espace du réel. Ce phénomène de morcellement territorial accroît donc les inégalités qui sont renforcées par une tendance sociétale et politique à la perte de solidarité interterritoriale, en particulier dans la relation urbain/rural mais également au sein même des villes entre différents quartiers. La raréfaction des ressources et l'état de dégradation des conditions d'habitabilité de l'espace participent aussi à une augmentation des tensions.

Les cadres autrefois structurant du « vivre ensemble » et du « faire société » sont en outre totalement morcelés, à commencer par l'éducation. Il n'y a en effet pas de projet collectif d'éducation. Cela est le fait de manquements politiques mais également d'absence de désir collectif et citoyen : les cadres volent en éclats face à une volonté jusqu'au-boutiste de liberté et de reprise en main totale de contrôle du temps. On assiste à un effacement de la mixité du modèle historique école « publique/privée », qui s'accompagne d'une absence de mixité sociale généralisée. Ainsi on observe une multiplication d'écoles privées (partiellement financées par l'État qui cherche à se délester de sa mission d'éducation) comme autant de « chapelles ». L'éducation est « balkanisée » et suivant son sentiment d'appartenance (communautaire, géographique, religieux ou quel qu'il soit), chacun.e va aller dans telle ou telle école. Cela conduit à une désagrégation totale du projet éducatif collectif, notamment concernant l'enseignement d'une Histoire nationale puisqu'il y a une multiplication des récits partisans. Il n'existe plus ou peu de référentiels communs et donc de diplômes de formation unanimement reconnus.

Cette « tribalisation » de l'éducation conjuguée à une absence de cadres communs amène la société à repenser le travail à travers le seul prisme du succès individuel. La « success story » est un idéal, un rêve à atteindre. On observe ainsi le développement d'un contexte culturel (évolution poussée par les individus) qui favorise et valorise l'idée de compétition dans le rapport au travail. S'impose le discours de la suprématie de la libre entreprise au détriment de toute possibilité de régulation.

La notion de responsabilité de l'organisation collective n'existe plus (la réussite devient du seul ressort de la responsabilité individuelle, tout comme l'échec). Elle laisse la place à la théorie du « développement personnel » qui laisse croire que chaque individu a en lui le pouvoir de réussir (devenir entrepreneur de sa propre vie). D'autant que seule la réussite personnelle de l'individu l'autorise à dépasser la soumission naturelle aux règles communes (qui sont ici les règles d'une

³⁶ Le métaverse désigne un monde virtuel, allant au-delà du monde réel. Dans ce scénario, la société se réfugie dans cet univers virtuel parallèle dans lequel il est possible de vivre « autrement » et « autre chose » par l'intermédiaire de son avatar.

l'économie hyper-concurrentielle). Ainsi soit on réussit, soit on se soumet, car dans ce cas l'absence de soumission entraîne de fait une exclusion du système.

Des fuites et des refuges

En conséquence du « grand morcellement », des inégalités croissantes et du désir de liberté à tout prix, la société va voir se développer dans ce scénario des phénomènes de fuites, de migrations, et l'apparition de refuges et de ghettos.

À travers la multiplication des logiques communautaires, chaque groupe définit ses objectifs, ses valeurs, ses moyens... L'absence de référentiel commun engendre la ghettoïsation des communautés qui vient en opposition avec le développement d'une autre tendance : l'absence de cadre est perçue comme une opportunité de migrations intergroupes permanents, au risque de n'être reconnu nulle part. Finalement il y a une tension entre, d'une part, des communautés qui se nouent et se dénouent au gré des rencontres, et d'autre part celles qui se renferment toujours plus sur elles car elles finissent par perdre toute possibilité de dialogue avec les autres. La société s'enfonce dans une tension permanente entre repli sur soi, comportements grégaires et créations de micro-communautés, sur la base de cellules familiales ou affinitaires. Il existe en outre une liberté extrême qui se développe dans les engagements affectifs et les relations interpersonnelles, notamment amoureuses. Quant à la cellule familiale, elle reste un refuge. Le délitement total des communs et du bien public amène en effet le socle familial (là où la succession de générations monoparentales ne l'a pas fait disparaître) à se renforcer. Cela entraîne une augmentation des logiques d'héritage qui devient la seule bouée encore possible pour assurer à ses enfants des conditions décentes.

On observe par ailleurs une augmentation des migrations internationales de la part de toute une frange de la jeunesse qui n'a plus que la fuite comme avenir car le système et les territoires n'ont rien à leur offrir. La forte migration de jeunes à l'étranger ampute ainsi ce qui reste de société d'une partie de ses forces vives. Et lorsqu'une génération grandit avec le discours qu'elle peut gagner ou perdre, mais qu'elle finit toujours par perdre, il y a un risque qu'elle se révolte. La liberté individuelle est déconnectée des conséquences qu'elle peut avoir sur les autres et comme elle n'a plus de limites, dès qu'un individu est un peu contraint il peut devenir violent. Ici, la question de l'acceptation de la violence se morcelle également. Jusqu'où peut-elle aller, même de manière symbolique, et qu'est-ce qu'on est prêt à accepter ? Dans un contexte d'absence de collectif et d'État, il n'y a pas de forme classique de protection de la société face à la violence. Il y a plusieurs dérives comme l'hypersurveillance et la gestion privée de la sécurité : la capacité à assurer sa sécurité devient comme la consommation un marqueur social.

Ces risques font planer un relent permanent de « guerre des générations » entretenu par l'incapacité collective de chacun à accepter ses responsabilités. À ce titre, les personnes âgées ne sont plus considérées comme productives, et donc se pose la question de leur utilité. Le discours sur l'euthanasie s'est largement imposé, dépassant toute considération éthique.

Une partie de la population cherche également à se réfugier dans les univers virtuels du « métaverse ». Il s'agit pour certains d'une fuite où il est possible d'échapper à sa condition réelle en recréant sa propre réalité virtuelle (qui a fait émerger un cyber-individu), pour d'autres de créer de nouvelles communautés parallèles. Ces différentes réalités peuvent s'ignorer mais aussi s'affronter. L'absence d'autorité de régulation entraîne une multitude de comportements très

disparates, y compris des comportements non maîtrisés, mais également le développement d'un espace d'expérimentation permanente. On observe pareillement le développement des intelligences artificielles qui se « coconstruisent » avec les individus, ce qui peut entraîner dans une certaine mesure une dépossession de l'individu (cyber ou réel) par l'Intelligence Artificielle (IA). Mais dans un contexte d'absence d'État et donc de financements et de gestion des infrastructures nécessaires pour le bon fonctionnement des univers numériques, il y a un morcellement et une inégalité d'accès à un réseau de qualité pour tous. Cela est renforcé par la raréfaction énergétique et l'impossibilité d'allouer des ressources suffisantes au fonctionnement du web. La société évolue donc à travers un rapport totalement bricolé et « balkanisé » aux espaces numériques où l'absence de régulation de la violence dans l'univers virtuel se généralise.

Par ailleurs, les personnes âgées sont embarquées dans une frénésie du « jeunisme », une recherche de rajeunissement à tout prix. Une très forte inégalité sur les conditions du vieillissement s'opère entre ceux qui ont les moyens d'entretenir leur rajeunissement ou pas. Il existe en parallèle des versions « Premium » du métaverse qui offrent un rajeunissement sans limite à son avatar.

On assiste à une forte réduction des naissances du fait que l'on évolue dans un « monde fini » : face aux limites planétaires mais aussi sous la contrainte (financière), toute une frange de jeunes adultes décide d'avoir des enfants sur le métaverse plutôt que dans le réel (plus précisément, les avatars « ont » des enfants et les élèvent dans un univers virtuel). Conjugué au fait qu'une partie importante des personnes âgées meurent plus tôt à cause du délabrement de leurs conditions de vie, la population globale décroît dangereusement en 2045. D'autant que l'accès au soin est très inégalitaire en raison de sa totale marchandisation.

Pour pallier la baisse de la population, certains territoires demandent aux « pays du Sud » d'envoyer de la main-d'œuvre mais cette demande reste sans réponse. D'autres territoires préfèrent de leur côté miser sur les robots pour pallier le manque de main-d'œuvre. Les tensions entre territoires s'exacerbent entre dépeuplement et surpopulation.

En outre, les enjeux environnementaux et la raréfaction générale et inéluctable des ressources font que la consommation est également « classifiée » socialement (produits rares, donc chers et « réservés » aux plus riches) : c'est la société de la ségrégation par la consommation. La cyber-consommation permet un transfert des modalités de consommation dans les univers virtuels pour pallier la raréfaction des ressources dans le réel. Il y a celles et ceux qui peuvent avoir de la viande et des légumes et celles et ceux qui se contentent de produits de base. La chimie joue un rôle important en produisant des capsules qui peuvent être nutritives mais aussi thérapeutiques, ou même récréatives. Les différentes fonctions peuvent même être mélangées dans une seule et même capsule. L'alimentation à plusieurs niveaux se généralise. Des stimulants de plaisir sont intégrés dans les capsules pour maintenir l'illusion (par substitution) du plaisir dans l'alimentation. Pourtant, le caractère fragmenté des marchés oblige la consommation à passer par différents canaux : un certain rapport à la proximité se réinstalle, dû au fait que l'explosion des coûts énergétiques rend les produits importés très chers.

Désengagements coupables

Dans ce contexte de déresponsabilisation généralisée, les plus faibles ont été totalement individualisés et donc ils et elles ne se regroupent pas pour se révolter, du moins dans l'espace réel.

Il n'existe donc pas de possibilité de renverser le système : c'est l'aboutissement ultime du morcellement, de la parcellisation de la société, où l'action collective a quasiment disparu.

Il existe toutefois une évolution des modalités de l'engagement. Les rares actions entreprises par les plus précaires sont sous le signe du morcellement et s'accompagnent d'un impératif de liberté d'action : l'intolérance à la contrainte pénètre y compris l'engagement. Le contexte est en outre favorable à la prolifération des sectes, ou a minima du fait religieux : à force d'hyper-individualisme et de fuite hors de la réalité, se développe une quête de la spiritualité, de la « transcendance nécessaire ».

Surtout, il existe en miroir une modalité d'engagement dans une logique calculée de gain (ça me rapporte, notamment en image) ou dans une posture stratégique de moyen terme. On observe notamment un engagement des plus riches dans des logiques de charité qui permettent d'asseoir leur statut social et de travailler une image de bienfaiteur, tout en maintenant le minimum de paix sociale nécessaire pour que le système n'implose pas. Il ne s'agit donc pas seulement de charité stratégique mais d'intérêt de classe dominante.

Scénario 3

Incertitude assumée et « chaos optimiste »

Le scénario 3 se nourrit d'une profonde aspiration politique et d'un désir de réinvention totale de la démocratie et des gouvernances basées sur les « communs ». Ici, les aspirations à plus d'égalité et de liberté se conjuguent de manière équilibrée à celles pour plus de « solidarité », pour une société de la transmission et du partage.

Ce scénario dépeint une société fondée sur la prise de conscience des incertitudes du temps et est porteuse de solutions nouvelles. La société s'est transformée organiquement pour pouvoir s'adapter de manière agile et résiliente aux imprévisibilités constantes du chaos apparent qu'est ce monde d'incertitudes. Le chaos pouvant être un état d'organisation dont une des issues est de déboucher sur la loi du plus fort. Mais la conscience lucide et positive de ce chaos permet de faire émerger de nouvelles pratiques sociales.

C'est donc une véritable culture de l'incertitude acceptée et partagée qui se développe comme une réponse positive au chaos et qui mène à la construction d'une nouvelle organisation intelligente, notamment axée sur la prise en compte du positionnement de l'humain par rapport au reste du vivant.

Les acteurs prennent le pouvoir sur le système. Un nouveau collectif se crée : ce n'est pas la Loi qui dicte les évolutions mais plutôt la nécessité supposée qui dicte la Loi. En outre, l'incertitude se conjugue à une forme d'humilité politique et dans l'exercice du pouvoir, et à un sens de la radicalité pragmatique absolument nécessaires pour réussir à réinventer la démocratie. C'est du désordre que peut apparaître un nouvel ordre. La crise devient le Kairos, c'est-à-dire le moment propice où agir.

Voici la description de notre société en 2045.

La « République coopérative »

Dans ce scénario, la démocratie se réinvente, de manière plus horizontale, directe, de proximité. Les espaces de gouvernance locale sont devenus les nouveaux espaces de la démocratie. Cette réinvention visant à redonner du pouvoir dans la prise de décision au peuple vient corriger un phénomène trop longtemps observé : la prise de décision est accaparée, monopolisée par quelques-uns (en l'occurrence rarement les jeunes).

La « République coopérative » se place au service des individus, qui s'inscrivent eux-mêmes au sein de collectivités humaines. L'action de service public, longtemps enfermée dans une logique d'expertise descendante et déconcentrée s'épanouit à présent dans une démarche citoyenne, collaborative et ascendante. La question de la gouvernance est centrale et elle s'inscrit dans une logique de pouvoirs décentralisés et de gestion en « communs » (les trois éléments constitutifs des « communs » étant la ressource, la communauté, la gouvernance ou pratique de mise en commun). Ainsi, l'eau est gérée à la manière des communs, tout comme le sont la santé, l'éducation, l'alimentation.

Au centre de la coopérative, il y a les coopérateurs, et donc les individus et leurs aspirations. La « République coopérative » est le contre-pied de la « République des Experts » car elle convoque le

pouvoir d'agir des acteurs. Elle met en avant un modèle de démocratie sociale qui promeut la construction d'une citoyenneté sociale et fait adopter par l'autorité le principe fondamental de participation des citoyens à la vie publique.

Le renouveau de la pratique politique, de la tête du pouvoir à la pratique citoyenne, amène à multiplier les expérimentations, guidées par un fort volontarisme. Ainsi par exemple, dans le domaine social, on observe la normalisation des élections qui permettent aux salariés cotisants d'élire les conseils d'administration des organismes tels que la Sécurité sociale, ici étendue aux Caisses de la Sécurité Sociale de l'Alimentation. Le « service social universel » est développé pour tous les âges (en remplacement du SNU, « Service national universel » qui était réservé aux seuls jeunes dans les années 2020-2025) et favorise réellement l'engagement, la mixité, la solidarité, et décroïssonne une société où les classes sociales et les générations se mélangeaient si peu jusque-là. Les congés d'engagement, les budgets participatifs, les conventions citoyennes et même les tirages au sort se mettent en place à différentes échelles en obligeant les modalités de vote et de représentation politique à se renouveler.

Ainsi, les années 2030/40 qui ont vu l'émulation de nombreuses pratiques « alternatives » de l'engagement apportent le terreau qui permet cette réinvention de la démocratie. La société s'est transformée en 2045 pour pouvoir s'adapter de manière agile et résiliente aux imprévisibilités constantes du chaos et l'engagement se manifeste à travers le renouveau de la capacité créatrice des acteurs. Cette résilience est renforcée par la structure décentralisée des systèmes qui offre plus de garantie de stabilité (et donc une meilleure résistance au chaos) que les systèmes centralisés.

Les technologies sont « low-tech » et à présent gérées comme des « communs » (et non plus monopolisées par les GAFAM³⁷, aussi appelés Big Tech). Elles sont devenues une matrice d'interaction à grande échelle, au service des coopérations, et permettent un réel effet levier pour la démocratie dans les territoires, à travers des réseaux sociaux maîtrisés par les individus. Loin de marginaliser l'expert et l'expertise, ils sont placés au service des citoyens et des coopératives. L'expert est celui qui est rendu habile par l'expérience. Dans cette société marquée par l'incertitude assumée, il est important de mettre en avant des formes d'expertises qui acceptent le doute, de développer un rapport à la science qui est critique dans une logique de dialogue permanent. La science peut nous informer sur l'état présent du monde, nous éclairer sur son passé. Mais elle ne peut pas nous dire comment organiser le monde : cela est précisément le rôle du politique.

Le territoire « sensible »

La société évolue à présent dans un rapport collégial au territoire, avec des assemblées participatives et délibératives. Les décisions deviennent celles des territoires, pour les territoires. Alors, les citoyens développent avec le territoire un lien affectif. On l'aime, on le vit, et par conséquent on en prend soin ainsi que de ses habitants. On n'est pas dans la considération utilitariste de l'exploitation des territoires pour leurs ressources ou potentialités, mais dans le sensitif, le désirable. Il s'agit d'une société en rhizome d'individus solidaires, de territoires en archipels.

La question de notre manière de vivre, d'habiter, de nous déplacer, d'interagir sur le territoire est devenue centrale. Et l'« habitabilité » des territoires est améliorée par un fort investissement pour

³⁷ Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft.

développer des transports et des réseaux écologiques, mais aussi assurer le maillage territorial des services divers. La gestion de l'offre territoriale s'exerce à travers des propositions ascendantes, notamment grâce aux structures de ce que l'on appelait initialement l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) dont la philosophie a infusé, et non plus dans une logique d'État décentralisé.

La multiplicité des aspirations territoriales entraîne forcément différentes vitesses d'évolution : il y a donc un risque permanent mais mesuré de développement des inégalités territoriales. Pourtant, il y a des dynamiques d'entraînement positives qui permettent de réussir à faire société malgré les écarts de développement. D'autant que si les aspirations jouent un rôle primordial, les ressources propres à chaque territoire ne sont pas un facteur conditionnant de développement et de « réussite ». Ce sont les matrices culturelles, les dynamiques territoriales et les acteurs qui permettent la vitalité des territoires. Les collaborations territoriales ont donc remplacé les mécanismes de péréquation. Et les conférences de coopération interterritoriales remplacent les Contrats de Plan État / Régions (CPER).

Par ailleurs, la société développe une ouverture au monde, mais dans un esprit collaboratif et non plus que la mondialisation l'a longtemps imposée. Cette ouverture s'inscrit dans une logique de « citoyens du monde ». Mais il y a une forme de réinvestissement sur la proximité, avec la prise de conscience que l'on ne peut plus voyager aux quatre coins du monde (ni les personnes ni les marchandises) comme avant, pour des raisons de soutenabilité environnementale. Mais dans le même temps se développe un rapport au monde plus sensible. La logique de sobriété par l'autorégulation s'impose et amène au développement de l'économie du don et du contre-don. L'acte de consommation est vécu comme un moment du lien social. On intègre dans la valeur des biens les externalités négatives mais également leur apport social et environnemental. La consommation est plutôt tournée sur l'usage que sur la propriété.

Ainsi, la société a choisi de redonner du sens aux échanges à toutes les échelles. Cela passe notamment par le développement des monnaies locales complémentaires qui sont un vecteur d'entraînement qui favorise les producteurs locaux, au sens large. Il ne s'agit pas d'une logique de local contre le reste du monde, mais de local et de complémentarité, dans un esprit de coopération toujours. Les coopératives de consommateurs et les supermarchés coopératifs deviennent la norme.

Apprendre et coopérer tout au long de la vie et reprendre le temps au temps

En 2045 la société a décidé de réinterroger les concepts d'évaluation des connaissances et des compétences, en pensant plus au cheminement pour réussir qu'à la réussite finale. Cela amène à mettre l'apprenant au centre des apprentissages, dans une logique de coopérations pour mobiliser des compétences collectives. Apprendre à coopérer est donc devenu un enjeu d'apprentissage à part entière.

L'innovation et l'investissement dans le service public de l'éducation lui permettent d'être porteur de pédagogie et de parcours universitaires innovants, et une plus grande liberté pédagogique est laissée à l'enseignant qui se positionne au niveau de l'enfant et non plus face aux attentes de l'administration. Repenser la pédagogie et le rapport à l'école a amené les parents à s'impliquer davantage, et donc à remettre l'école au centre de la société. L'école n'est plus le facteur de première ou de deuxième chance, mais bien d'opportunités tout au long de la vie, dans une logique de société apprenante qui se développe. En effet, au-delà des évolutions réalisées dans les cursus

de formation initiale, c'est l'apprentissage tout au long de la vie qui caractérise le parcours apprenant. Il y a par ailleurs une généralisation de la période de césure durant ou après les études et avant de se lancer sur le marché du travail, avec notamment des expériences de vie à l'étranger.

Suivant cette même logique où le cheminement prime sur la finalité, les citoyens mettent en avant la réussite de leur vie sous de multiples facettes plutôt que la réussite de leur carrière. Le concept de démocratie sociale est au cœur de l'entreprise pour redonner du sens et de la désirabilité au travail. Les jeunes en 2045 boudent les contrats longs et les temps pleins et préfèrent avoir plusieurs cartes en main. La dominante de la motivation intrinsèque du travail est l'intérêt. Et la logique de satisfaction des aspirations personnelles au travail se traduit par le fort développement de l'apprentissage continu et collectif, dans l'esprit du compagnonnage.

Le travail, ainsi que les lieux du travail (qui sont de moins en moins figés) se retrouvent donc transformés avec le souci marqué chez les jeunes de ne pas reproduire les mêmes comportements que leurs parents et grands-parents, notamment concernant la maîtrise de leurs différents « temps de vie ».

La féminisation progressive de certains métiers est un facteur clé dans cette évolution vers un meilleur équilibre entre temps de travail et temps personnel. Là où les revendications des hommes ont longtemps été portées sur la rémunération, les revendications des femmes, notamment les jeunes, sont plus centrées sur la qualité de vie globale en lien avec le travail.

Les inégalités générationnelles autrefois prédominantes dans le rapport au travail s'amenuisent au détriment d'un renforcement des solidarités intergénérationnelles.

Enfin, face aux problématiques rencontrées par ceux et celles qui « subissent » plutôt qu'ils ou elles ne choisissent leur vie, et notamment leur emploi, la société a évolué pour proposer une approche par champs de compétences se complétant les uns les autres, et dont la maîtrise est évolutive en fonction de l'expérience et de la formation tout au long de la vie. Les hiérarchies entre diplômés y perdent de leur importance, car en complément les savoirs et les savoir-faire sont à tous niveaux reconnus pour leur utilité économique et sociale. Ces champs de compétences se construisent de manière plus inclusive, en prenant en compte les qualités et aspirations des individus, et l'enseignement dit « supérieur » n'est plus réservé à certains cursus liés à un niveau d'étude général mais s'ouvre à toutes et tous ».

Toutes ces évolutions permettent à la société de vivre dans un contexte où les générations ne sont plus en compétition mais en coopération. En réinventant le rapport au travail (et au temps de travail), ainsi que son utilité sociale, la société repense le rapport aux retraites (et aux retraités), et les engagements associatifs ou communautaires sont mieux valorisés et intégrés. Il devient possible de mieux favoriser les transferts de compétences et de savoirs intergénérationnels. Finalement, c'est l'émergence de nouvelles solidarités qui s'opère dans une logique de vivre ensemble qui englobe l'intergénérationnel, jusque dans le développement des habitats partagés notamment.

III. Points d'alerte au regard des évolutions imaginées

Comme cela a été précisé auparavant, les trois scénarios proposés par la Section ont pour objectif d'éclairer sur des futurs possibles et de susciter le débat. Ainsi, dans cette dernière partie, la Section va proposer son analyse sur ce que nous « disent » les scénarios. Quels sont les risques ou au contraire les opportunités, qu'est-ce qui est déjà en germe dans la société, et quels recommandations ou points d'alerte pouvons-nous formuler pour prendre le chemin des futurs souhaitables plutôt que des avenir sombres ? Il s'agit ici de proposer une invitation à la réflexion qui s'articule autour des grandes thématiques déjà développées en amont de ce rapport. Cette partie n'a donc pas vocation à apporter des réponses immédiates aux attentes des jeunes actuels, ni même à répondre aux aspirations spécifiques supposées des jeunes de 2045.

Si d'un point de vue méthodologique ces points d'alerte ont été proposés en miroir à la trame structurant les scénarios, il est essentiel de comprendre que cette dernière partie et les questionnements qui sont posés, le sont fondamentalement en réponse à ce que les jeunes nous disent aujourd'hui.

Dans cette partie, un code couleur est utilisé qui répond à la logique suivante :

- Quels sont les risques pour la société en 2045 que l'on peut anticiper à la lecture des différents scénarios ?
- Qu'est-ce qui est d'ores et déjà en germe et qui peut laisser craindre que les risques évoqués se matérialisent ?
- Quelles sont les alertes et recommandations que ce rapport souhaite mettre en avant, pour ne pas laisser se développer les éléments négatifs et se prémunir des risques afférents ?

Les territoires

Les différents scénarios laissent apparaître un certain nombre de risques, plus ou moins prononcés, sur l'évolution de nos territoires et des rapports que la société entretient avec eux.

Ainsi, à l'horizon 2045, et suivant les trajectoires qui seront prises collectivement et individuellement, il existe un risque de voir la compétition territoriale s'exacerber, le morcellement et la ségrégation territoriale se renforcer. Cela pourrait s'accompagner d'un désengagement quasi définitif des services publics et services rendus au public sur certains territoires. Tout cela affecterait profondément le vivre ensemble et notre capacité à faire société, et se traduirait par un renforcement des isolements, qu'ils soient collectifs (et territoriaux) ou individuels, avec le développement des habitats sécurisés et fermés. À l'inverse, une politique d'aménagement des territoires fondée sur une rationalisation poussée à l'extrême et l'exploitation des « avantages comparatifs » pourraient aboutir à une uniformisation et à l'absence de prise en compte de leur diversité et des gens qui y vivent. C'est également à terme le risque d'un glissement vers une atteinte à la liberté de vivre et de travailler où on le souhaite.

Enfin, il peut exister un risque d'accroître l'isolement et le repli territorial, mais surtout la dépendance des territoires, que ce soit une dépendance vis-à-vis de biens de consommation (dont le territoire a besoin, ou que le territoire a besoin d'exporter) ou également vis-à-vis d'acteurs locaux dont la disparition serait préjudiciable aux dynamiques de terrain.

Si ces risques restent spéculatifs, ils tirent leurs racines de germes déjà bien présents aujourd'hui. Pour les jeunes, leur attachement au territoire est fortement interrogé par une immersion de plus en plus massive dans un univers et des pratiques numériques qui peuvent escamoter leur relation effective au territoire et ses enjeux.

Ainsi, l'organisation de la gouvernance territoriale et ses effets ne sont le plus souvent pas soumis à évaluation, ni adaptés à la diversité des territoires, et posent question (notamment la manière très « prescriptive » avec laquelle la gouvernance est mise en œuvre). Plus que le principe de planification, c'est la centralisation du pouvoir qui porte les germes d'un risque. On parle d'ailleurs aujourd'hui plus souvent de « Grands projets » décidés et/ou soutenus par l'Etat que de planification territoriale. La conception « utilitariste » des territoires « marchandisés » est également dans l'air du temps.

Deux dérives sont pointées par les scénarios : d'un côté, celle de « l'hypercentralisation », de l'autre celle du morcellement.

Plus largement, le risque majeur naît de l'absence d'espoir dans le discours politique, de vision commune, ce qui accentue le délitement du vivre ensemble.

Ainsi, il y a un certain nombre de recommandations que ce rapport souhaite mettre en avant, pour ne pas laisser se développer les éléments négatifs et se prémunir des risques cités ci-dessus.

- Il apparaît donc essentiel d'être vigilant face aux dérives pour que la gouvernance territoriale ne glisse pas vers une planification trop autoritaire et arbitraire. Il y a un besoin d'évaluation permanente et une demande de contractualisation qui respecte la complexité et la créativité des territoires et de leurs habitants.
- La gouvernance territoriale doit en outre s'adapter aux projets à géométries variables, et ne pas être forcément collée aux frontières administratives des territoires.
- Il convient ainsi d'être plus attentif au territoire vécu, plutôt qu'au territoire administratif.
- La gouvernance et les domaines de compétences, notamment au niveau des intercommunalités, méritent d'être clarifiés auprès des citoyens et plus particulièrement auprès des jeunes qui s'en déclarent éloignés.
- Par ailleurs, il faut sortir de la logique prévalente de « métropolisation » et aller vers plus de coopération territoriale, favoriser les effets d'entraînement coopératif et renforcer les possibilités de mobilités entre les territoires.
- La puissance publique doit proposer des leviers pour assurer un équilibre entre les territoires et ne pas les isoler ou les ségréger. Mais également permettre que les richesses produites par et dans les territoires leur bénéficient dans une logique de solidarité (et donc assurer une meilleure redistribution de ces richesses à l'intérieur des territoires, mais aussi entre eux, dans des logiques de coopération).
- D'un point de vue plus opérationnel, il faut renforcer le soutien aux initiatives citoyennes, aux dynamiques de territoires et d'innovation dans la coopération.
- Développer les structures de coopération implique de travailler également sur les fonctions d'animation qu'il faut financer, et former sur ces métiers parfois nouveaux.
- Enfin, il faut explorer et innover dans les mécanismes de redistribution des richesses. La puissance publique peut en ce sens utiliser des leviers tels que l'éco-socio-conditionnalité des aides.

Etat, services publics et gouvernance

Les différents scénarios proposés laissent entrevoir des risques sur l'évolution à terme du « politique » qui pourrait s'effacer au-delà du cadre démocratique et républicain au bénéfice des « expert.es », mais également d'une augmentation des atteintes aux libertés et droits humains. Sans respect de l'équilibre nécessaire entre politique et expertise, cette dernière, pourtant éminemment nécessaire, pourrait donc se retrouver stigmatisée et instrumentalisée par des populismes qui s'en nourrieraient pour imposer leur idéologie. Ou à l'inverse elle pourrait prendre le pouvoir, sans légitimité ni mandat. Un glissement vers un régime autoritaire pourrait surgir de ces deux dérives.

La corruption pourrait également se développer, chez les plus précaires pour survivre, et chez les plus puissants pour maintenir en place leurs avantages. Cela entraînerait une montée en puissance des violences.

Le désengagement généralisé de l'État, l'abandon de responsabilité et la marchandisation continue menant à une sous-traitance généralisée des services pourraient s'imposer dans des proportions que l'on n'imagine pas aujourd'hui. A terme, l'impôt pourrait finir par être remplacé par des « contributions » et l'économie informelle serait alors de plus en plus prégnante.

Il existe en germe à tous ces risques une tendance à la multiplication des « Agences » ou des Partenariats Publics Privés dans la lignée du « New Public Management » (qui nie ou minimise toute différence de nature entre « secteur public/gestion publique » et « secteur privé/gestion privée ») et qui viennent souvent en doublon et comme une externalisation purement marchande des services au public. Une conséquence est la non adaptation des services publics aux usagers.

Les inégalités territoriales s'accroissent par ailleurs, amplifiées par un pouvoir descendant, prescriptif, couvert par le vernis de l'expertise, et trop rarement partenaire. C'est la « consultation » plutôt que la coopération.

Il existe enfin une difficulté à concilier les discours de liberté et d'égalité, l'un devant toujours se faire au détriment de l'autre, trait caractéristique d'une approche que certains diront néolibérale.

Ainsi, la Section Veille et Prospective du CESER souhaite mettre en avant les recommandations et points de vigilance suivants.

- Il ne faut pas tomber dans une « gouvernance des experts » mais mettre les expertises au service du politique et des citoyens. Les expertises sont plurielles (d'usage, académique, de compétence...) et doivent être mises en dialogue sans hiérarchiser *a priori* leur légitimité à s'exprimer.
- Le rôle de l'État reste à clarifier. La déconcentration semble avoir pris le pas sur une véritable décentralisation.
- Ainsi, l'État doit revenir au service des territoires et pas l'inverse. Il devrait également se recentrer sur le maintien des « grands services publics » tout en restant vigilant sur leur risque de bureaucratisation.
- Favoriser la solidarité entre les territoires, organiser les possibilités de transfert, retrouver une autonomie financière des territoires (péréquation, fiscalité) sont autant d'approches à suivre.
- Face à une concurrence territoriale pour les ressources qui semble se profiler à l'avenir, il est essentiel d'outiller des acteurs dans le champ de la médiation territoriale afin de rendre plus concrets et efficaces l'animation territoriale et les processus territoriaux de coopération. Il faut donc renforcer les acteurs, les métiers, plus promouvoir l'innovation

sociale et la R&D (recherche et développement) dans ces domaines. Ainsi de nouveaux métiers tels que « spécialiste en gestion de Communs » doivent être imaginés et appuyés dans leur développement et déploiement.

- De manière plus large, l'État pourrait se muer en « République coopérative ». Mais pour cela il convient de développer une réelle culture de la coopération, former, développer un cadre juridique, apprendre à coopérer également au sein des entreprises et entre elles. La coopération doit être enseignée de manière multi-scalaire (pour intégrer les fonctions, les métiers, les process) et se faire au bénéfice des territoires en développant une force d'ingénierie.

La démocratie

Comme évoqué précédemment, il y a des risques réels de voir notre société se tourner vers une démocratie illibérale. Le politique se viderait de sa substance et on entrerait dans une ère de « consommation » de la politique. Il existe également un risque réel de basculer vers un régime autoritaire poussé par la « tentation du chef ».

Quoi qu'il en soit, la pratique démocratique pourrait à terme ne plus être qu'un faux semblant de façade, rongée par une sclérose du système qui devient alors dégénératif.

On observe déjà les germes potentiels d'une « dictature des experts ». Par exemple lors de la période COVID où les décisions étaient dictées non plus par le politique tirant sa légitimité des urnes, mais par le Conseil de Défense.

Les autres signes sont connus et nombreux : illisibilité d'un système qui devient incompréhensible, sentiment d'absence totale de redevabilité, et abstention massive.

Une cause du désintérêt grandissant de la politique est aussi liée à la perte de confiance dans les dirigeants. Ainsi, lorsqu'une Convention citoyenne est mise en place, les effets positifs de l'initiative semblent vite gâchés par le sentiment que la démarche manquait de sincérité, n'était pas faite pour aller au bout.

La démocratie semble aujourd'hui être à une croisée des chemins, face à des risques réels, mais également face à une aspiration au nouveau puissant. Si le tournant illibéral ou totalement autoritaire est à redouter (il est pour cela essentiel de ne pas s'enfermer dans un état d'urgence ou état d'exception, qui devient permanent), l'option du statu quo ne semble pas trouver de place dans nos scénarios. Il apparaît donc comme d'autant plus important d'œuvrer dès à présent à reconstruire la démocratie et le lien qu'elle entretient avec les citoyens.

- Sans doute sera-t-il nécessaire de construire une nouvelle représentativité qui s'éloigne de la figure présidentielle et de la personnification omniprésente pour s'appuyer sur le collectif.
- Un certain nombre de mécanismes permettant d'aller vers plus de démocratie participative sont connus et méritent d'être soutenus. Les budgets participatifs et les conventions citoyennes ont été cités comme pouvant engendrer une forme de défiance alors qu'il s'agit intrinsèquement de mécanismes pouvant être vertueux lorsqu'ils sont mis en place avec sincérité. Le tirage au sort a prouvé ses vertus notamment dans le cadre de la convention citoyenne, mais est également expérimenté avec succès par des structures telles que le CESE.

- Il est essentiel de susciter, éduquer à la citoyenneté. L'information devrait être un outil pour l'exercice de la citoyenneté, du débat permanent. Le développement des participations de proximité également.
- La Section souhaite souligner que dans un Avis intitulé « *Engagement et participation démocratique des jeunes* » et adopté en Mars 2022 par le CESE, un certain nombre de préconisations concrètes ont été formulées visant à « réinventer la démocratie » et favoriser l'engagement des jeunes et leur participation aux élections et à la vie démocratique. Sans rentrer dans le détail des préconisations, elles portent sur les grandes thématiques suivantes :
 - ✓ Renforcer l'apprentissage de la démocratie dès le plus jeune âge
 - ✓ Mettre les jeunes au centre des politiques publiques qui les concernent
 - ✓ Faciliter les modalités d'inscription sur liste électorale et encourager le déplacement aux urnes
 - ✓ Revitaliser la pratique de la démocratie, la redevabilité de la part des élues et élus et le renouvellement des instances politiques, pour renouer la confiance

L'éducation

Les enjeux sur l'éducation qui ressortent de ces scénarios sont considérables. À la hauteur des risques potentiels pour l'avenir. À terme, le risque est qu'une logique « adéquationniste » s'applique au détriment d'une formation générale et provoque un appauvrissement intellectuel et une perte de liberté. Cela aurait pour conséquence une augmentation des inégalités et une forme de « ghettoïsation », de ségrégation territoriale de l'enseignement.

Il y a en outre un risque réel de voir une génération entière sombrer dans l'aigreur, car armée de diplômés qui ne vaudraient plus rien.

Aujourd'hui, les besoins en termes d'éducation semblent de plus en plus déterminés et réadaptés en fonction des besoins de l'emploi. Les enjeux de l'éducation ne se résument pas à l'acquisition de connaissances et de compétences nécessaires à l'exercice d'une activité professionnelle. On a ainsi le sentiment d'être dans des ajustements à retardement et non par anticipation. L'éducation est en retard notamment car elle cherche à répondre à une conception du travail trop centrée sur la production de richesses et de PIB. La logique adéquationniste nous amène à confondre travail et emploi, et cela se ressent sur la conception de l'éducation. En outre, elle n'a pas fait preuve de sa pertinence et de son efficacité.

S'exprime une crainte tangible de disparation d'un réel projet collectif éducatif. Certains pointent un désengagement de l'Etat et une mauvaise gestion, avec des moyens financiers existants mais mal utilisés, voire une compétition inégale, aussi bien d'une partie du privé subventionné que de certains établissements publics particulièrement élitistes et privilégiés ; mais aussi une concurrence entre les territoires.

L'ultra compétition imposée aux jeunes pour pouvoir se former après le bac est exacerbée par des dispositifs comme ParcoursSup.

- La première des priorités est de redonner les moyens à l'Éducation Nationale de fonctionner, d'être dans une logique réelle d'éducation et pas seulement d'enseignement.
- Il faut en outre repenser les parcours de vie à travers la formation ainsi que les rapports travail/emploi. Il faut également ne pas tomber dans l'utilitarisme et la pseudo-rationalité

de l'adéquationnisme. Par ailleurs, il est essentiel de veiller à proposer une formation qui ne réponde pas qu'aux logiques du marché.

- Un autre enjeu est la formation à la coopération dans les programmes, le développement d'une nouvelle pédagogie, d'un service public de la formation avec une gouvernance partagée.
- De manière générale, il est nécessaire de donner les moyens aux jeunes de s'émanciper en étant outillés pour comprendre le monde : cela passe par une mission d'éducation à l'égalité, aux discriminations, aux grands enjeux du numérique, de la coopération, de l'environnement.

Parcours de vie, travail et engagements

Il existe à travers les différents scénarios un risque de déshumanisation, au propre comme au figuré, si l'on pousse trop loin la seule logique utilitariste du travail et du « travailleur ». Le remplacement de l'humain par les machines et les robots ne serait pas fondamentalement une menace mais oblige à se poser la question du sens et de la place accordés à l'être humain.

De manière générale, il risquerait d'y avoir à terme trop de perdants du système et donc une augmentation de la violence. Il faut y ajouter la possibilité d'une baisse de la population (baisse de la natalité, espérance de vie qui n'augmente plus), conjuguée à une augmentation des inégalités dans la vieillesse et à la banalisation des questionnements sur l'utilité des « vieux », non productifs, donc inutiles. De manière générale, la question de la productivité humaine serait interrogée : quand la production matérielle sera assurée par les machines et la production intellectuelle par les intelligences artificielles, quelle répartition de la valeur créée et des richesses verra-t-on s'opérer ? Et surtout quelle part reviendra encore aux humains ?

Par ailleurs, la baisse de l'engagement collectif ou individuel de manière généralisée risquerait de mener à une prolifération des « sectes » et structures de charité, qui constitueraient le dernier vernis de ce qui « fait société ».

Les germes sont déjà particulièrement nombreux. Le travail est aujourd'hui de plus en plus considéré comme une « variable » et non plus une valeur, sentiment renforcé par le délitement des collectifs de travail consécutif à des modalités de management individualisées (salaires, horaires...) et à l'essor du télétravail, sans parler des effets générés par les « bullshits jobs ».

Les aspirations des jeunes à la solidarité se confrontent la réalité sociale. Cela pousse certains à une fuite en avant et au chacun pour soi, encouragé par les discours et politiques néo-libéraux. Il y a une individualisation à outrance, y compris des plus faibles.

Les inégalités et les discriminations augmentent, d'autant plus vite que le monde du travail reste trop souvent dans une logique de maximisation du profit.

Concernant le vieillissement et la possibilité d'une baisse de la population évoqués dans certains scénarios, il faut constater que d'ores et déjà l'espérance de vie en bonne santé diminue, tout comme la natalité.

Enfin, si l'engagement ne revêt aujourd'hui pas les mêmes formes qu'hier, les prémices d'une société désabusée et donc non mobilisée existent. D'autant que si les excès d'autorité peuvent susciter l'engagement voire la contestation en réaction, ils peuvent aussi fortement les dissuader.

Il existe a contrario des signes encourageants sur lesquels la Section considère qu'il sera possible de s'appuyer à l'avenir. Concernant l'emploi, les expériences innovantes se multiplient et l'ESS démontre qu'une économie différente, à gouvernance plus démocratique et tout aussi rentable est possible. Quant à l'engagement, il revêt de nouvelles formes mais ne faiblit pas et est porté par des aspirations fortes.

Ainsi, aussi bien sur les questions d'évolution du travail et de l'emploi, du rapport intergénérationnel ou de nos manières de nous engager, la Section a de nombreuses pistes de réflexion à poser.

- Penser la prospective sur les métiers de demain de manière décloisonnée en n'enfermant pas les parcours de vie et d'apprentissages. Cela nécessite de plus penser par champs de *compétences* et de sortir des logiques comptables. Il est également nécessaire d'aller vers des savoir-faire transférables selon les métiers pour mieux favoriser les transitions. Une vigilance plus grande est nécessaire quant aux situations de personnes qui ne rentrent pas dans les algorithmes.
- Repenser le travail en termes de construction sociale et de pratique sociale, mais aussi de manière plus large le rapport au temps et à la rémunération, qui structure aujourd'hui la différence entre travail et emploi. L'utilité sociale revient au cœur du travail.
- La question de l'éthique du travail, et au travail, devient de plus en plus centrale, tout comme la quête de sens et le désir de retourner vers le « faire ». Cela nécessite que la formation dépasse la connaissance stricte d'un métier et permette une réelle capacité d'adaptation qui doit, elle-même, faire l'objet d'un enseignement. Cette trajectoire n'apparaît pas compatible avec une économie financiarisée dont le caractère spéculatif ne cherche pas à produire du sens et/ou de l'utilité, mais à accumuler de l'excédent financier.
- Des expériences d'innovations sociales existent et doivent être encouragées, notamment dans les domaines de l'économie de la fonctionnalité, de l'usage et non plus de la propriété. Il faut en outre développer la participation des salariés, valoriser et rémunérer les différentes formes de « travail » de contribution sociale et sociétale des personnes.
- La mécanisation, comme les intelligences artificielles peuvent aussi être des avantages, permettant une certaine efficacité et l'abandon des tâches difficiles, répétitives.
- Par ailleurs, il faut « actualiser » nos représentations de l'engagement, notre compréhension des nouvelles formes d'engagement. Elles doivent être repensées en même temps que notre rapport au travail (et à l'emploi) mais aussi dans une logique de coopérations intergénérationnelles. Il faut dans cette optique promouvoir des logiques d'accompagnement, de « transmetteurs », notamment les approches transgénérationnelles, dans une logique d'utilité sociale qui vient s'opposer à l'utilité financière et rentable.
- La reconnaissance financière des compétences et des actions sur (pour) le territoire doit être pensée de manière innovante et à travers l'expérimentation (revenu universel par exemple ?)
- De manière générale, la capacité à entrer dans l'engagement, sous toutes ses formes et sans préalable, doit être renforcée.

La consommation et la production

Les risques qui ressortent des différents scénarios sont tous à prendre en considération à l'aune d'un futur où les ressources, notamment énergétiques diminueront, et dans un contexte de changement climatique. Un risque évident est que la consommation deviendrait un facteur d'augmentation des inégalités plus encore qu'il ne l'est déjà, entraînant une véritable ségrégation liée à la finitude des ressources. Une sobriété subie et encadrée par des quotas de consommations pourrait se développer. Un système trop rigide pourrait conduire à des dérives (marché noir par exemple) et à une profonde inéquité.

Un autre risque est celui de la généralisation des ersatz³⁸ pour parer à la rareté des produits disponibles. Cela pourrait entraîner une dépendance sans plaisir, la fin d'une relation épicurienne à la consommation, et accélérer la frustration et la ségrégation dans la consommation.

Il apparaît que toutes les germes existent déjà aujourd'hui ce qui rend chacun de ces risques particulièrement crédibles. Ainsi une gestion autoritaire des comportements apparaît déjà comme pouvant être une solution efficace aux yeux de certain.es, en termes d'injonction à la sobriété nécessaire dans un monde où les ressources sont limitées.

- Il y a donc une réelle nécessité d'éduquer à l'environnement et à la sobriété, de manière beaucoup plus organisée et systématisée. Le développement durable inclut de penser à « produire autrement » sans laisser peser la seule responsabilité à la consommation.
- Cette éducation visera aussi à se poser la question d'un bonheur qui ne passe pas par la satisfaction liée à la consommation. A-t-on réellement besoin de tout ce qui nous est proposé aujourd'hui ?
- Par ailleurs, il est prévu que l'empreinte carbone du numérique soit multipliée par trois d'ici 2050 : la sobriété numérique devient un enjeu majeur et nécessite une forte ambition pour réguler notre société et nos modes de production et de consommation.

Rapport au monde et aux autres

Ces scénarios illustrent le risque d'une augmentation massive des inégalités (notamment entre celles et ceux qui hériteront et les autres), d'un morcellement en tribus avec un risque ultime de confrontation généralisée. L'augmentation des incivilités et la montée en tension permanente sont des possibilités, ainsi que la volonté de fuir son territoire pour celles et ceux qui n'y trouveront plus les conditions requises d'y rester.

La violence et le morcellement seraient alimentés par une insécurité et une surmédiation de la violence jusqu'à rendre la société paranoïaque. Combiné au désengagement de la puissance publique, il existe un risque de voir se développer les milices citoyennes, l'organisation de communautés gérées avec une vidéo-surveillance généralisée.

Il existe aussi le risque d'un trop fort repli, y compris pour des raisons avancées comme étant vertueuses (le changement climatique) qui conduit à vivre en vase clos. À force de ne plus voyager, on finirait par ne connaître le reste du monde qu'à travers des représentations voire des stéréotypes. Cela alimenterait le risque d'être victime d'une information orientée, imposant une forme de pensée unique.

³⁸ L'ersatz, un « sous-équivalent », souvent considéré de moindre qualité, d'un système ou d'un produit considéré. Il s'agit d'un substitut parfois peu, voire pas du tout, efficace ou d'un sujet dénaturé peu convaincant.

Tout cela peut déjà se nourrir d'un profond corporatisme et d'une forte intolérance aux autres, conduisant les communautés à se replier sur elles-mêmes.

- Il apparaît essentiel de partager un nouvel imaginaire collectif. La société a besoin de récits positifs et de ne plus vivre dans le diktat des peurs.
- Il faut lutter contre la tribalisation en recréant des liens de communauté. Cela nécessite notamment de relier la République aux « communs ».
- Il est nécessaire de considérer les possibilités de « voyager autrement ». Cela ne veut pas dire ne plus voyager (ou dans son expression la plus « radicale » ne plus prendre l'avion) mais plutôt sortir d'une logique de consommation frénétique du voyage pour le relier à la liberté, la libre circulation, la promotion d'un monde plus ouvert. En ce sens, il apparaît aussi pertinent de renforcer les coopérations et les solidarités internationales (et infranationales) car elles apportent cette ouverture sur le monde et donnent du sens au voyage.
- Le voyage c'est aussi le compagnonnage, et la découverte peut être au coin de la rue. Il faut transformer les imaginaires et valoriser les richesses et la « diversité proche ».

Le numérique

Le numérique, en révolutionnant notre quotidien, présente d'innombrables bienfaits qui transforment notre manière de vivre, d'apprendre et de travailler.

Il existe cependant un risque de fractionnement de la société, en amplification des autres facteurs de morcellement déjà évoqués ci-avant. Ce fractionnement pourrait aussi être géographique ou financier, suivant les possibilités d'accès aux technologies. Il y aurait également la possibilité de voir se développer une relation illusoire au monde, par le biais des technologies numériques, chez une partie de la population, voire une déconnexion du monde réel.

La question de la construction de « l'individu hyperconnecté » soulève également certaines inquiétudes, plus liées à l'inconnu total que cela représente qu'à des éléments concrets. La place de plus en plus grande des « intelligences artificielles », des agents conversationnels (chatbot) de plus en plus intrusifs (comme par exemple My AI pour Snapchat) doit amener à la plus grande vigilance quant aux interactions possibles avec les jeunes.

On observe un recours de plus en plus fort au numérique et une exclusion d'ores et déjà d'une partie de la population. À l'inverse, il existe également une plus forte capacité à se connecter au reste du monde, y compris en vivant dans un territoire isolé.

La virtualisation grandissante de la société est en marche, tout comme l'interdépendance entre le rapport au monde et le rapport aux technologies numériques.

Par ailleurs, aujourd'hui, les « Big Tech » (ex GAFAM), ne laissent la place ni à l'éthique ni au modèle du « libre » dont elles se servent pour favoriser leurs propres intérêts.

Face à ces risques, la Section souhaite mettre en avant les pistes et réflexions suivantes.

- Il convient de développer des « communs numériques » permettant un accès équitable pour les jeunes générations aux ressources éducatives, culturelles et technologiques.

- Des mécanismes de protection de la jeunesse face au numérique doivent être favorisés. L'éducation à la prévention face aux réseaux sociaux doit être renforcée. Il s'agit d'éducation à la pensée critique.
- Il est essentiel de ne pas laisser les jeunes s'isoler. Le réseau de Tiers-Lieux en Nouvelle-Aquitaine pourrait être un relais intéressant pour sensibiliser et éduquer la jeunesse au numérique mais également repenser les usages, qu'ils soient individuels ou collectifs (en tant que « société co-construisante »).
- Le numérique constitue une nouvelle dimension de notre condition humaine et à ce titre il doit être gouverné et régulé pour éviter toute fuite en avant.
- Enfin, il est essentiel de se demander comment créer un « code de la route numérique » et réussir à faire la distinction entre espace privé et public, deux espaces qui peuvent difficilement être séparés d'un point de vue pratique.

Conclusion

Comme cela a été précisé au long du rapport, le présent document ne cherche pas à prédire l'avenir. Une société morcelée, des inégalités en augmentation exponentielle, une ségrégation territoriale ou selon la classe sociale, une violence accrue, un pouvoir autoritaire réclamé par une partie du peuple, voire un effacement du politique au bénéfice des algorithmes... Mais aussi une république coopérative, de nouvelles solidarités inventées, des compétences transposables dans une société apprenante en constante adaptation... Ce qui peut apparaître comme un scénario « souhaitable » pour certain.es peut ne pas l'être pour d'autres. Néanmoins, il ressort de chaque scénario qu'il existe aujourd'hui les germes pour sombrer dans une direction ou avancer positivement dans une autre. La Section retient l'importance fondamentale d'approfondir à l'avenir et dès aujourd'hui les enjeux d'éducation, de coopération et de solidarités, d'évolution vers une « société des communs ».

Les aspirations des jeunes d'aujourd'hui, qu'elles interrogent leur rapport au territoire, à la démocratie, à l'altérité, à l'engagement, nous permettent d'imaginer une multitude de futurs possibles. Dans ce rapport, la Section a fait le choix de se limiter à l'exploration de trois sociétés « probables » (dont la probabilité d'advenir existe, sous certaines conditions) à l'horizon d'une génération (2045). La matière accumulée et présentée de manière synthétique dans la première partie était pourtant suffisamment riche pour permettre l'écriture d'autres scénarios. Les lignes de crête sont souvent minces et lorsque l'on s'engage sur un chemin, les facteurs d'influence qui peuvent nous faire avancer dans une direction ou une autre, sont trop nombreux pour pouvoir tous les intégrer. Le choix de la Section Veille et Prospective de se limiter à trois scénarios répond avant tout au désir de proposer des futurs qui soient pleinement « radicaux » dans leur approche et les thématiques explorées.

En ce sens, les questions et points d'alerte soulevés n'en sont que plus saillants et les membres de la Section espèrent que cette démarche se fera au bénéfice du débat.

Enfin, pour illustrer ce travail de prospective autant que pour apporter encore plus de matière au débat, la Section propose à travers un document complémentaire (disponible en version papier et sur le site internet du CESER de Nouvelle-Aquitaine) une compilation de textes, récits-fictions, inspirés de nos scénarios. Ces textes ont été réalisés par des membres de la Section, et par des étudiant.es de l'Université Bordeaux Montaigne, dont le regard « jeune » en forme d'introspection donne un écho particulièrement intéressant aux scénarios de la Section. L'intégralité des entretiens réalisés avec les jeunes auditionnés, dont la parole libre et riche a nourri l'écriture de ce rapport, est également retranscrite dans ce document.

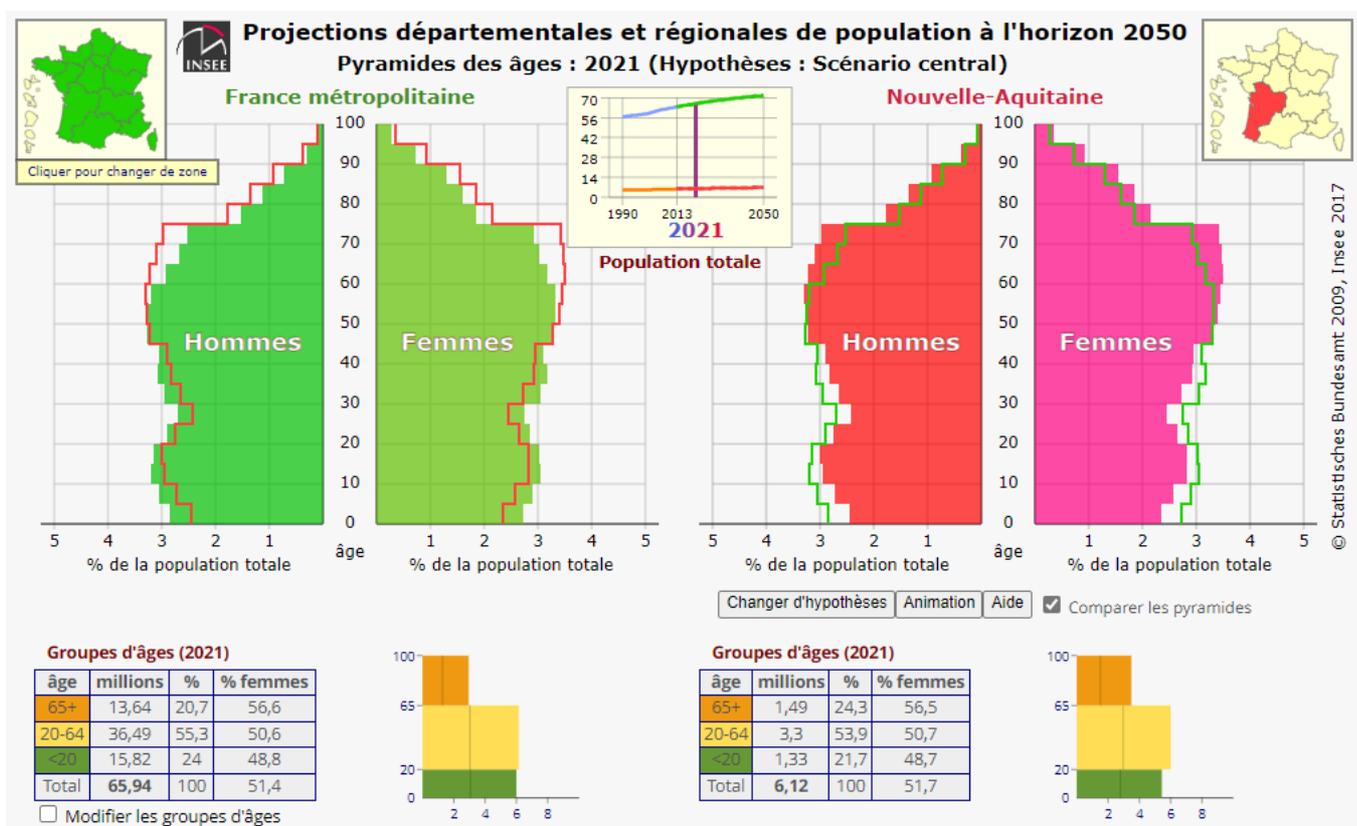
ANNEXES

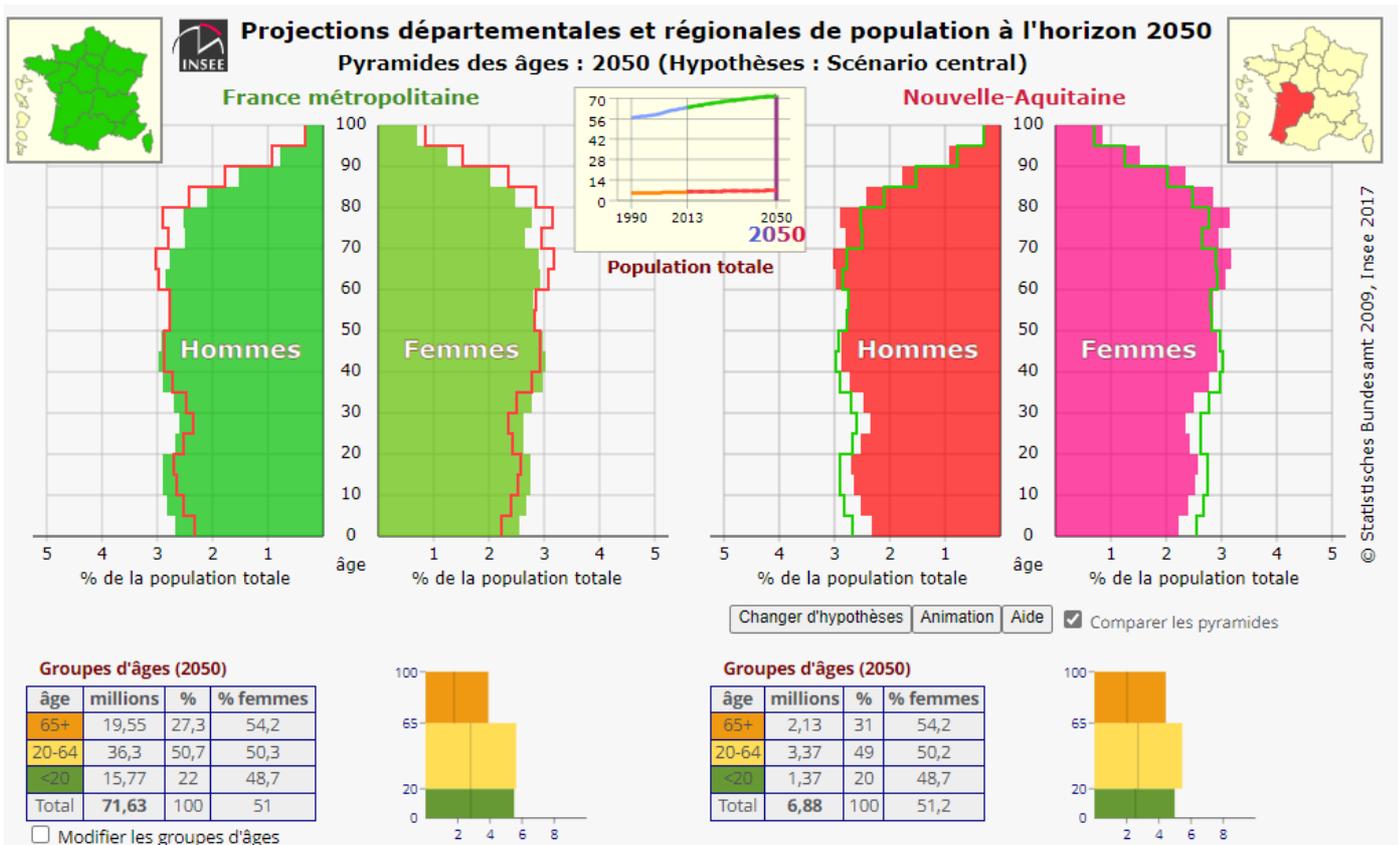
Annexe 1 : Panorama de la jeunesse de Nouvelle-Aquitaine selon l'INSEE

Cadragé démographique

- On observe en Nouvelle-Aquitaine une diminution du nombre de jeunes depuis 30 ans.
- La région compte seulement 16% de 15-29 ans.

Les pyramides des âges réalisées par l'INSEE montrent très clairement un vieillissement de la population à l'horizon 2050





insee.fr/fr/statistiques/2418126?p1=RFM&p2=R75&annee=2050

- Ils sont répartis au niveau géographique dans les villes et les grandes métropoles, mais pas de manière uniforme.
- L'INSEE projette, dans le cadre de son scénario central, une hausse du nombre de jeunes jusqu'en 2030, puis une stagnation à tendance baissière jusqu'en 2050. Ces tendances sont semblables aux moyennes nationales.
- Par ailleurs selon le type de scénario retenu (3 scénario proposé par l'INSEE), les écarts observables en 2050 peuvent être très importants.
- Les projections démographiques à l'échelle européenne montrent qu'il s'agit d'un phénomène global et typique de notre continent (en comparaison avec les projections en Afrique par exemple, qui prévoient un rajeunissement de la population).

Éducation et emploi

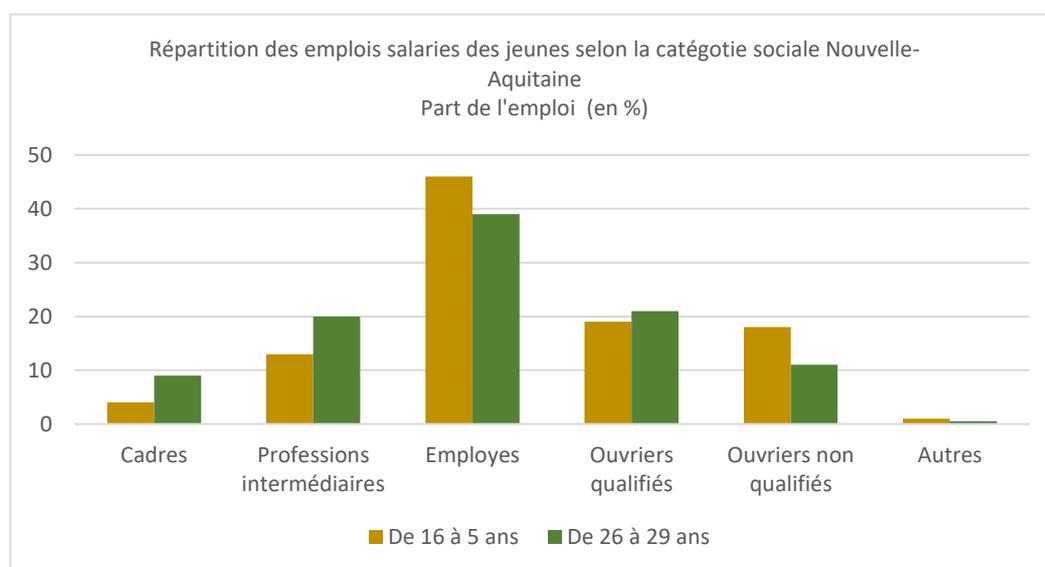
- Quelle que soit la tranche d'âge, le taux de chômage n'atteint jamais 20% chez les jeunes.
- La catégorie « autres inactifs » ne cesse d'augmenter pour atteindre 8% chez les 29 ans. Il s'agit des jeunes qui ne sont pas en emploi, ni en formation, ni au chômage.

Répartition des jeunes par type d'activité (%)

	Nouvelle-Aquitaine			France métropolitaine		
	15-19 ans	20-24 ans	25-29 ans	15-19 ans	20-24 ans	25-29 ans
Au chômage	6,5	19,0	17,0	6,3	18,3	16,3
En emploi exclusivement	3,2	37,9	69,6	3,0	35,7	69,0
En contrat d'apprentissage	7,0	5,8	1,1	6,1	6,3	1,2
En cumul emploi études	1,9	5,8	2,6	2,0	6,7	3,0
En étude	77,7	26,0	3,0	78,9	27,0	3,0
Autres inactifs	3,7	5,6	6,7	3,7	6,0	7,5
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source INSEE, recensement de population 2015

- Le taux de poursuite d'étude après le bac en Nouvelle-Aquitaine est le deuxième plus faible de France.
- Par ailleurs, on constate que l'offre d'enseignement supérieur est concentrée sur certaines villes mais qu'il y a un grand nombre de zones blanches où il n'existe aucune offre.
- Lorsque l'offre existe, elle n'est pas forcément très diversifiée. Ainsi, à l'exception de Bordeaux, Limoges et Poitiers, aucune autre ville ne propose une offre large. Moins l'offre est diversifiée, plus elle se concentre sur des sections de technicien supérieur.
- La répartition des emplois salariés des jeunes selon la catégorie sociale en Nouvelle-Aquitaine montre une forte prédominance des employés ainsi qu'une quasi-absence de cadres. Le CDI reste le type de contrat le plus répandu, et cela est encore plus vrai lorsque l'on se concentre sur les 26-29 ans.

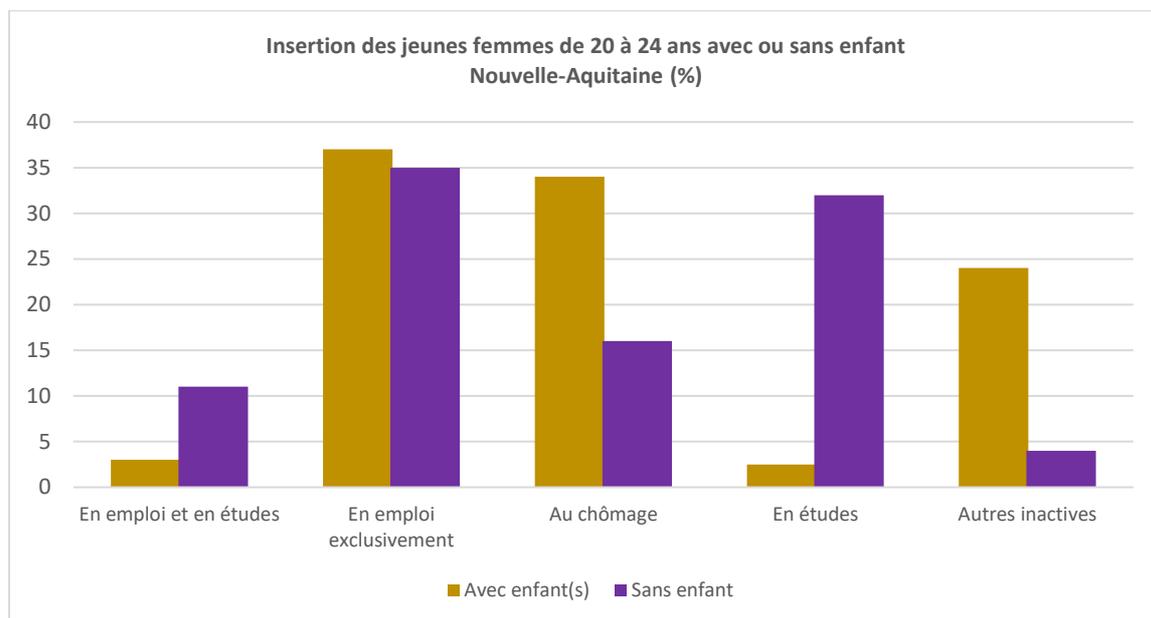


Source : Insee, DADS, mars 2015, postes annexes et non annexes

- Les zones où les jeunes sont le plus en études sont celles où l'offre est complète. A contrario ces mêmes zones affichent un taux de jeunes en emploi plus faible. Ce sont les zones les plus rurales qui affichent le plus fort taux de jeunes en emploi. Quant aux jeunes en apprentissage, ils se retrouvent essentiellement dans les zones où il existe une offre d'enseignement supérieur moyennement diversifiée.
- Les jeunes ni en emploi ni en études sont surtout localisés dans des zones où il y a très peu de jeunes.

Conditions de vie

- En Nouvelle-Aquitaine, on observe une décohabitation (jeunes qui ne vivent plus chez leurs parents) plus précoce que dans le reste de la France.
- La fécondité est elle aussi un peu plus précoce en Nouvelle-Aquitaine qu'en France, ce qui peut s'expliquer par une plus faible poursuite d'études supérieures, ainsi qu'une décohabitation et un accès à l'emploi plus rapides.
- Chez les jeunes femmes (tranche de 20-24 ans) qui ont un enfant, on observe un taux de diplôme d'études supérieures très faible (8%). En revanche sur la même tranche d'âge, celles qui n'ont pas d'enfants poursuivent des études supérieures (34%).



Source : Insee, Recensement de la population 2015 (exploitation complémentaire)

- Le taux de chômage chez les jeunes femmes de 20-24 ans est très différent selon qu'elles ont un enfant ou non (35% / 17%).

Revenus et protection sociale

- Le taux de pauvreté des ménages de moins de 30 ans (jeunes fiscalement indépendants) est en Nouvelle-Aquitaine de 23,3%. C'est particulièrement élevé. Le taux de pauvreté de l'ensemble des ménages fiscaux de la région s'élève à 13,6%.
- La part des prestations sociales dans le revenu médian disponible par Unité de Consommation est de 10,7% chez les moins de 30 ans, et de 5,2% pour l'ensemble de la région. La protection sociale de la jeunesse reste relativement faible en France par rapport à un certain nombre de nos voisins de l'UE.
- 70% des jeunes 18-24 ans bénéficient d'une aide financière régulière (en moyenne 250€/mois).
- Par ailleurs, il existe de fortes disparités du taux de pauvreté chez les jeunes sur l'ensemble du territoire régional.

Toutes situations confondues, les jeunes ont aujourd'hui plus de risques d'être pauvres que les seniors dans la majorité des pays de l'OCDE. Il existe des pays où cette situation est inversée (Australie, Norvège, Danemark)

Hétérogénéité et spécificités de la jeunesse

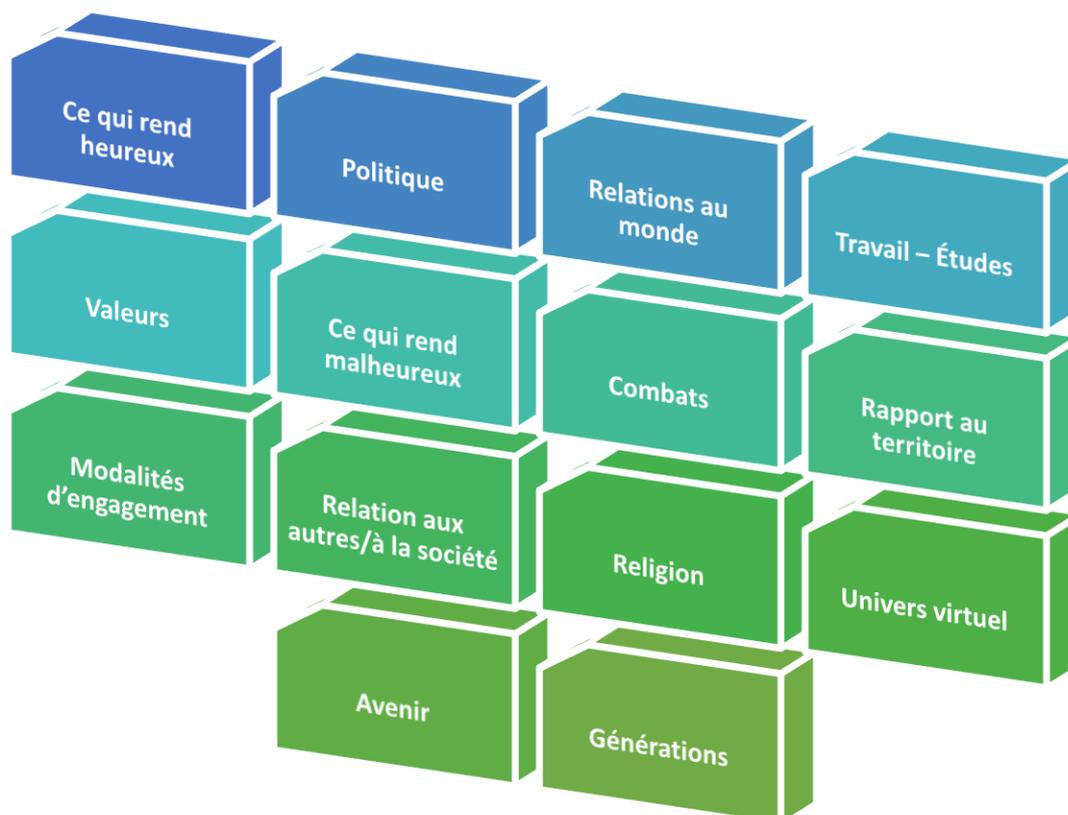
En raison de sa grande taille, il existe une forte hétérogénéité de situation sur l'ensemble du territoire de la Nouvelle-Aquitaine. Il est possible d'observer des comportements différents en termes :

- de choix scolaires,
- d'entrée dans la vie active,
- de décohabitation,
- de fondation d'une famille.

Et donc des revenus et niveaux de vie inégaux.

Annexe 2 : Réalisation d'un guide d'entretiens par la Section Veille et Prospective

Thématiques retenues pour l'élaboration du guide d'entretien



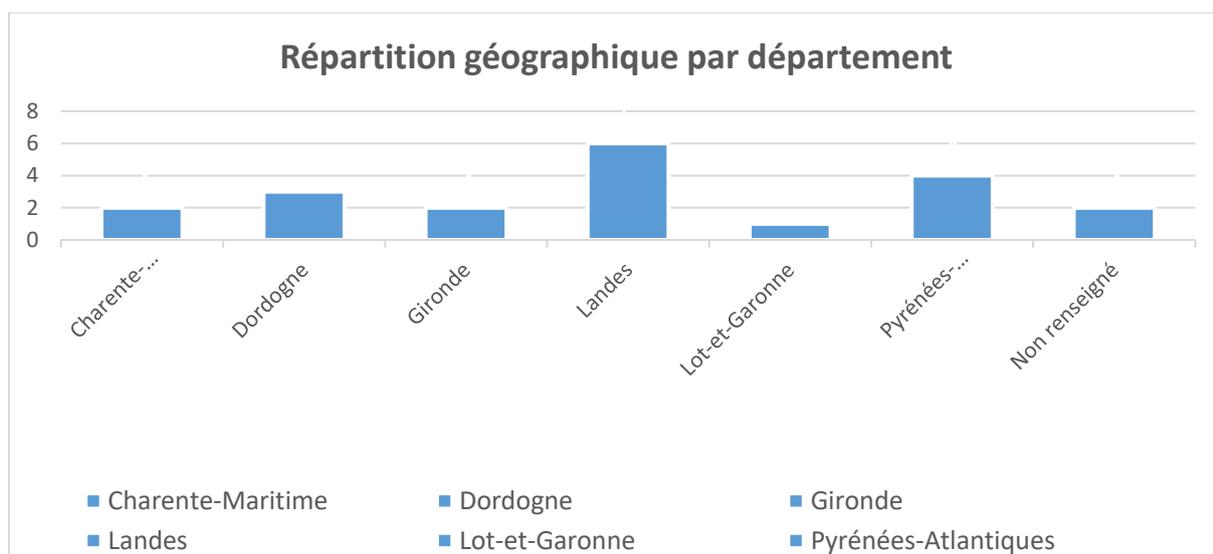
Le choix des thématiques qui viennent structurer le guide d'entretien répond à un arbitrage de la part des membres de la Section.

Le **guide d'entretien** se distingue fonctionnellement du protocole du questionnaire dans la mesure où il structure l'interrogation mais ne dirige pas le discours. Il s'agit d'un système organisé de thèmes, que l'interviewer doit connaître sans avoir à le consulter, ni à le formuler sous la forme d'un questionnaire. En effet, ce guide a pour but d'aider l'interviewer ou l'intervieweuse à effectuer des relances pertinentes sur les différents énoncés de l'interviewé, au moment même où ils sont abordés. Cette technique permet donc, du moins en principe, à la fois d'obtenir un discours librement formé par la personne interviewée, et un discours répondant aux questions de la recherche.

C'est pour cela qu'au-delà des thématiques retenues, la formulation des questions est apparue cruciale. Sur un enjeu comme celui du vote par exemple, poser la question « Qu'est-ce qui te ferait voter ? », c'est déjà partir du postulat que la participation électorale de la jeunesse aux élections constitue en soi un objectif à atteindre. C'est accorder une importance subjective au lien pouvant exister entre le vote dans le cadre d'une élection et la Démocratie, qui peut n'exister que dans notre perception et pas forcément dans celle des jeunes.

Pour mener à bien les entretiens, la Section a identifié plusieurs modalités, complémentaires et devant nous permettre d'opérer en tenant compte de la diversité territoriale de Nouvelle-Aquitaine.

- Les entretiens ont pu être réalisés de manière individuelle ou bien en groupe.
- Les entretiens ont pu être administrés directement par le partenaire, ou bien par la Section elle-même.



Il convient par ailleurs de noter que l'approche méthodologique n'a pas permis d'apporter une caractérisation plus spécifique de notre échantillon (profils d'études, CSP ou autres...)

Annexe 3 : Quelle prospective pour l'auto-saisine de la Section ?

Il est tout d'abord nécessaire de préciser que la prospective n'est ni projection, ni prévision, ni prédiction. L'idée centrale est d'assumer que l'avenir n'est pas écrit et qu'il est à inventer, se construisant pas à pas. La vision de la prospective sur laquelle a souhaité s'appuyer la Section est celle définie par Michel Godet en 1966 : *La prospective est une réflexion pour éclairer l'action présente à la lumière des futurs possibles.*

La projection anticipe les futurs probables, à condition que certaines hypothèses se vérifient avec le temps : il s'agit d'une posture déterministe qui débouche sur ce que l'on qualifie de « scénario tendanciel ». Contrairement à la projection, l'approche prospective de la Section a donc été de mettre en évidence des marges de manœuvre réalistes dans le cadre d'hypothèses de rupture dans les tendances afin d'établir des scénarios de futurs possibles (qu'ils soient probables ou non) qui divergent du scénario tendanciel. Ces ruptures alimentent en grande partie la trame des scénarios.

Ainsi, les scénarios prospectifs ne doivent pas être pensés, puis utilisés pour décrire des futurs probables, mais pour illustrer des histoires possibles du futur à un horizon donné. Ils peuvent être littéraires ou reposer sur des méthodes scientifiques formalisées (à travers des matrices le plus souvent). L'intérêt du scénario est donc d'embrasser plusieurs phénomènes dont il décrit les interactions et les tendances possibles.

Le cheminement nécessaire à la construction des scénarios conduit à naviguer entre tendances lourdes et signaux faibles et/ou de rupture, mais aussi entre exploration à partir du présent ou bien des visions exprimées du futur, comme cela peut être synthétisé dans le tableau ci-dessous.

	Prospective exploratoire Partir du présent pour explorer les évolutions futures	Prospective normative Partir de visions contrastées de l'avenir pour apprécier les conditions de réalisation
Construire des certitudes	Prospectives des tendances lourdes Proximité avec la notion de prévision	Construction de visions contrastées du futur Vision éventuellement partagées
Révéler de nouveaux risques et agir face à l'incertitude	Prospective des ruptures, des signaux faibles	Prospective stratégique « scénarios de backcasting » (Développer des trajectoires vers un futur souhaitable)

Les démarches prospectives mobilisées

INTERVENTIONS DES Conseillers du CESER

Séance Plénière septembre 2023

Intervention de Marc HAVARD, au titre de la CGT

La jeunesse est une période de l'existence qui devrait être ce temps de répit pour forger ses propres expériences et se choisir un chemin dans la vie.

Pourtant, en 2023, la réalité est tout autre pour beaucoup de jeunes puisque près de la moitié des moins de 26 ans vivent sous le seuil de pauvreté en France ! C'est indigne, les choix politiques post années 80 ont structuré une précarisation des jeunes, faisant en sorte qu'ils n'aient que des « sous-droits » (les TUC, puis les CES, les stages non rémunérés, le cumul emploi-études, les temps partiels subis, les contrats d'apprentissage qui s'apparentent parfois à de l'exploitation etc ...).

Oui, il y a des jeunesses, parce que la fracture intra générationnelles n'a jamais été aussi forte, et le déterminisme social est tel en France que les reproductions sociales sont quasi systématiques !

A l'aune de ce constat, nous ne sommes pas surpris que l'hypersensibilité aux inégalités, la défiance face aux institutions, et la montée d'une colère propice à la violence fassent partis des signaux émergents et des tendances lourdes énoncées dans le rapport.

Mais tout n'est pas négatif, puisque les jeunesses, ont à cœur de s'engager et d'œuvrer pour un monde respectueux de l'environnement, solidaire, et où la démocratie retrouve tout son sens.

Les 3 scénarios proposés n'ont pas pour objectif de décrire un monde futur, mais bien de susciter les débats, de questionner les politiques publiques à l'œuvre, d'alerter.

Les risques sont bien réels de sombrer dans ce qui ressemble(ra)it alors aux scénarios 1 et 2. Il faudrait plutôt choisir une autre voie, celle par exemple d'une république coopérative, solidaire et démocratique, selon le scénario 3, qui réponde aux aspirations des jeunesses.

Mais ce 3eme scénario mériterait à nos yeux d'être poussé plus loin, en osant l'affranchir radicalement des critères du modèle de société néo libéral dans lequel nous vivons tous, ou plutôt dans lequel certains vivent et d'autres survivent, pour envisager d'autres rapports sociaux de productions, un autre rapport à la nature, et à l'environnement. Bref travailler l'imaginaire d'une société post-capitaliste !!!

Car nous sommes convaincus que ce qui émerge des aspirations et des attentes des jeunes (rapports de solidarité, de coopération, aspiration de renouveau démocratique, écologie...) est en contradiction avec les fondements même du capitalisme qui, de crise en crise, menace notre civilisation. Au fond cette contradiction entre aspirations des jeunes et capitalisme est la réalité la plus exacerbée de la crise structurelle et systémique que nous traversons.

C'est pourquoi, prendre au sérieux et répondre aux aspirations des jeunes, c'est le moyen de sortir de l'impasse actuelle.

La CGT votera le rapport de la Section.

Intervention de Flavien THOMAS, au titre de la FSU

Madame la Présidente

Mesdames et messieurs les conseillères et conseillers.

Au-delà des conditions, des chiffres et analyses, interroger les jeunes d'aujourd'hui pour se projeter dans l'avenir c'est aussi se poser la question intime de ce qui nous a construit à titre personnel et des chemins parcourus par ceux et celles de notre génération. Ce n'est qu'en allant à la rencontre ou mieux en donnant la parole aux jeunes que l'on peut réellement comprendre les différentes représentations du monde qu'ils et elles définissent, la tendance lourde dans ces représentations tout comme la diversité de celle-ci.

C'est peut-être une évidence mais pour une société, la jeunesse est le trait d'union entre aujourd'hui et demain et c'est une partie de ces chemins possibles que trace le CESER NA au travers de ce rapport. Nous interroger ainsi nous permet de définir les préconisations pour mieux accompagner cette jeunesse dans sa toute nouvelle vie d'adulte. Mais d'autres enseignements peuvent être tirés de ce travail. Il s'agit de ne pas déconsidérer qu'ils et elles se sont construits pendant toute leur enfance et leur adolescence. La vision du monde qui passe par les yeux des enfants forge en continu leur avenir. Le choix politique d'intervenir dans cette construction est essentiel. Il passe d'abord par l'assurance de la sécurité de tous les jeunes, quelle que soit leur situation sociale et économique.

C'est aussi une question de société et à quelques semaines des émeutes et révoltes à la suite de la mort du jeune Nahel, disons sobrement qu'assurer leur sécurité physique c'est aussi à minima réinterroger la politique sécuritaire dans notre pays. Car c'est par la maîtrise, certes relative, des interactions des jeunes avec la société que l'on définit le tuteur collectif sur lequel ils vont s'appuyer pour grandir. S'accorder sur les informations auxquelles ils et elles auront accès et les aider à les décrypter est un des enjeux. Et enfin le levier majeur par lequel une société intervient dans la construction des jeunes c'est bien l'école et dans un cadre plus large l'éducation populaire.

C'est par l'école que nous assumons collectivement de donner aux jeunes, dans un cadre protégé en fonction de leur âge, les enseignements qui leur permettront de comprendre le monde dans lequel ils vont évoluer et les moyens de s'y inscrire. Mais c'est aussi par l'école que nous transmettons nos valeurs communes et qu'ainsi nous traçons un avenir commun.

Pour la FSU, celles-ci sont intrinsèquement liées à l'objectif d'émancipation de tous les jeunes, elle donne à chaque individu les clés de sa liberté et par la compréhension de ces valeurs transmises sa conscience de ses responsabilités dans le collectif et des impératifs de l'intérêt général qu'il lui reviendra de définir en tant que citoyen. Pour la FSU cette école est le pari qui doit permettre de répondre aux grands enjeux environnementaux et sociétaux dans un objectif de progrès social en tendant vers une égalité réelle et vers une véritable adélphité. Le rapport rappelle que pour cette génération le combat pour cette école est loin d'être gagné. Ne nous le cachons pas il existe des forces qui cherchent à conserver leur domination par l'ignorance,

qui souhaite protéger leur privilège, qui voient dans la jeunesse soient des consommateurs soient uniquement des forces de production ou qui trouvent toujours trop cher l'investissement nécessaire dans l'éducation des autres. Celle-ci est pourtant essentiel pour construire une société plus juste.

La jeunesse qui est étudiée dans ce rapport est donc en partie de notre responsabilité collective. Cette projection vers l'avenir est essentielle car elle est porteuse d'espoir pour une société qui aspirerait au progrès social dans un monde apaisé.

La conviction de la FSU est que lorsqu'on interroge nous arrivons presque trop tard. C'est en amont que les jeunes se sont construits. Ils se sont construits avec le monde qui les entoure, leur famille mais aussi ce que la société leur a décidé de leur apporter. S'il n'est pas toujours possible pour la société de maîtriser ce qui se passe dans le monde et qu'il est compliqué d'agir sur l'éducation dans le cadre familial c'est bien d'un choix politique que dépend ce que la société veut apporter à cette jeunesse et cela se fait par l'école et l'éducation populaire dans une conception large. Etant donné les enjeux cela concerne tout le monde et aux objectifs que l'on se fixe doivent correspondre les moyens donnés. C'est en amont que les principes de vie commune d'égalité et de fraternité doivent être transmis, c'est en amont que les clés pour comprendre et répondre aux défis sociaux et mondiaux doivent être enseignées. Et c'est pendant qu'ils grandissent que nous devons commencer à construire un monde dans lequel cette jeunesse trouvera toute sa place. Elle est déjà en train de s'approprier le monde. Tous les paramètres ne seront jamais maîtrisés, les défis seront toujours renouvelés mais c'est bien à la société au travers de son Ecole de donner à la jeunesse les clés de compréhension.

La génération des quadras d'aujourd'hui est finalement arrivée au bout du saut que propose aujourd'hui la Section. A 20 ans, nous avons connu la chute de Berlin, la première guerre d'Irak, 2 présidents, le CPE, les marches massives contre le racisme mais aussi les cours de sexualité qui mettaient l'accent sur la protection contre les maladies sexuellement transmissibles. Nos sources d'information n'étaient pas très diversifiées la télévision, parfois du plus mauvais goût, pour toutes et tous et les journaux pour certains mais nous découvriions alors un « truc d'initié » que l'on appelait internet et qui ouvrait une fenêtre extraordinaire sur le monde, avec des sources d'information non plus filtrées par des médias mais directement accessibles par leur producteur plus ou moins anonyme.

Nous allons aussi bientôt découvrir sur nos écrans quasiment en direct l'effondrement des deux tours du World Trade Center et le front national allait pour la première fois passer la barre du premier tour. Tous ces éléments nous ont construit. Et en même temps qu'ils donnaient une direction au monde ils nous forgeaient et nous amenaient à y prendre notre part.

Intervention de Clémence DELFAUD, au titre de l'UNEF

On vient d'évoquer différents scénarios de prospective. Déjà, je voulais sincèrement saluer le travail qui est fait, qui est un travail d'ampleur qui a visiblement duré pas mal de temps. Ce n'est certainement pas très facile de réaliser ce type de document avec ces nouvelles précisions. Je rejoins les questionnements méthodologiques qui viennent d'être évoqués, notamment sur la population enquêtée et sur différents critères sur leur origine, leur positionnement.

On a plusieurs points d'alerte sur lesquels on voulait revenir et donc tout d'abord sur le vote des étudiants. Il est évident que nous sommes aujourd'hui dans un désengagement électoral de la jeunesse. En atteste chaque élection nationale. Ça ne veut pas pour autant dire que des étudiants se désengagent de la vie politique et de la vie sociale. Les organes associatifs dans la vie universitaire sont nombreux. Ils sont divers et ils sont primordiaux. De l'association de filières à l'association sportive, de l'association de distribution alimentaire à celle de cinéma, le monde associatif universitaire montre qu'on partage un même établissement, un même campus et un même lieu de vie. Vous mentionniez de nouvelles formes d'engagement à propos de l'engagement associatif ? On se souvient à l'UNEF que l'on s'est historiquement créé il y a plus de 100 ans, en unissant toutes les associations des villes universitaires jusqu'à former l'association générale des étudiants qui regroupait toutes les autres.

À notre sens, il nous faut donc du coup pas opposer vie associative et engagement syndical car les deux se nourrissent mutuellement et les deux ont toujours coexisté dans la vie universitaire. La vie politique et institutionnelle cachée dans les conseils, ouverte à très peu et fermée à une majorité. Ce sont des chambres d'enregistrement où nous ne pouvons rien faire. Voilà le constat d'une partie des étudiants interrogés et nous les comprenons parce que nous sommes une génération qui a vécu la mise en place des dispositifs de sélection parcours supplément, master. Parce que nous sortons d'une réforme des retraites avec un gouvernement sourd aux positions d'une majorité de la population. Alors on ne s'engage plus parce que nous n'aurions aucun pouvoir politique.

A l'UNEF, on estime que ce n'est pas une fatalité. A Sciences Po Bordeaux, l'an dernier, on a atteint plus de 50% de participation électorale, un chiffre historique. Dans ce même établissement en juin, était accordé un test de langue devenue entièrement gratuit suite à une mobilisation massive et des syndicats étudiants et des étudiants en établissement. À l'IUT Bordeaux/Montaigne cette semaine même, en reprenant les cours, nous découvrons que des toilettes non-genrées, qui avait fait l'objet d'une campagne en juin dernier, était finalement mise en œuvre. Quand on parle de conditions d'étude, on convainc que l'engagement fait encore fait encore sens que nous pouvons tous individuellement nous engager et donc transformer nos conditions d'étude.

Nous rendons la vie politique accessible à tous. Nous redonnons un sens à la démocratie. Chaque étudiant a sa place dans les prises de décisions de son campus. Nous œuvrons à des comptes rendus publics et réguliers dans les conseils où nous siégeons par devoir de transparence. Selon votre enquête, la moitié de la jeunesse interrogée croirait à l'idée d'un chef fort, une autre partie se dit prête à utiliser la violence. Face à ces constats, redonnons des droits aux syndicats étudiants dans les facs, redonnons des rôles dans les conseils de l'université, remettons les étudiants au cœur des décisions démocratiques des universités. Et peut-être aurons-nous plus confiance en la démocratie.

Intervention de Véronique MOMENTEAU, au titre de Sud Solidaires

Merci à la Section Veille et Prospective pour ce rapport. S'il est bien impossible de dire ce que sera notre territoire dans 20 ans, ce document réserve bien des aspirations et les difficultés qui touchent la jeunesse. Ce qui est certain, c'est que le modèle de société du siècle dernier est mis à mal. Il va falloir apprendre à regarder et non plus seulement à voir, à écouter, pas seulement entendre. En grande majorité, les jeunes veulent être impliqués dans les décisions qui les concernent. Ils veulent être acteurs et pas être perçus seulement comme des consommateurs.

Force de constater que nous sommes très loin de l'objectif de réduire les inégalités sociales puisque celles-ci se creusent de plus en plus. Les services publics, en premier lieu, l'école, ont subi des années de suppression en emploi qui ont aussi touché les établissements les établissements les plus défavorisés.

Derrière les discours prétendument volontaristes, l'éducation prioritaire a été démantelée dans les lycées, les politiques territoriales académiques ont mis à mal cette même éducation prioritaire dans les collèges. De multiples réformes ont désarticulé l'enseignement professionnel. L'accès au savoir, s'approprier la substance pour pouvoir s'en servir n'est pas possible pour tous. Nous tolérons 8,9% des 18/25 ans, à quitter le système scolaire sans formation aboutie.

Comment ne pas voir qu'en enfermant la jeunesse dans des dessins tout tracés s'opère une rupture âpre et pleine de rancœur avec les promesses du modèle républicain ? Pourtant, apprendre dans un cadre où l'élève est au cœur des préoccupations, où il y a assez de temps pour acquérir les connaissances, ou sont mis en avant ses points forts pour changer de la liste de tout ce qui ne va pas devrait être l'objectif à atteindre.

Les jeunes le disent, il y a les diplômes mais aussi les expériences/compétences qui ne sont pas assez pris en considération. Ils évoquent le droit à la formation tout au long de la vie. Même s'ils consacrent beaucoup de temps aux réseaux sociaux, ces faux-amis du temps présent, ils croient à l'entraide, n'hésitent pas à dénoncer les injustices et s'impliquent dans des initiatives de solidarité. C'est le cas en Nouvelle Aquitaine par le biais des Journées JNAE, (les Jeunes Nouveaux Aquitains s'Engagent) où des jeunes de notre région échangent sur des thématiques. Cette année, ces journées se dérouleront les 21/ 22/ 23 octobre à Sauméjan (47) pour échanger sur le féminisme. Pour reprendre le souhait de la Section, misons sur l'échange et le débat. L'avenir, ce sera ce que nous en ferons dès maintenant. La jeunesse n'est pas une variable d'ajustement, nous lui devons le meilleur.

Intervention de Camille de AMORIN BONNEAU, au titre de la CPME

Bravo pour l'exercice méthodologique assez acrobatique et c'est, je pense, une chance qu'on a au CESER de pouvoir se permettre des méthodes autres, avec les avantages et les défauts que cela comporte.

Merci pour le "S" à "Jeunesses", parce qu'effectivement, côté chef d'entreprise, on a des jeunes dirigeantes et dirigeants qui montent leurs projets, qui ont envie, qui y vont et qui génèrent parfois chez les anciens, que nous pouvons être, des inquiétudes, et des fois beaucoup d'enthousiasme. Donc le "S" est le bienvenu, quel que soit le sujet, le projet et l'enthousiasme que ça peut générer.

Je trouve très intéressant dans les scénarios que vous avez eu la manière dont ça interroge notre rapport au collectif, quel que soit le scénario, parce qu'on doit raisonner en termes d'époque et pas en termes de génération, et vous n'avez pas suivi ce glissement générationnel. C'est bien une époque avec comment l'époque nouvelle que nous vivons, instable, pleine d'incertitudes, comment elle considère cette jeunesse. Alors effectivement, l'avenir leur appartient mais nous sommes bien responsables des possibles, toujours au pluriel, que nous ouvrons ou pas. Et ça, ça nous appartient aussi un petit peu. Donc merci pour ce rapport qui je pense arrive à point nommé. Finalement, c'est très bien que d'autres rapports soient en retard. C'est très bien de l'avoir, d'avoir ce rapport avant celui sur les enjeux du travail.

Donc merci beaucoup et je me permets une petite digression. Je suis rentrée au CESER en ayant moins de 30 ans, j'en sortirai en ayant moins de 40 ans, et sur la question de la violence, ça m'a rappelé un titre d'IAM, un groupe qui n'est pas si jeune que ça, et la chanson "CQFD" sur le rapport à la violence est tout à fait d'actualité. Cette chanson, ce titre, a déjà 10 ans.

Voilà, merci beaucoup.

Intervention de Dominique NIORTHE, au titre du CRAJEP Nouvelle-Aquitaine

Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs.

Le CRAJEP Nouvelle aquitaine se félicite d'un tel travail qui parle de jeunesse dans notre territoire et qui a fait appel à des jeunes pour y contribuer.

Les éléments quantitatifs montrent, et ce depuis de nombreuses années, que les jeunes sont dans la société mais parfois considérés hors de cette dernière lorsqu'il s'agit de certains droits (logement, minimums sociaux par exemple)... et qu'ils portent alors l'histoire de leur filiation sans leur demander s'ils l'ont choisie ou s'ils la subissent.

Les questions liées à la jeunesse sont centrales aujourd'hui, en effet cette « jeunesse » dont on parle n'est qu'un mot (comme le disait P Bourdieu en 1974... ce qui ne nous rajeuni pas!). Prenons le temps de considérer que la jeunesse est une période que nous sommes en train de vivre, que nous avons vécu ou, pour les plus jeunes, qui va être vécue. C'est donc une forme d'expérience partagée en humanité.

Tout le travail présenté se cristallise autour de 3 scénarios prospectifs issus des différentes auditions. Ces scénarios sont parfois radicaux mais que savons-nous aujourd'hui de l'avenir politique, social, environnemental de notre société ?

Même, si, certaines situations peuvent nous faire peur, on trouve, au travers de leur description, des éléments d'une réalité augmentée d'aujourd'hui ! En lisant les récits fictions qui illustrent les scénarios, nous avons le droit de nous inquiéter, même si ce n'est que de la fiction.

Tous les jours, une partie de la jeunesse exhorte les politiques de prendre des décisions pour l'avenir... car pour eux, il est nécessaire de transformer la société maintenant et pas dans 20 ans... et cette demande, ce souhait est exprimé depuis plusieurs années !

Certains politiques disent qu'ils en prennent des décisions et d'autres considèrent que cette jeunesse qui n'a que le temps de râler n'a qu'à agir. Agir dans les cadres, ne pas bousculer les cadres... comme si toutes les évolutions sociétales s'étaient faites dans la douceur des fauteuils des institutions politiques.

Oui mais qui décide aujourd'hui ? Ce ne sont pas les jeunes ou en tous les cas, tous ne sont pas jeunes ! Le CESER n'est pas une instance politique mais elle éclaire les décisions politiques... mais il est probable que certains membres du CESER soient élus dans d'autres collectivités... certains donc peuvent agir !

Si notre société veut prendre en compte l'ensemble de ses membres, leurs représentants élus doivent entendre ce que la société exprime. Ils doivent donc faire le deuil de leur pouvoir et penser responsabilité et associer les décisions à l'intérêt commun, intérêt qui ne peut se concevoir que dans la durée et le temps. Les sociétés humaines sont faites par et au service des humains, pas autre chose.

Il est donc nécessaire de prendre en compte les paroles de l'ensemble des membres de notre société en les considérant comme des experts d'usage de leur situation d'aujourd'hui : les jeunes, les exclus, les enfants par exemple.

Pour finir, je le rappelle à chaque fois qu'une question touchant la jeunesse est traitée par la région. La loi « égalité citoyenneté » dans son article 54 donne aux Régions le « chef de file des politiques de jeunesse ». Nous attendons donc que ce chantier soit ouvert à l'ensemble des acteurs publics et associatifs et aux différentes instances de participations des jeunes existantes sur notre territoire.

Intervention de Claire LAVAL, au titre de la Confédération Paysanne

Bravo à la Section pour cette auto-saisine salutaire. Bravo pour la méthode, qui s'appuie sur des auditions et des entretiens, prend en compte les tendances lourdes et capte les signaux faibles. Cela permet à la fois de cadrer le sujet et d'ouvrir les perspectives. Les trois scénarii proposés reprennent fort justement les grandes interrogations qui hantent notre quotidien.

J'espère que ce document va bénéficier d'une large diffusion, en particulier vers les jeunes, car il peut avoir un pouvoir de libération de la réflexion et de l'expression, tout à fait salutaire. En particulier au travers des textes d'expression libres, écrits par des étudiants sur les différents scénarii. Ces textes méritent eux aussi d'être diffusés.

Merci en tout cas pour cette démarche inspirante.

La Confédération Paysanne a voté le rapport

Intervention d'Alain BARREAU, au titre de la CGT-FO

La jeunesse, c'est avant 18 ans. La jeunesse, c'est également après 18 ans. Je ne peux que vous réinviter à revenir sans cesse et de manière incessante sur le rapport « Pauvreté » où en Nouvelle-Aquitaine particulièrement, un jeune sur 5 est malheureusement en situation de pauvreté, de grande pauvreté, de grande précarité et que cela fait partie malheureusement des nombreux obstacles à dépasser pour à la fois construire sa jeunesse et construire tout simplement sa vie.

Je rebondis sur la déclaration de la jeune représentante de l'UNEF. S'il faut faire avec les étudiants, il faut faire avec les pauvres, mais il faut également faire avec la jeunesse et non pas décider pour la jeunesse ou pour les pauvres et autres. Donc nous avons un message à passer à l'ensemble des décideurs des collectivités régionales, territoriales, locales et bien d'autres pour dire, il faut faire avec et pas faire pour, parce que nous nous détenons une grande part de la vérité, pas toute la vérité, mais peut-être qu'ensemble, collectivement, nous pouvons améliorer les choses.

Personnes auditionnées

AMSELLEM-MAINGUY Yaëlle	Docteure en sociologie et chercheuse associée au Centre de Recherche sur les Liens Sociaux (CERLIS), spécialiste de la santé et la sexualité des jeunes
ARRETZ Philippe	Directeur Conseil de Développement Pays basque
BECQUET Valérie	Co-autrice de l'ouvrage « <i>Géopolitique de la jeunesse</i> »
BIENES-PUYBAREAU Cécile	Directrice de la Direction de la jeunesse et de la citoyenneté du Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine
BOUBA-OLGA Olivier	Chef de service « études et prospective » du Pôle DATAR du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine
CHARLES Nicolas	Chercheur, co-auteur de « Une jeunesse sacrifiée ? »
CHAU Stewart	Co-auteur du livre « <i>la fracture</i> »
CHEVALIER Tom	Auteur du livre « <i>Une jeunesse sacrifiée ?</i> »
CICCHELI Vincenzo	Auteur de l'ouvrage « <i>Une jeunesse crispée : Le vivre ensemble face aux crises globales</i> »
ELINEAU Jean-Christophe	Personnalité Extérieure de la Section Veille et Prospective du CESER - Directeur « Nouvelle-Aquitaine Open Source » (NAOS)
JIMENEZ Jeanne	Chargée de mission, veille sectorielle, études et statistiques, du Pôle DATAR du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine
LONCLE Patricia	Auteure du livre « <i>Une jeunesse sacrifiée ?</i> »
MAYTE Philippe	Président Conseil de Développement Pays basque
MERCHAOUI Liza	Membre du CESER, au titre du Comité Régional des Associations de Jeunesse et d'Education Populaire Nouvelle-Aquitaine
OCCANSEY Kenza	Rapporteuse de la Commission temporaire « Participation Démocratique » au CESE
OCTOBRE Sylvie	Auteure de l'ouvrage « <i>Une jeunesse crispée : Le vivre ensemble face aux crises globales</i> »
PEYRELONGUE de Constance	Présidente CRIJ Nouvelle-Aquitaine
PISANI Manon	Représentante des Jeunes Agriculteurs au CESE (JA, CESE)
SILVA-VARISCO Rita	Membre du CESER au titre de l'Union Régionale de la ligue de l'Enseignement de Nouvelle-Aquitaine
TERUEL Boris	Sociologue spécialiste de la jeunesse
THOURY Claire	Présidente du Mouvement associatif

VANDENBERG Zoé

Sociologue et réalisatrice

VIRRION Arnaud

Directeur Général CRIJ Nouvelle-Aquitaine

ZAKRI Malika

Directrice des études de l'INSEE Nouvelle-Aquitaine

Composition Section Veille et Prospective

Président : Jany ROUGER

Rapporteur : Stéphane MONTUZET

Référent(e) : Cécile SAEZ-PAYENCET

COLLEGE I	COLLEGE II	COLLEGE III	COLLEGE IV
BODIN Gaëtan	AGOSTINI Jean-François	COUVEZ Anne	
BOURIGAULT Laura	BESNAULT SORIA Marc	DAOUD Alyssa	
FEREDJ Roland	CHAUTRU Lionel	DÉJEAN Philippe	
GONTHIER Chantal	DEBAERE Patrick	MAUGET Christine	
JECKO Jean-René	DENOPCES Jean-Luc	NIORTHE Dominique	
	HAVARD Marc	POCHELU Nicolas	
	THOMAS Flavien	REY Serge	
		ROSSARD Marie-Claude	

Personnalités Extérieures :

Mme Sophie BUFFETEAU : ancienne Directrice régionale aux droits des femmes et à l'égalité (DRDFE) de Nouvelle-Aquitaine, désormais Cheffe du projet « Transformation et territorialisation de la protection de l'enfance » au sein de la Direction générale adjointe chargée de la solidarité.

M. Olivier COUSSI : Maître de conférences associé en management territorial à l'Institut d'administration des entreprises (IAE) de l'Université de Poitiers, Chercheur en intelligence économique territoriale.

M. Jean-Christophe ÉLINEAU : Directeur du Cluster « Nouvelle-Aquitaine Open Source » (NAOS).

Mme Amélie GUIBERT : Cheffe de pôle régionale auprès de la Défenseure des droits.

Mme Virginie GRAVIÈRE : Architecte à Bordeaux, Présidente du Conseil de l'Ordre des Architectes de Nouvelle-Aquitaine (CROA).

Mme Betty HEURTEBISE : Comédienne et metteuse en scènes, fondatrice de la Compagnie théâtrale « La petite fabrique » dans les Deux-Sèvres.

M. Frantz JÉNOT : Docteur en géographie et chercheur associé au laboratoire « Ruralités » (Rural URbain Acteurs Llens Territoires Environnement Sociétés) et chargé de cours à l'Université de Poitiers, vice-président de l'Agence de l'Alimentation de Nouvelle-Aquitaine (AANA).

Mme Claire LEFORT : Vice-présidente déléguée " Partage, diffusion scientifique et sciences ouvertes de l'Université de Limoges, responsable du comité stratégique du projet LIRES labellisé dans le cadre du dispositif « Sciences avec et pour la société » du Ministère de l'Enseignement supérieur.

M. Yannick LUNG : Professeur émérite en sciences économiques. Ancien président de l'Université Montesquieu-Bordeaux IV (2011-2013), puis vice-président Recherche de l'Université de Bordeaux (2014-2015). Chercheur au GREThA.

M. Luc PABŒUF : Coordinateur de projets au sein de la Direction régionale « Stratégie et relations extérieures » de Pôle emploi Nouvelle-Aquitaine. Chercheur associé à l'Unité Mixte de Recherche « Passages ».

M. Bernard ZOZIME : Directeur exécutif (depuis 2016) de la plateforme de recherche VIA-Inno (créée en 2009 et labellisée en 2019 « Centre d'excellence et d'intelligence technologique ») au sein de l'ex-GREThA, laboratoire d'économie de l'Université de Bordeaux.

MÉDIAGRAPHIE

I – MONOGRAPHIES

AMSELLEM-MAINGUY, Yaëlle, 2023. *Les filles du coin : Vivre et grandir en milieu rural*. Éd. Presses de Sciences Po. Coll. Académique, 3 mars 2023. ISBN 2724627350

GUEDDAR, Sabrina, 2022. *En Nouvelle-Aquitaine, davantage de jeunes diplômés qu'en Europe mais une insertion professionnelle plus difficile*. INSEE Flash Nouvelle-Aquitaine, n°75, 9 mai 2022. Consultable sur [En Nouvelle-Aquitaine, davantage de jeunes diplômés qu'en Europe mais une insertion professionnelle plus difficile - Insee Flash Nouvelle-Aquitaine - 75](#)

HOIBIAN, Sandra [...], 2022. *Moral, état d'esprit et engagement citoyen des jeunes en 2022 : résultats du baromètre DJEPVA sur la jeunesse*. INJEP (Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire) Notes & Rapports, septembre 2022. Disponible sur [Microsoft Word - Baro jeunes 2022 tome1 DEF.docx \(injep.fr\)](#)

PISANI, Manon et OCCANSEY, Kenza, 2022. *Engagement et participation démocratique des jeunes*. Conseil Économique, Social et Environnemental national, adopté le 9 mars 2022. Disponible sur [Engagement et participation démocratique des jeunes | Le Conseil économique social et environnemental \(lecese.fr\)](#)

INSTITUT MONTAIGNE, 2022. *Une jeunesse plurielle : enquête auprès des 18-24 ans*. Institut Montaigne du 3 février 2022. Disponible sur [Une jeunesse plurielle - Enquête auprès des 18-24 ans | Institut Montaigne](#)

CORCEIRO, David et LIOGER, Richard, 2021. *Rapport d'information (...) sur le logement et la précarité des étudiants, des apprentis et des jeunes actifs*. Assemblée Nationale, remis le 15 décembre 2021. Disponible sur [logement et précarité des étudiants des apprentis et des jeunes actifs | vie-publique.fr](#)

France URBAINE, 2021. *Comment lutter plus efficacement contre la précarité des jeunes ? Les territoires urbains se mobilisent*. France Urbaine Métropoles, agglos et grandes villes, le 4 mai 2021. Disponible sur [2e édition des Rencontres des Finances Publiques \(franceurbaine.org\)](#)

LUBIN, Monique, 2021. *L'égalité des chances, jalon des politiques de jeunesse*. Rapport d'information du Sénat du 23 septembre 2021. Disponible sur [L'égalité des chances, jalon des politiques de jeunesse - Sénat \(senat.fr\)](#)

PELTIER, Jérémie, 2021. *Les jeunes et l'entreprise*. Fondation Jean Jaurès, le 16 décembre 2021. Disponible sur https://www.jean-jaures.org/publication/les-jeunes-et-lentreprise/?post_id=28388&export_pdf=1

BORDET, Joëlle, 2021. *Écouter les jeunes des quartiers populaires pour les accueillir dans la démocratie*. Agence Nationale de la Cohésion des Territoires, le 15 novembre 2021. Disponible sur [211027-ANCT-Comprendre-JeunesQuartiersPop-web2.pdf \(agence-cohesion-territoires.gouv.fr\)](#)

INJEP, 2021. *Les chiffres clés de la jeunesse en 2021*. Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire, du 25 mars 2021. Disponible sur [CHIFFRES-CLES-JEUNESSE-2021-1.pdf \(injep.fr\)](#)

BECQUET, Valérie et STUPPIA, Paolo, 2021. *Géopolitique de la jeunesse*. Éd. Le cavalier bleu, le 30 septembre 2021. Consultable sur [Géopolitique de la jeunesse - Le Cavalier Bleu](#)

CHEVALIER, Tom et LONCLE, Patricia, 2021. *Une jeunesse sacrifiée ?* Paris : Puf. Coll. La vie des idées

DABI, Frédéric et CHAU, Stewart, 2021. *La Fracture : Comment la jeunesse d'aujourd'hui fait sécession : ses valeurs, ses choix, ses révoltes, ses espoirs...* Éd. Les Arènes, septembre 2021. ISBN 9791037504708

CICCHELLI, Vincenzo et OCTOBRE, Sylvie, 2021. *Une jeunesse crispée : LE vivre ensemble face aux crises globales*. Éd. L'Harmattan. Coll. Logiques sociales, 14 octobre 2021. ISBN 9782343238807

BECQUET, Valérie et STUPPIA, Paolo, 2021. *Géopolitique de la jeunesse : engagement et (dé)mobilisations*. Éd. Le Cavalier bleu, 2021. ISBN 9791031804712

BRUNNER, Anne et MAURIN, Louis (sous la dir.), 2020. *Rapport sur la pauvreté en France, deuxième édition 2020-2021*. Paris : éditions de l'Observatoire des inégalités, novembre 2020. ISBN 978 2 9553059 8 0

VANDENBERG, Zoé et TERUEL, Boris, 2020. *En gage de jeunes : pratiques d'engagement des jeunes en dehors des cadres institués*. BT Conseils Sociologie, juin 2020. Disponible sur [Rapport-En-gage-de-jeunes VF.pdf \(etude-engagement-jeunes-44.fr\)](#)

CHEVALIER, Tom, 2018. *La jeunesse dans tous ses états*. PUF, 5 septembre 2018. [La jeunesse dans tous ses États - Tom Chevalier - Lien social \(le\) - Format Physique et Numérique | PUF](#)

PORTELA, Michael, 2018. *Alimentation, logement, transports : quelles dépenses pèsent le plus dans le budget des ménages étudiants ou de jeunes adultes ?* Études et résultats, n°1060, DREES, avril 2018. Consultable sur [er1060.pdf \(solidarites-sante.gouv.fr\)](#)

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE, 2018. *Les ressources des étudiants selon la formation suivie*. Note d'information du SIES, n°5, 1^{er} juin 2018. Consultable sur [Les ressources des étudiants selon la formation suivie | enseignementsup-recherche.gouv.fr](#)

FERRET, Jean-Pierre et JOUBERT, Marc, 2018. *Déménager ou pas : une alternative pour la poursuite d'études supérieures*. INSEE Analyses, n°56, juin 2018. Consultable sur [Déménager ou pas : une alternative pour la poursuite d'études supérieures - Insee Analyses Nouvelle-Aquitaine - 56](#)

BLANCHÉ, Florence et DECORME, Hélène, 2017. *Les jeunes Néo-Aquitains habitent-ils chez leurs parents ?* INSEE Flash, n°21, 8 février 2017. Consultable sur [Les jeunes Néo-Aquitains habitent-ils chez leurs parents ? - Insee Flash Nouvelle-Aquitaine - 21](#)

INSEE PREMIÈRE, 2016. *Les principales ressources des 18-24 ans*. INSEE Première, n°1603, INSEE, 20 juin 2016. Consultable sur [Les principales ressources des 18-24 ans - Insee Première - 1603](#)

LHOMMEAU, Bertrand, 2016. *Prestations familiales et de logement en 2014*. Études et Résultats, n°967, DREES, juin 2016. Consultable sur [er967.pdf \(solidarites-sante.gouv.fr\)](#)

CASTELL, Laura [...], 2016. *Les ressources des 18-24 ans en 2014*. INSEE Analyses, n°28, 22 novembre 2016. Consultable sur [Les ressources des 18-24 ans en 2014 - Insee Analyses - 28](#)

CASTELL, Laura [...], 2016. *France, portrait social : L'accès à l'autonomie résidentielle pour les 18-24 ans : un processus socialement différencié*. INSEE Références, 22 novembre 2016. Consultable sur

L'accès à l'autonomie résidentielle pour les 18-24 ans : un processus socialement différencié – France, portrait social | Insee

DECORME, Hélène, 2016. *Moins de jeunes en Nouvelle-Aquitaine, mais un peu plus longtemps en études*. INSEE Flash Nouvelle-Aquitaine, n°14, 11 octobre 2016. Consultable sur Moins de jeunes en Nouvelle-Aquitaine, mais un peu plus longtemps en études - Insee Flash Nouvelle-Aquitaine - 14

BLANCHÉ, Florence, 2016. *Plus d'un jeune de 18 à 29 ans sur deux est en emploi*. INSEE Flash, n°18, 30 novembre 2016. Consultable sur Plus d'un jeune de 18 à 29 ans sur deux est en emploi - Insee Flash Nouvelle-Aquitaine - 18

DREES, 2014. *Quand les jeunes n'habitent pas chez leurs parents : revenus et niveau de vie*. Études et résultats, n°867, DREES, février 2014. Consultable sur Quand les jeunes n'habitent pas chez leurs parents : revenus et niveau de vie | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)

DREES, 2014. *Quitter le foyer familial : les jeunes adultes confrontés à la crise économique*. Études et résultats, n°887, DREES, juillet 2014. Consultable sur Quitter le foyer familial : les jeunes adultes confrontés à la crise économique | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)

COUET, Christine, 2006. *La mobilité résidentielle des jeunes*. Éd. La Société Française, données sociales, INSEE, 2006. Consultable sur donsoc06zd.pdf

II – PRESSE

VILLE, Frédéric, 2023. « Jeunes rurales : quand les intercommunalités passent à la vitesse supérieure ». *Courrier des Maires*, le 6 février 2023.

FERBOS, Aude et LUCET, Christophe, 2023. « Pap Ndiaye : « Notre système de santé scolaire est en crise ». *Sud Ouest Gironde* du 28 février 2023

BARROUX, Rémi, 2023. « Deux cents jeunes invités à penser l'avenir énergétique de la France interpellent le gouvernement ». *Le Monde* du 23 janvier 2023

DENETRE, Émilie, 2022. « Les politiques jeunesse sources d'une « citoyenneté économique refusée » ? *Le Courrier des Maires* du 1^{er} décembre 2022

RAYBAUD, Alice, 2022. « Mettre l'amitié au centre de sa vie, ou comment « hacker » le patriarcat ». *Le Monde* du 16 octobre 2022

CHAMPANEY, Laurent, 2022. « La mobilité internationale étudiante au service de l'urgence climatique ». *Les Echos* du 17 novembre 2022

DELANGLADE, Sabine, 2022. « Que ferons-nous en 2050 ? ». *Les Echos* du 11 octobre 2022.

GAGNEBET, Philippe, 2022. « « Beaucoup de jeunes sont saisis de tristesse, de colère » : à Toulouse, une grande école lance des ateliers sur l'éco-anxiété ». *Le Monde* du 13 octobre 2022

YOUNAN, Sara, 2022. « Le CDI ne fait plus rêver ». *Le Populaire du Centre* du 10 octobre 2022

NASI, Margherita, 2022. « Former des jeunes capables de relever les défis climatiques » : ces grandes écoles pionnières de la transition. *Le Monde* du 20 octobre 2022

FOUCHER, Lorraine (De) et FISCHER, Sofia, 2022. « Le sexe et les jeunes : « En fait, ça ne m'intéresse vraiment pas tant que ça » ». *Le Monde* du 9 juillet 2022

ERCOLE (D'), Manon, 2022. « 2035, monde virtuel en surchauffe pour monde réel tempéré ». *Usbek & Rica*, 12 septembre 2022. Consultable sur [Usbek & Rica - « 2035, monde virtuel en surchauffe pour monde réel tempéré » \(usbeketrica.com\)](https://usbeketrica.com)

ILARIO, Marine, 2022. « L'éco-anxiété chez les jeunes : et si c'était une bonne nouvelle ? ». *CIDJ.com* du 1^{er} août 2022. Disponible sur [Éco-anxiété chez les jeunes : et si c'était une bonne nouvelle ? | CIDJ](https://cidj.com)

MALTESE, Hugo, 2022. « Canicule et sécheresse : les jeunes en proie à l'éco-anxiété après un été de tous les excès climatiques ». *France3 Régions, Francetvinfo* du 5 septembre 2022. Disponible sur [Canicule et sécheresse : les jeunes en proie à l'éco-anxiété après un été de tous les excès climatiques \(francetvinfo.fr\)](https://francetvinfo.fr)

FERREIRA, Elsa, 2022. « Ils ont entre 24 et 30 ans et ne veulent pas d'enfants ». *L'ADN.eu* du 8 juillet 2022. Disponible sur [Ne pas vouloir d'enfant, en 2022, le baby-boom n'aura pas lieu \(ladn.eu\)](https://ladn.eu)

ROUSSELOT, Fabrice, 2022. « Les jeunes rêvent-ils encore d'un emploi à vie ? ». *The Conversation* du 5 mars 2022. Disponible sur [Les jeunes rêvent-ils encore d'un emploi à vie ? \(theconversation.com\)](https://theconversation.com)

LAJOINIE, Adeline, 2022. « Quelle est l'entreprise idéale pour les jeunes en 2022 ? ». *Culture-rh.com* du 17 février 2022. Disponible sur [Quelle est l'entreprise idéale pour les jeunes en 2022 ? \(culture-rh.com\)](#)

HENRY, Marie-Laure, 2022. « Jeunes vs entreprises en 2022 : Ne gagne pas la guerre des talents qui veut ! ». *Monde des grandes écoles.fr* du 6 juillet 2022. Disponible sur [Jeunes vs entreprise : en 2022, le vainqueur est ? \(mondedesgrandesecoles.fr\)](#)

MAILLÉ, Pablo, 2022. « Abstention des jeunes : « Je n'ai pas envie de voter par résignation » ». *Usbek & Rica*, 22 janvier 2022. Disponible sur [Usbek & Rica - Abstention des jeunes : « Je n'ai pas envie de voter par résignation » \(usbeketrica.com\)](#)

ECHAROUX, Émilie, 2022. « Le moral des jeunes au plus bas depuis 6 ans ». *Usbek & Rica* du 24 janvier 2022. Disponible sur [Usbek & Rica - Le moral des jeunes au plus bas depuis 6 ans \(usbeketrica.com\)](#)

LEDROIT, Valentin, 2022. « 2022 : année européenne de la jeunesse : quelles actions et ambitions ? ». *Toute l'Europe.fr* du 25 janvier 2022. Disponible sur [2022, année européenne de la jeunesse : quelles actions et ambitions ? - Toutedurope.eu](#)

BINET, Hélène, 2022. « Pour un service de l'avenir : donnons aux jeunes les moyens d'inventer demain ». *Huffington post.fr* du 31 janvier 2022. Disponible sur [Pour un service de l'avenir: donnons aux jeunes les moyens d'inventer demain \(huffingtonpost.fr\)](#)

MACIF, 2022. « La jeunesse rurale, laboratoire du futur ? ». *Usbek & Rica* du 5 janvier 2022. Disponible sur [Usbek & Rica - La jeunesse rurale, laboratoire du futur ? \(usbeketrica.com\)](#)

VAIRET, Florent, 2021. « « Rupture(s) », le documentaire sur six jeunes élites en crise écologique ». *Les Echos start* du 10 septembre 2021. Disponible sur [« Rupture\(s\) », le documentaire sur six jeunes élites en crise écologique | Les Echos Start](#)

TABARD, Guillaume, 2021. « Présidentielle : de 1981 à 2022, comment votent les jeunes ? ». *Le Figaro.fr* du 14 septembre 2021

ROUSSELOT, Fabrice, 2021. « Comment la pandémie redessine les chemins des jeunes vers l'autonomie ». *The Conversation* du 2 avril 2021. Disponible sur [Comment la pandémie redessine les chemins des jeunes vers l'autonomie \(theconversation.com\)](#)

CHEVALIER, Tom et MAURIN, Louis, 2021. « Entretien : Que faire face à la précarité des jeunes ? ». *Alternatives Économiques*, le 1^{er} avril 2021.

FERRAND, Ariane, 2021. « Une jeunesse sacrifiée ? », un plongeon au cœur des inégalités qui traversent une classe d'âge ». *Le Monde* du 1^{er} octobre 2021.

MARMOUYET, Françoise, 2021. « Revenge porn, comptes fisha : les ados face aux nouvelles cyberviolences ». *The Conversation* du 14 décembre 2021. Consultable sur [« Revenge porn », comptes « fisha » : les ados face aux nouvelles cyberviolences \(theconversation.com\)](#)

COJEAN, Thibaut, 2021. « Anxiété des étudiants, comment retrouver la confiance en soi ? ». *L'étudiant.fr* du 9 novembre 2021. Disponible sur [Anxiété des étudiants : comment retrouver la confiance en soi ? - L'Etudiant \(letudiant.fr\)](#)

AVERY, devin, 2021. « Culture : quelle place pour les jeunes des banlieues ? ». *Usbek & Rica* du 28 juin 2021. Disponible sur [Usbek & Rica - Culture : quelle place pour les jeunes de banlieues ? \(usbeketrica.com\)](http://usbeketrica.com)

GRIMAUULT, Vincent, 2021. « Avoir 20 ans au temps du Covid-19 ». *Alternatives Économiques* du 4 janvier 2021

GRIMAUULT, Vincent, 2021. « Générations : les jeunes condamnés à galérer ? ». *Alternatives Économiques* du 30 janvier 2021

BADEAU, Kévin, 2021. « Cinq futurs possibles à l'horizon 2040-2050 ». *Les Echos* du 15 février 2021

FREYSSENET, Elsa, 2021. « Enquête : le péril vieux qui angoisse les grandes puissances ». *Les Echos* du 10 février 2021

JOURDAN, Nathalie, 2021. « Décrochage scolaire : la réponse singulière des écoles de production ». *La Tribune/Objectif Aquitaine* du 1^{er} juillet 2021

GRAVELEAU, Séverin, 2021. « La défiance des jeunes envers les institutions est réelle ». *Le Monde* du 5 septembre 2021

GOURDON, Jessica, 2021. « Le diplôme détermine le destin des jeunes, et engendre de multiples clivages sociaux ». *Le Monde* du 25 janvier 2021

JABRE, Léna, 2021. « Quelle mise en œuvre concrète des dispositifs mis en place par l'État pour les jeunes ? ». *La Gazette des Communes* du 21 septembre 2021

KOVACS, Stéphane, 2021. « Pour les trois quarts des Français, la jeunesse d'aujourd'hui est une génération sacrifiée ». *Le Figaro* du 19 novembre 2021

CHARLES, Nicolas, 2021. « Bonnes feuilles : « Une jeunesse sacrifiée ? » ». *The Conversation* du 29 août 2021

CANIVENC, Cyprien, 2021. « Orientation des étudiants : « Les inégalités financières réfrènt les aspirations et privent les territoires de nombreux jeunes talents » ». *Le Monde* du 05 octobre 2021

GENTINA, Élodie, 2021. « Recrutement post-Covid : les nouvelles clés pour attirer les jeunes », *La tribune/Objectif Aquitaine* du 13 septembre 2021

GUINOCHET, Fanny, 2021. « Revenu d'engagement pour les jeunes : la piste de l'abandon fait son chemin », *La tribune.fr* du 29 septembre 2021

DJAVADI, Aurélie, 2021. « Comment la pandémie redessine le chemin des jeunes vers l'autonomie », *The Conversation* du 2 avril 2021. Consultable sur [Comment la pandémie redessine les chemins des jeunes vers l'autonomie \(theconversation.com\)](http://theconversation.com)

DJAVADI, Aurélie, 2021. « École et transidentité : le retard français », *The Conversation* du 2 février 2021. Consultable sur [École et transidentité : le retard français \(theconversation.com\)](http://theconversation.com)

DJAVADI, Aurélie, 2021. « Génération : un concept à utiliser avec modération », *The Conversation* du 16 juin 2021. Disponible sur : [Génération : un concept à utiliser avec modération ? \(theconversation.com\)](#)

SPIE BATIGNOLLES, 2021. « Jeunes, constructeurs et visionnaires, ils imaginent le futur de la construction », *Usbek & Rica*, le 1^{er} avril 2021. Consultable sur [Usbek & Rica - Jeunes, constructeurs et visionnaires, ils imaginent le futur de la construction \(usbeketrica.com\)](#)

PONS, Héloïse, 2021. « Les jeunes ne sont pas assez formés à l'entrepreneuriat en France ». *Maddyness.com* du 18 novembre 2021. Disponible sur [« Les jeunes ne sont pas assez formés à l'entrepreneuriat en France » \(maddyness.com\)](#)

MARQUES, Nicolas, 2021. « Jeunesse, l'enjeu reste le capital humain, pas le revenu universel ». *Contrepoints* du 3 novembre 2021. Disponible sur [Jeunesse, l'enjeu reste le capital humain, pas le revenu universel - Contrepoints](#)

The Conversation, 2020. « Génération Covid : des jeunes avant tout mal compris ? ». *The Conversation* du 11 décembre 2020. Disponible sur [« Génération Covid » : des jeunes avant tout mal compris ? \(theconversation.com\)](#)

The Conversation, 2020. « Jeunes non qualifiés : la crise sanctionne 40 ans d'erreurs dans les politiques d'insertion ». *The Conversation* du 11 décembre 2020. Disponible sur [Jeunes non qualifiés : la crise sanctionne 40 ans d'erreurs dans les politiques d'insertion \(theconversation.com\)](#)

The Conversation, 2020. « Trouver un emploi, le garder et gagner sa vie : les attentes des jeunes des classes populaires ». *The Conversation* du 11 décembre 2020. Disponible sur [Trouver un emploi, le garder et gagner sa vie : les attentes des jeunes des classes populaires \(theconversation.com\)](#)

ROUSSELOT, Fabrice, 2020. « Avoir 20 ans en 2020 : quand le Covid-19 révèle les inégalités entre les jeunes ». *The Conversation* du 21 octobre 2020. Disponible sur [Avoir 20 ans en 2020 : quand le Covid-19 révèle les inégalités entre les jeunes \(theconversation.com\)](#)

HUOT, Aline, 2019. « Les ados d'aujourd'hui sont sous pression. Et c'est notre faute ». *L'ADN.eu* du 5 décembre 2019. Disponible sur [Sur Facebook, Monsieur Le Prof raconte ce qu'est être un ado aujourd'hui \(ladn.eu\)](#)

GENTINA, Élodie et SINGH, Pallavi, 2015. « Comment la culture nationale et le style parental affectent le processus de resocialisation écologique des adolescents ». *MDPI*, 12 juin 2015. Disponible sur [Durabilité | Texte intégral gratuit | Comment la culture nationale et le style parental affectent le processus de resocialisation écologique des adolescents \(mdpi.com\)](#)

III – REVUES ÉLECTRONIQUES, NEWSLETTERS

COUPPIÉ, Thomas [...], 2022. *Enquête 2020 auprès de la Génération 2017 : Des parcours contrastés, une insertion plus favorable, jusqu'à...* CEREQ, Bulletin de Recherches Emploi Formation (BREF), n°422, 2022. Consultable sur [Bref 422 web.pdf \(cereq.fr\)](#)

MEGGLÉ, Caroline. 2022. *Jeunes et logement social : Un problème de stock plus que de flux*. Localtis du 24 janvier 2022. Disponible sur [Jeunes et logement social : un problème de stock, plus que de flux \(banquedesterritoires.fr\)](#)

BERHUET, Solen [...], 2022. *Baromètre DJEPVA sur la jeunesse 2021*. CRÉDOC, INJEP Notes & Rapports, janvier 2022. Disponible sur [Baromètre DJEPVA sur la jeunesse 2021 - CREDOC](#)

KROUN, Virginie, 2021. *L'habitat des jeunes, entre utopie et réalité immobilière (étude)*. Batiweb du 26 octobre 2021. Disponible sur [L'habitat des jeunes, entre utopie et réalité immobilière \(étude\) \(batiweb.com\)](#)

MEGGLÉ, Caroline, 2021. *Lutte contre la pauvreté des jeunes : les métropoles proposent d'expérimenter quatre scénarios*. Localtis du 4 mai 2021. Disponible sur [Lutte contre la pauvreté des jeunes : les métropoles proposent d'expérimenter quatre scénarios \(banquedesterritoires.fr\)](#)

IFOP, 2020. *Fractures sociétales : enquête auprès des 18-30 ans*. Sondage IFOP du 26 novembre 2020. Disponible sur [Fractures sociétales : enquête auprès des 18-30 ans - IFOP](#)

IV – SUPPORTS VIDÉOS ET AUDIOS

France INTER. Série « Concilier vie personnelle et travail ». Épisode 3 : *Quel sens les jeunes donnent-ils au travail ?* mercredi 8 février 2023. Consultable sur [Quel sens les jeunes donnent-ils au travail ? : épisode 3/4 du podcast Concilier vie personnelle et travail \(radiofrance.fr\)](#)

MASSIET, Jean, 2022. *Ce que veulent les jeunes*. YouTube du 2 mars 2022. Consultable sur [CE QUE VEULENT LES JEUNES, avec Le Monde - Stream du 02/03/2022 - YouTube](#)

C à vous, 2022. *Les jeunes, grands oubliés du Covid, avec Gérard Miller*. Émission France 5 C à vous du 25 janvier 2022. Consultable sur [Les jeunes, grands oubliés du Covid, avec Gérard Miller - C à vous - 25/01/2022 - YouTube](#)

CATTIAUX, Olivier, 2022. *Génération pandémie : J'ai 20 ans en 2022, témoignages*. Émission Ici, par France Bleu et France 3, diffusée le 18 janvier 2022. Disponible sur [Génération pandémie : j'ai 20 ans en 2022. #Temoignages \(francebleu.fr\)](#)

KACHANER, Alice, 2022. « *Les jeunes ne voient plus le bout du tunnel* » : *Les gestes suicidaires en forte hausse chez les ados*. France INTER le 20 janvier 2022. Disponible sur ["Les jeunes ne voient plus le bout du tunnel" : les gestes suicidaires en forte hausse chez les ados \(radiofrance.fr\)](#)

France TV, 2022. *Les enfants du siècle, ils ne seront plus jamais les mêmes*. France 2, reportage 2022. Disponible sur [Infrarouge - Les enfants du siècle, ils ne seront plus jamais les mêmes - documentaire | France tv](#)

The Conversation, In Extenso, 2021. *Une jeunesse, des jeunesses : des diplômés pour envisager l'avenir ?* Podcast du 10 novembre 2021. Disponible sur [Une jeunesse, des jeunesses : Des diplômés pour imaginer l'avenir ? | In Extenso on Acast](#)

The Conversation, In Extenso, 2021. *Une jeunesse, des jeunesses : Comment les jeunes réinventent-ils l'engagement politique ?* Podcast du 18 novembre 2021. Disponible sur [Une jeunesse, des jeunesses : Comment les jeunes réinventent-ils l'engagement politique ? | In Extenso on Acast](#)

France Culture, 2021. *Jeunesse : la fin des illusions*. Série France TV diffusée en janvier 2021. Disponible sur [Jeunesse : la fin des illusions : un podcast à écouter en ligne | France Culture \(radiofrance.fr\)](#)

France Culture, 2021. *Que veut la jeunesse et qu'en savons-nous ?* Podcast de France Culture, France TV du 29 novembre 2021. Disponible sur [Que veut la jeunesse \(et qu'en savons-nous\) ? \(radiofrance.fr\)](#)

DAGNAUD, Monique [...], 2021. *Jeunesses : l'esprit du temps*. Podcast de France Culture du 29 novembre 2021. Disponible sur [Jeunesses : l'esprit du temps. Avec Monique Dagnaud, Bruno Patino, Sibyle Veil et Sandrine Treiner \(radiofrance.fr\)](#)

France Culture, 2021. *Avoir 20 ans en 2021 : Les jeunes bousculent-ils leurs aînés ?* Podcast de France Culture du 11 février 2021. Disponible sur [Avoir 20 ans en 2021 : les jeunes bousculent-ils leurs aînés ? \(radiofrance.fr\)](#)

DABI, Frédéric, 2021. *Cette jeunesse prend conscience qu'elle est absolument à part*. France Inter du 14 septembre 2021. Disponible sur [Frédéric Dabi : "Cette jeunesse prend conscience qu'elle est absolument à part" \(radiofrance.fr\)](#)

COMTE, Kathleen, 2021. *Bonne ambiance, respect, épanouissement : les jeunes redéfinissent le monde du travail*. France Inter du 16 décembre 2021. Disponible sur [Bonne ambiance, respect, épanouissement : les jeunes redéfinissent le monde du travail \(radiofrance.fr\)](https://www.radiofrance.fr)

TOURRET, Louise, FRANCE CULTURE, 2021. *Avoir 20 ans en 2021* (4 épisodes). Émission *Être et savoir*, janvier 2021. Consultable sur [Quel futur pour la "génération Covid" ? - Ép. 1/4 - Avoir 20 ans en 2021 \(franceculture.fr\)](https://www.franceculture.fr)

BANQUE MONDIALE, 2021. *Sommet de la jeunesse 9-10 juin 2021 : une reprise résiliente pour les populations et la planète*. Consultable en replay sur [Sommet de la jeunesse 2021 : Une reprise résiliente pour les populations et la planète | Banque mondiale Live](https://www.banquemondiale.com)

BONVOISIN, Bernie, 2021. *Mort sociale, jeunesse de France*. Documentaire. LCP Assemblée Nationale, octobre 2021. Disponible sur [Mort sociale, jeunesse de France | LCP](https://www.lcp.fr)

RED TEAM, 2021. Série « La P-Nation ». AntebellumFilms. Consultable sur [P-Nation - Saison 0 \(redteamdefense.org\)](https://www.redteamdefense.org)

TF1 Info, 2021. *Salaires, ambiance de travail, type de société : comment les jeunes perçoivent-ils leur entreprise ?* JT 20h, le 16 décembre 2021. Consultable sur [Salaires, ambiance de travail, type de société : comment les jeunes perçoivent-ils leur entreprise ? | TF1 INFO](https://www.tf1info.fr)

VANDENBERG, Zoé (réal.), 2020. *En gage de jeunesse*. Film avec la coll. De la DRDJSCS des Pays de Loire et de la Loire-Atlantique BT Conseil Sociologie, 2020. Consultable sur [https://etude-engagement-jeunes-44.fr/wp-content/vid/EN GAGE DE JEUNESSES SD2.mp4](https://etude-engagement-jeunes-44.fr/wp-content/vid/EN_GAGE_DE_JEUNESSES_SD2.mp4)

AMSELLEM-MAINGUY, Yaëlle, [...], 2020. *2020 : la jeunesse impossible ?* Podcast de France Culture du 22 septembre 2020. Disponible sur [2020 : la jeunesse impossible ? avec Yaëlle Amsellem-Mainguy, Mélanie Luce et Celia Levi \(radiofrance.fr\)](https://www.radiofrance.fr)

FAY, Pierrick, 2020. *Covid : Une génération sacrifiée ?* Podcast d'ACAST, le 15 décembre 2020. Disponible sur [Covid : une génération sacrifiée ? | La Story on Acast](https://www.la-story.com)

FRANCE 3 OCCITANIE, 2019. *La jeunesse dans la rue pour le climat : « Je veux avoir un avenir et que mes enfants aient un avenir »*. Francetvinfo.fr du 15 mars 2019. Consultable sur [La jeunesse dans la rue pour le climat : "je veux avoir un avenir et que mes enfants aient un avenir" \(francetvinfo.fr\)](https://www.francetvinfo.fr)

© CESER Nouvelle-Aquitaine 2023
Conception couverture : Kymzo Design
Impression : Service reprographie du Conseil régional Nouvelle-Aquitaine



N° ISBN 978-2-11-172256-9
Dépôt légal : Septembre 2023



ceser-nouvelle-aquitaine.fr

Site de Bordeaux

14 rue François de Sourdis
CS 81383
33077 Bordeaux Cedex
Tel. 05 57 57 80 80

Site de Limoges

27 boulevard de la Corderie
CS 3116
87031 Limoges Cedex 1
Tel. 05 55 45 19 80

Site de Poitiers

15 rue de l'Ancienne Comédie
CS 70575
86021 Poitiers Cedex
Tel. 05 49 55 77 77